

## Internes, urgences : les hôpitaux sous tension

- Les hôpitaux, fortement sous pression sur le plan des ressources humaines, vont se retrouver, à partir de novembre, avec un millier d'internes en moins
- Cette situation, qui ne devrait durer qu'un an, résulte d'une réforme des épreuves d'entrée à l'internat et va ralentir l'accès aux soins
- Le ministre de la santé a reconnu mardi qu'une cinquantaine d'hôpitaux connaissent des « tensions » dans les services d'urgence
- Les syndicats, plus critiques, soulignent la multiplication des fermetures la nuit et le week-end, ainsi que la hausse des temps d'attente avant prise en charge
- La crise des urgences et de l'hôpital en général devrait figurer en tête des dossiers du prochain gouvernement

PAGE 12

## AFRIQUE ENQUÊTE SUR L'INFLUENCE RUSSE

- Moscou assume désormais de déployer un dispositif militaire sur le continent africain
- Le Kremlin entend enfoncer un coin entre le Nord et le reste du monde

P. 6-7 ET ÉDITORIAL P. 24



Manifestants soutenant Ibrahim Traoré, chef de la junte au pouvoir au Burkina Faso, et exigeant le départ des forces militaires et de l'ambassadeur français, à Ouagadougou, le 20 janvier 2023. OLYMPIA DE MAISMONT/AFP

## Politique Gabriel Attal prépare un « budget réversible »

GABRIEL ATTAL s'est livré à un curieux exercice à l'occasion de l'envoi, mardi 20 août, des « lettres plafonds » à ses ministres. Il leur y annonce un gel général des dépenses de l'Etat en 2025, ce qui équivaut à 10 milliards d'euros d'économies, compte tenu de l'inflation. Sous la V<sup>e</sup> République, c'est la première fois qu'un premier ministre démissionnaire fixe ainsi un cadre budgétaire à des ministres tout aussi démissionnaires, en indiquant d'emblée que ce cadre a vocation à être ajusté, voire remis en question, dès les prochaines semaines. Il s'agit d'un « budget réversible », selon l'étonnante formule inventée à Matignon.

L'envoi des lettres, qui fixent à chaque ministère les futurs crédits de paiement par mission et par programme, ainsi que le plafond d'emplois, constitue « une étape nécessaire » dans le calendrier très serré de l'élaboration du budget, plaide l'entourage du premier ministre.

PAGE 10

## Mpox

Vaccin, mortalité, transmission... une épidémie et des questions

Déclarée urgence de santé publique internationale, la maladie a causé au moins 19 000 cas et 548 morts sur le continent africain

PAGE 8

## Etats-Unis

Pour les Obama, Kamala Harris incarne le rêve américain

Lors du deuxième jour de la convention démocrate, la vice-présidente a été investie pour le scrutin du 5 novembre

PAGE 3

## Finance

L'indépendance des banques centrales critiquée

PAGE 14

## Cuba

L'île traverse la pire crise sociale depuis l'effondrement du bloc soviétique

PAGE 2

## Automobile

L'Europe prête à relever les taxes sur les véhicules électriques chinois

PAGE 15

## Immigration

La Manche de plus en plus mortelle pour les migrants

Vingt-cinq personnes ont péri en mer depuis le début de l'année au large du Pas-de-Calais, plus qu'en 2023 et en 2022

PAGE 13

## Télévision

« Niabla », plongée dans les mystères d'Abidjan

Produite par Canal+, cette série policière coécrite par Gauz met en scène la violence urbaine de la capitale ivoirienne

PAGE 18

**Le Monde**  
HORS-SÉRIE  
**40 CARTES**  
POUR COMPRENDRE LE CONFLIT  
**ISRAËL PALESTINE**

**40 CARTES POUR COMPRENDRE LE CONFLIT ISRAËL-PALESTINE**

Un hors-série du « Monde »  
116 pages - 12,50 €  
Chez votre marchand de journaux  
et sur lemonde.fr/boutique



Rodolphe, Tanya et Jacques Junior Saadé, au Havre, le 6 septembre 2018. CHARLY TRIBALLEAU/AFP

 l'été en séries

## Successions, saison III Les Saadé

Rodolphe a succédé en 2017 à son père, Jacques, à la tête de la CMA CGM. Il prépare la troisième génération à prendre les rênes du géant du transport maritime

PAGES 20-21

## A nos amours perdues

Parfois, avec la rupture, le sentiment amoureux se transforme en haine éternelle

PAGE 22





Un pêcheur et son radeau  
bricolé en polystyrène,  
à La Havane, le 22 juillet.

YAMIL LAGE/AFP

REPORTAGE

LA HAVANE - envoyée spéciale

Cuba donne toujours cette impression d'un pays où le temps s'est arrêté. Pas de publicités criardes dans ses rues ni de marques sur ses devantures ; aucun trafic sur ses avenues, et bien peu de produits chimiques dans son alimentation. Le seul élément moderne qui tranche dans ce décor, ce sont les smartphones sur lesquels des habitants pianotent désormais : détenus par plus de 80 % de la population, ils sont devenus indispensables pour s'informer, payer, changer de l'argent et faire des affaires. En parallèle, les Cubains continuent de se déplacer surtout à pied et à vélo. La moindre voiture ou moto constitue un patrimoine exceptionnel qui permet, en devenant chauffeur, de gagner dix fois le salaire d'un médecin ou d'un professeur.

Malgré une idéologie se revendiquant du socialisme, les inégalités sont désormais criantes au sein de la société entre ceux qui travaillent pour l'Etat et ceux qui possèdent d'autres revenus. Au dire des Cubains, la crise sociale actuelle est bien pire que celle de la « période spéciale », au moment de l'effondrement du bloc soviétique à partir de 1991, la plus grave qu'avait connue l'île jusque-là.

A La Havane, sur le Malecon, la promenade qui longe la mer, les décapotables américaines des années 1950 emmènent toujours les touristes découvrir la capitale. Elles roulent à côté des vieilles Lada venues d'URSS, comme celle conduite par Romulo (tous les prénoms ont été changés) gagnée par son père pour avoir combattu pendant la guerre d'indépendance en Angola (1961-1975). « Il faut avoir la fe [foi] pour vivre à Cuba », dit-il en appuyant bien fort sur le pommeau pour enclencher une vitesse. La fe ne signifie pas d'adhérer à une croyance, mais d'avoir une famille à l'étranger. « Il suffit de recevoir 50 dollars [45 euros] par mois ou quelques habits que tu peux revendre pour vivre bien, raconte Romulo. Mais si tu n'as pas ça ou une voiture, alors tu es ce que le gouvernement appelle un "vulnérable" pour ne pas dire un "pauvre". Mais dans les faits, tous les jours, tu luttas pour survivre. »

A 27 ans, Romulo aurait aimé travailler comme ingénieur,

# A Cuba, la pire crise sociale depuis la chute de l'URSS

Les inégalités s'accroissent au sein de la société entre les habitants de l'île ayant de la famille à l'étranger et les autres. Dépendants de l'argent que leur envoient leurs proches, les Cubains ont inventé une expression pour cela : avoir la « fe », la foi

après six ans d'études à l'université de La Havane. Mais le salaire qui l'attendait (10 000 pesos cubains, soit 30,30 euros) ne lui permettrait pas d'élever son fils de 2 ans ni d'aider ses parents, dont la retraite (1200 pesos) équivaut aujourd'hui à un carton de trente œufs. Alors, il conduit à regret la Lada, connecté sur l'application La Nave, un Uber cubain, et gagne très bien sa vie. « En une journée, je gagne 12 000 pesos, soit dix fois la retraite de mon père ou le même salaire mensuel qu'un médecin, raconte-t-il. C'est fou, c'est injuste, et le gouvernement le sait très bien : la plupart des Cubains ne peuvent se payer le prix d'une course et j'en fais pourtant plus de dix par jour. »

**Le pétrole de plus en plus rare**

Au feu rouge, devant les pelouses toujours parfaitement tondues de l'avenue de l'Indépendance, s'arrêtent aussi des pick-up dernier cri. « Ces voitures valent une fortune, le double qu'aux Etats-Unis. Elles viennent du Panama et des agences se chargent de les importer en facturant presque la moitié du prix de vente », commente Romulo, qui pense à changer sa Lada. Le premier ministre,

« Jusqu'en 1990, on vivait très bien à Cuba. C'est fini et depuis bien longtemps »

ANA  
Cubaine âgée de 75 ans

Manuel Marrero, s'est indigné dans un discours, en juillet, de cette opulence visible dans les rues, en dénonçant « des voitures incompatibles avec notre société ». « Leurs propriétaires ont eu forcément la fe, une famille à l'étranger, au moins au départ pour investir à Cuba », assure Romulo.

Face à la crise, l'Etat a accepté, en 2021, l'entrepreneuriat privé, alors que son économie reposait jusque-là sur une production étatique, et 500 000 autoentrepreneurs ont été autorisés par le régime depuis une décennie. Les mypimes (des petites et moyennes entreprises), qui peuvent avoir jusqu'à cent salariés, œuvrent surtout dans l'importation.

Si ces mesures ont permis d'augmenter la circulation de produits, elles ont également exacerbé l'inflation et les inégalités. D'autant que les investissements viennent essentiellement de Floride. « Le paradoxe de Cuba est que ce sont ses opposants déclarés, la diaspora cubaine de Miami, qui gagnent toujours plus d'influence », considère Janette Habel, chercheuse à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (Iheal), à Paris.

Désormais, tout est disponible, ou presque, sur l'île, mais à un prix inaccessible pour la plupart des habitants, comme ce carton d'œufs qui représente autant que la retraite des Cubains. En arrivant dans le quartier de la vieille Havane, des monceaux de déchets occupent les angles des rues. « Il y a un problème de ramassage en ce moment. Trop peu de camions et d'essence pour ceux qui fonctionnent encore », explique Romulo, qui fait en moyenne deux heures de queue quand il doit remplir la Lada.

Le pétrole, aussi utilisé pour produire de l'électricité, se fait rare depuis des années à Cuba, et pourrait encore se raréfier avec la crise au Venezuela, l'un de ses principaux fournisseurs. « Washington a appliqué des sanctions aux pays qui exportaient du pétrole à Cuba [comme le Royaume-Uni, Chypre, le Panama et le Venezuela], occasionnant de sérieuses pénuries énergétiques dans le pays », rappelle Salim Lamrani, professeur en histoire de l'Amérique latine à l'université de La Réunion. La capacité de stockage de l'Etat s'est aussi énormément réduite : un gigantesque incendie a détruit, en 2022, les dépôts de carburant dans la ville de Matanzas, l'obligeant à garder dorénavant le pétrole brut dans les bateaux-citernes.

**Chute du tourisme**

« Nous sommes de vrais résistants et, malgré toutes les galères que cela a impliquées, j'en suis plutôt fier », conclut Romulo dans un franc sourire. La « résistance » est le terme utilisé par le régime pour désigner l'attitude des Cubains face au blocus américain mis en place en 1962, et qui empêche l'île d'avoir accès au système financier international et aux échanges commerciaux. « On ne peut pas comprendre ce qu'il se passe à Cuba sans évoquer les Etats-Unis et cette toile de fond immuable d'un état de siège depuis six décennies, qui n'a fait que se renforcer au fil du temps », expliquait, en juillet, Stéphane Witkowski, chercheur à l'Iheal et spécialiste de Cuba, décédé quelques jours après notre entretien.

Cette situation a été aggravée par la pandémie de Covid-19, qui a

« Trump a imposé un total de 242 sanctions contre Cuba en quatre ans »

SALIM LAMRANI  
professeur en histoire de l'Amérique latine

brutalement ralenti le tourisme, la troisième source de devises de l'île derrière la vente de services médicaux, et les remesas, les envois d'argent de la diaspora à leur famille restée au pays. Cuba a aussi souffert des nouvelles sanctions imposées par l'ex-président américain Donald Trump, qui ont mis un terme aux arrivées de visiteurs des Etats-Unis. « Près de 500 000 Américains venaient chaque année à Cuba, le tourisme le plus généreux en matière de pourboire. Trump a imposé un total de 242 sanctions contre Cuba, en moyenne plus d'une par semaine durant quatre ans, dont cinquante en pleine épidémie de Covid », explique Salim Lamrani.

Le dernier jour de son mandat, Donald Trump a placé Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme, stoppant net les quelques investissements étrangers sur l'île. « Et Joe Biden n'a pas tenu ses promesses de campagne de supprimer ces sanctions », ajoute M. Lamrani. « Je ne dis pas que le blocus est l'unique responsable de nos problèmes, mais, à cause de lui, nous ne saurons jamais si le socialisme, que le peuple cubain avait approuvé librement dans sa Constitution, aurait pu marcher », estime pour sa part Eduardo, un

jeune patron d'une mypime formé en économie à l'université de La Havane.

Les Cubains les plus défavorisés et les plus virulents contre le gouvernement n'évoquent pas l'embargo pour parler de cette énième crise. Ils imputent plutôt au régime leurs difficultés, comme le manque de carburant, responsable des coupures de courant à répétition, qui les exaspèrent en leur faisant perdre une nourriture durement gagnée et conservée au congélateur. Ces coupures touchent rarement la capitale, mais plutôt les quartiers périphériques, comme celui de Cotorro, à 30 kilomètres du centre. Le guagua, le bus gratuit, passe peu, à cause des mêmes problèmes, tout comme les camions-poubelles.

« Rien ne va changer »

Les maquinas, ces gros véhicules tout-terrain qui font office de taxis collectifs, effectuent le même trajet, mais pour 200 pesos. Ana, 75 ans, ne peut plus se le permettre et ne sort plus beaucoup en ville. Elle travaille avec son fils Juan, veilleur de nuit dans un motel, servant les clients et récoltant quelques pourboires. « Avant, Cotorro était une zone industrielle importante, mais les usines ont fermé les unes après les autres, explique-t-elle. Jusqu'en 1990, on vivait très bien à Cuba, l'Etat nous fournissait tout et on pouvait même partir en vacances. C'est fini et depuis bien longtemps. »

Ana gérait les hangars de matériel scolaire pour les écoles de la région. L'Etat lui a donné un appartement dans cet ensemble de petits immeubles de quatre étages et s'acquittait des charges. Désormais, elle paye l'eau et l'électricité, et, surtout, la libreta, le carnet d'alimentation que tout Cubain reçoit gratuitement, n'assure plus le minimum. « Pour ce mois, on va recevoir 4,5 kilos de riz, 1 litre d'huile, quatre paquets de cigarettes, 2 kilos de sucre et du sel pour deux personnes. Autant dire que, sans l'aide de Juan, je crèverais de faim », constate Ana.

Le ton monte entre le fils et la mère dès que le sujet touche à la politique. Ana a longtemps fait partie du Comité de défense de la révolution. « En résumé, j'étais la concierge de l'immeuble, celle à qui on venait demander des renseignements sur les voisins. J'ai toujours répondu que tout allait bien car on ne savait pas ce qu'ils en faisaient. Mais, aujourd'hui, j'ai ouvert les yeux et je les ai bien ouverts : si demain les Etats-Unis nous envahissent, je les accueillerai avec joie », lance-t-elle en se tournant vers Juan qui hausse les épaules. « Je veux partir et le plus vite possible », répond-il. A 42 ans, en plus d'être veilleur de nuit, il répare des ordinateurs pour payer la pension alimentaire de son garçon de 7 ans. « Mais je ne peux rien lui offrir comme loisir ou jeu », regrette-t-il.

Juan en veut à la génération de sa mère, mais aussi à ses contemporains de ne pas être restés dans la rue lors des manifestations inédites et spontanées du 11 juillet 2021, pour protester contre la crise sociale, et qui se sont soldées par un mort, des dizaines de blessés et des centaines d'arrestations. « Dans le quartier, tout le monde est sorti mais pour deux heures seulement. Alors, bien sûr, on n'allait pas gagner comme ça. Ici, rien ne va changer », raconte Juan. Prés de 500 000 Cubains, jeunes pour la plupart, auraient quitté l'île depuis 2021 vers les Etats-Unis : des cerveaux et des bras dont Cuba a payé la formation, souvent jusqu'à des études supérieures, et que Miami récupère. ■

ALICE SOLEDAD



# « Yes, she can » : à Chicago, Obama encense Harris

L'ex-président et son épouse sont venus mardi à la convention démocrate faire l'éloge de la candidate

CHICAGO (ILLINOIS) - *envoyé spécial*

Joe Biden a été immédiatement oublié. Mardi 20 août, au deuxième jour de la convention nationale démocrate à Chicago (Illinois), les délégués, Etat par Etat, ont voté leur soutien à Kamala Harris, et la candidate est apparue en duplex de Milwaukee, dans le Wisconsin, un Etat décisif, où elle tenait meeting. Elle a accepté sa nomination.

Son mari, Doug Emhoff, a emporté l'enthousiasme des délégués en vantant son épouse candidate. « *Seule ma mère croit que c'est Kamala qui a de la chance* », a-t-il plaisanté. « *Kamala va vous montrer ce qu'on sait déjà, elle est prête à diriger* », a-t-il expliqué de sa voix un peu traînante, racontant, plein d'autodérision, son histoire d'amour. « *J'adore son rire* », a-t-il lancé, alors que celui-ci est sans cesse raillé par les républicains.

Il a expliqué que la partie avait été gagnée avec ses deux enfants nés d'une première union lorsqu'ils ont commencé à l'appeler « *Momala* » et qu'ils étaient « *sa priorité* ». Un pied de nez aux attaques des républicains qui reprochent à la candidate démocrate de ne pas avoir enfanté elle-même. « *Elle trouve de la joie dans la quête de la justice. Elle résiste à ceux qui veulent l'intimider. Elle aime voir les gens réussir et déteste qu'ils soient traités injustement* », a rapporté M. Emhoff dont les parents, juifs de Brooklyn, étaient venus soutenir leur fils dans la salle pour dépeindre une famille américaine mixte.

## « L'espoir fait son retour »

L'ambiance est montée d'un cran avec l'intervention de Michelle Obama, icône démocrate, incroyablement populaire auprès des délégués du parti et détestée par les républicains. « *Il y a quelque chose de magique dans l'air* », a commencé l'ancienne First Lady. « *L'espoir fait son retour* », s'est-elle réjouie. Invoquant le parcours de leurs mères respectives, elle a tracé un parallèle entre sa destinée et les valeurs parta-



Barack et Michelle Obama, lors de la convention nationale du Parti démocrate, à Chicago (Illinois), le 20 août. ELIZABETH FRANTZ / REUTERS

gées avec la candidate à la présidence des Etats-Unis. Sobre mais incisive, explicitant les dangers qui menacent l'Amérique, elle s'en est prise par petites touches à Donald Trump, qu'elle hait et qui n'a cessé de combattre Barack Obama et Kamala Harris et leur aspiration à la Maison Blanche : « *Qui va lui dire que l'emploi qu'il recherche actuellement pourrait bien être l'un de ces emplois réservés aux Noirs ?* », a plaisanté M<sup>me</sup> Obama, sous des tonnerres d'applaudissements.

Après d'autres d'applaudissements est apparu, à 22 heures, heure de Chicago, celui que tout le monde attendait : Barack Obama, le commandeur des démocrates. « *Je suis le seul assez stupide pour parler après Michelle Obama* », a plaisanté l'ancien pré-

sident, la voix un peu cassée, présentant lui aussi un couple modèle, dans une convention où les valeurs familiales sont à l'honneur, ainsi que le droit à l'avortement et à la fécondation in vitro, vantée dans de nombreux petits films et témoignages.

Barack Obama, lui, n'a pas oublié de louer Joe Biden. Sans doute avait-il besoin de se faire un peu pardonner. C'est lui qui avait dissuadé M. Biden de se présenter en 2016 pour laisser la place à Hillary Clinton. Et il n'avait pas protesté, en juillet, avant la parution de la tribune de George Clooney, dont ce dernier l'avait tenu au courant, dans le *New York Times*, et où l'acteur appelait le président démocrate à se retirer.

M. Obama n'a, en revanche, pas dit un mot du bilan de Joe Biden,

un escamotage qui permet de faire de Kamala Harris non pas une vice-présidente sortante mais une candidate complètement neuve pour l'élection, capable de séduire les Américains. « *Ce sera un scrutin serré dans une Amérique divisée où trop de nos compatriotes souffrent*, a commencé M. Obama, mettant en garde sur un éventuel retour de Donald Trump. *Nous avons déjà vu ce film et nous savons tous que la suite est généralement pire.* »

## Incarnation du rêve américain

« *Kamala Harris est prête pour le job* », a-t-il poursuivi, vantant son rôle de procureur en Californie, pour aider les victimes, les enfants et les familles. « *Elle ne sera pas concentrée sur ses problèmes, elle le sera sur les vôtres* », a estimé

l'ancien président, qui a déroulé l'éloge de la candidate.

Après le renoncement de Joe Biden, le soutien officiel de Barack Obama était arrivé après un délai de pudeur de cinq jours, le 26 juillet, mais fut mis en scène avec une conversation téléphonique du couple Obama avec Kamala Harris opportunément filmée. L'ancien président veillait ainsi à ce que son soutien apparaisse réfléchi et ferme le ban définitivement à tout débat interne au mouvement.

Ce mardi, à Chicago, la ville où il fit ses armes en tant que travailleur social, l'ancien président jouait en apparence l'exercice tenté en 2016, lorsqu'il passa le flambeau à Hillary Clinton, candidate malheureuse face à Donald Trump.

## « Kamala Harris est prête pour le job »

BARACK OBAMA  
ancien président  
des Etats-Unis

L'exercice, toutefois, n'avait rien à voir. M. Obama fut parfois en conflit avec Hillary Clinton, qu'il avait affrontée à la primaire de 2008. Rien de tel avec Kamala Harris, avec laquelle il entretient une relation de confiance et amicale depuis plus de vingt ans.

Les deux responsables démocrates, noirs mais de « race mixte », pour reprendre le vocabulaire en usage aux Etats-Unis, ont beaucoup en commun. Barack Obama, natif d'Hawaï, a un père kényan et une mère blanche du Kansas ; Kamala Harris est, elle, la fille d'une Indienne scientifique en biologie et d'un Jamaïcain, devenu professeur d'économie à Stanford.

Leurs parcours complexes, d'enfants d'immigrés éduqués, font d'eux l'incarnation du rêve américain. Ils ont continué de se voir, lorsque M. Obama était à la Maison Blanche. Le président alla même jusqu'à la qualifier, en 2013, de « *plus jolie procureure des Etats-Unis* », un compliment mal compris qui le conduisit à présenter des excuses.

Barack Obama a repris, ce mardi, son slogan a « *Yes, we can* » qui a défini sa vision de l'Amérique et de la démocratie, le transformant en « *Yes, she can* » pour l'occasion, avec le talent qui rappelait le discours de 2004 qui lança le jeune sénateur à la convention démocrate de Boston.

« *Lorsque nous défendons nos valeurs, le monde est un peu plus lumineux ; lorsque nous ne le faisons pas, le monde est un peu plus sombre, les dictateurs et les autocrates se sentent enhardis et, au fil du temps, nous devenons moins en sécurité* », a assuré M. Obama, avant de lancer à ses troupes : « *Au travail.* » A 22h36, le discours s'est achevé dans une salle debout. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

# Entre démocrates et républicains, deux visions opposées de la liberté

Les deux partis se livrent un combat idéologique autour de cette valeur cardinale des Etats-Unis, longtemps confisquée par les conservateurs

WASHINGTON - *correspondant*

Une campagne présidentielle aux Etats-Unis a toujours une bande-son. Dès le retrait de Joe Biden, le choix de Kamala Harris s'est porté sur *Freedom*, de Beyoncé. Ce morceau vitaminé convient bien à son positionnement politique. La vice-présidente veut opérer une réconciliation entre les démocrates et la notion de liberté, longtemps confisquée par le camp conservateur.

Kamala Harris œuvre à élargir son potentiel électoral. Chaque parti prétend être une « *big tent* », un large toit sous lequel de nombreux Américains, pas forcément affiliés, pourraient se retrouver. Mais seul le Parti démocrate semble disposer de cette capacité. Le Grand Old Party (GOP), lui, absorbé par le mouvement MAGA (« *Make America Great Again* ») et rangé derrière un candidat condamné au pénal, présente une vision apocalyptique du pays. Il compte sur l'inflation et la pression migratoire comme seuls arguments de campagne.

Pour la soirée d'ouverture de la convention démocrate à Chicago (Illinois), lundi 19 août, Hillary Clinton a parlé des fissures dans le plafond de verre – l'accession des

femmes à la présidence – qu'elle avait ébréché lors de sa propre candidature, en 2016. Que devine-t-elle à travers ces fissures ? « *Je vois la liberté. Je vois la liberté de prendre nos propres décisions au sujet de notre santé, de nos vies, de nos amours, de nos familles. La liberté de travailler dignement et de prospérer, de croire selon notre choix, ou de ne pas croire. De nous exprimer librement et honnêtement. Je vois la liberté face à la peur et l'intimidation, face à la violence et l'injustice, le chaos et la corruption.* » Liberté : tout un programme.

## Protéger les plus vulnérables

Pour les démocrates, cette valeur cardinale honore d'abord les droits individuels sans discrimination d'origine, de sexe ou de religion. S'inscrivant dans la continuité du mouvement pour les droits civiques, dans les années 1960, elle se trouve directement associée à la notion d'égalité. Une façon de renouer avec Abraham Lincoln, figure tutélaire du Parti républicain, qui s'opposait ainsi à l'esclavage. « *Ceux qui refusent la liberté aux autres ne la méritent pas pour eux-mêmes* », écrivait-il, dès 1859.

Les démocrates ont une approche multiforme de la liberté. Ils

veulent favoriser la participation citoyenne dans les élections, là où la droite, dans de nombreux Etats, a cherché à limiter les modalités de vote par anticipation. Il s'agit aussi de protéger les groupes vulnérables – notamment LGBT+. De défendre le droit à un air pur et à une eau propre. De fréquenter sans crainte les lieux publics, surtout les écoles, face à la prolifération des armes de guerre, que les républicains refusent de limiter ou d'interdire.

Et puis, il y a l'avortement, puissant sujet de mobilisation. Depuis deux ans et la décision dramatique de la Cour suprême, renvoyant la question aux Etats, les droits reproductifs se trouvent au cœur du discours démocrate. « *Quand [les républicains] parlent de liberté, disait le colistier de Kamala Harris, Tim Walz, le 9 août, cela veut dire que le gouvernement devrait être libre d'envahir votre salle d'examen avec votre médecin.* » Avant de lancer, à la grande joie du public : « *Mêlez-vous de vos foutues affaires !* »

Quel renversement : dorénavant, ce sont les républicains qui sont accusés d'effraction dans la vie des citoyens, eux qui dénoncent l'obésité et l'arbitraire du gouvernement depuis des décennies.

## Pour les démocrates, la liberté honore d'abord les droits individuels sans discrimination d'origine, de sexe ou de religion

Tim Walz, gouverneur du Minnesota, s'inscrit ainsi dans un combat-clé pour les jeunes et les femmes, celui contre l'entreprise réactionnaire menée par les courants nationalistes chrétiens, visant à imposer une définition unique de la vie, de la famille, de l'amour, niant la question raciale et le droit des femmes à maîtriser leur corps.

Chez les républicains, la liberté est avant tout associée à l'idée de l'Amérique est une terre de pionniers, de conquérants. On a ce qu'on mérite, on garde ce qu'on obtient. L'impôt est jugé toxique. La possession d'armes ne suppose aucune entrave, au nom du second amendement de la Constitution. Quant à l'émancipation individuelle, ce mythe fondateur de l'Amérique, elle est

vue en opposition à l'Etat fédéral, dépensier et intrusif.

Enfin, traversés par les thèses conspirationnistes, les républicains se sont épris plus récemment de la lutte pour la vie privée au nom de la liberté d'expression, face aux géants de la tech et aux agences fédérales. Un retournement, là aussi, en deux décennies, lorsqu'on se souvient du Patriot Act de l'administration Bush, accordant des pouvoirs inédits à la police, après les attentats du 11 septembre 2001.

## Patriotisme de gauche

Cette vision à droite a pris racine dans la révolution idéologique conduite sous Ronald Reagan, au début des années 1980. « *Un gouvernement ne peut pas contrôler l'économie sans contrôler les gens* », disait-il, dès 1964, dans un discours fondateur.

Lorsque le mouvement horizontal et populiste Tea Party émergea à la fin des années 2000, agrégeant de nombreuses initiatives locales, il réduisit la liberté à un démantèlement. Outre la baisse drastique des impôts, il réclamait la fin des interventions publiques dans le secteur bancaire ou immobilier, la dérégulation du système de santé ou en-

core la levée des restrictions sur les armes. On retrouve là de nombreux thèmes prisés par le mouvement trumpiste, qui veut à présent supprimer des branches entières de l'Etat, comme le département de l'éducation.

A gauche, l'Etat est (re)devenu stratège. La crise bancaire et financière de 2008, l'aggravation des inégalités, la désindustrialisation dans les Etats de la « *Rust Belt* » (« *ceinture de rouille* »), puis la crise multiforme liée au Covid-19 : tout cela a réhabilité le rôle interventionniste du gouvernement. La présidence Biden, c'est d'abord ce tournant idéologique à gauche, des investissements massifs dans des secteurs clés et les infrastructures, un Etat-providence.

La promesse Harris représente à la fois une continuité sur ce plan et une extension sur celui des valeurs : c'est celle d'un patriotisme de gauche, d'une diversité assumée, d'une Amérique croyant dans la parité, le progrès social et la protection des plus fragiles. Il ne s'agit pas d'un programme, mais d'un récit. Soit la condition première d'une candidature réussie, surtout lorsqu'elle est improvisée. ■

PIOTR SMOLAR



# L'Eglise orthodoxe prorusse bientôt bannie d'Ukraine

Le Parlement ukrainien a approuvé mardi une loi interdisant les organisations religieuses liées à la Russie

La recherche d'une « souveraineté spirituelle » en temps de guerre conduit l'Ukraine à dissoudre un clergé orthodoxe sous emprise russe. Le Parlement ukrainien a approuvé, mardi 20 août, une loi interdisant les organisations religieuses liées à la Russie, ouvrant ainsi la voie à une interdiction complète des activités de l'Eglise orthodoxe affiliée à Moscou sur son territoire. Quelque 265 législateurs de la Verkhovna Rada ont voté, mardi matin, en faveur de la loi en seconde et dernière lecture, soit une nette majorité sur un total de 450 députés. Vingt-neuf législateurs ont voté contre la loi, le reste s'est soit abstenu soit était absent de l'hémicycle.

Pour être appliquée dans trente jours, la loi doit encore être promulguée par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Ce qui ne fait guère de doute, car ce dernier a salué sur Telegram quelques heures après le vote « le travail de la Verkhovna Rada. La loi sur notre indépendance spirituelle a été adoptée. Nous en avons parlé avec les membres du Conseil des Eglises et des organisations religieuses. Je m'entretiendrai avec des représentants du patriarche œcuménique [de Constantinople] Bartholomée. Nous continuerons à renforcer l'Ukraine et notre société », a-t-il déclaré.

#### Collaboration avec le FSB

Les autorités ukrainiennes affichent une hostilité croissante depuis 2014 envers le clergé de l'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou (connu sous le sigle ukrainien « UPC MP »), affirmant que cette dernière influence sa population dans les intérêts du Kremlin. Kiev lui préfère un autre clergé orthodoxe (connu sous le sigle ukrainien « PCU ») formé en 2018 et qui a obtenu l'année suivante – au grand dam de Moscou – le statut d'Eglise autocéphale des mains du patriarche de Constantinople.

L'UPC MP est accusé par Kiev d'être un relais de l'Eglise orthodoxe russe, elle-même au service du Kremlin, ce qui s'observe à travers des prêches dissolvant l'identité ukrainienne dans l'identité russe et imposant un récit absolvant la Russie de sa responsabilité dans l'agression militaire subie par l'Ukraine depuis 2014. Les autorités ukrai-



Le métropolite Onufre (au centre), primate de l'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou, à la laure des Grottes, à Kiev, le 11 décembre 2022. ADRIENNE SURPRENANT/MYOP POUR « LE MONDE »

#### Kiev préfère un autre clergé qui a obtenu en 2019 le statut d'Eglise autocéphale par le patriarche de Constantinople

niennes accusent, en outre, l'UPC MP de travailler en étroite collaboration avec le FSB, le puissant service de sécurité russe. De nombreux membres du clergé de l'UPC font l'objet de poursuites judiciaires pour intelligence avec l'ennemi et certains ont déjà été échangés contre des prisonniers de guerre ukrainiens capturés par la Russie.

Le haut clergé de l'UPC MP affirme avoir clairement rompu ses liens avec l'Eglise orthodoxe russe (EOR), le 27 mai 2022, au cours d'un synode durant lequel un changement de statut a pré-

cisé « l'autonomie et l'indépendance complète de l'UPC ». Sous la pression de l'opinion publique ukrainienne après trois mois de guerre, le clergé avait quelques jours plus tôt publié un communiqué offrant pour la première fois son soutien aux forces armées ukrainiennes, tout en condamnant l'invasion russe. La loi votée mardi accorde neuf mois aux paroisses affiliées à l'UPC MP pour « couper ses liens avec l'Eglise orthodoxe russe ».

Pour ses très nombreux détracteurs en Ukraine, l'UPC MP n'est pas tant un culte qu'un réseau d'influence et une entreprise politique hostile à l'Ukraine. Pour Roman Lozynskyi, un député indépendant ukrainien qui a voté en faveur de la loi, « aujourd'hui, nous nous sommes engagés sur la voie inévitable du nettoyage de l'intérieur du réseau d'agents du Kremlin, qui s'est caché pendant des décennies derrière le masque d'une organisation religieuse ».

La députée d'opposition Iryna Guerachtchenko, l'une des plus

ardentes partisane de la loi, a réagi sur Telegram : « Décision historique ! Le Parlement a voté un projet de loi qui interdit une filière du pays agresseur en Ukraine (...). Nous espérons que la décision d'aujourd'hui accélérera le passage de ces paroisses vers l'Eglise orthodoxe » indépendante de la tutelle de Moscou.

Le christianisme orthodoxe reste la religion la plus pratiquée en Ukraine (72 %), loin devant le catholicisme (9 %), le protestantisme, l'islam et le judaïsme. Autrefois dominant en Ukraine tant par le nombre de ses fidèles que par son influence politique, le clergé UPC MP possédait plus de 10 000 églises et monastères à travers le pays. La branche ukrainienne demeurait cruciale pour le patriarcat de Moscou, en raison de ses racines historiques à Kiev et en Ukraine, et parce que près d'un tiers des 36 000 congrégations du patriarcat de Moscou se trouvent en Ukraine.

Mais l'orientation clairement prorusse de l'UPC MP lui a fait

perdre de nombreux fidèles ukrainiens depuis l'annexion de la Crimée et de la première phase de l'invasion du Donbass en 2014.

L'hémorragie des fidèles a réellement commencé au moment où l'Eglise orthodoxe ukrainienne indépendante de Moscou, la PCU, a reçu le statut d'autocéphale en 2019. Elle s'est accélérée avec l'invasion à grande échelle il y a deux ans et demi.

Jusqu'en 2022, tous les offices de l'UPC MP démarraient par une bénédiction du patriarche russe Kirill et certains prêtres rétifs au synode du 27 mai 2022 continuent de l'honorer, rapportent les médias ukrainiens.

#### Essor de l'Eglise ukrainienne

Kirill (né Vladimir Goundiaïev), âgé de 77 ans, a dès son élection au rang de patriarche en 2009 manifesté une déférence et une loyauté entière au chef d'Etat russe Vladimir Poutine, qualifiant son règne de « don de Dieu ». Il a à maintes reprises donné son soutien à l'invasion de l'Ukraine,

Près d'un tiers des 36 000 congrégations du patriarcat de Moscou se trouvent en Ukraine

déclarant notamment le 6 mars 2022 que l'invasion déterminerait « de quel côté de Dieu se trouve l'humanité ».

L'UPC MP compterait toujours actuellement 9 000 paroisses en Ukraine, contre un chiffre à peu près équivalent de paroisses affiliées à PCU. Mais cette dernière connaît un essor rapide. Le politologue ukrainien Rostislav Pavlenko estime que le clergé de l'UPC MP n'a « pas d'autre choix que de mener des négociations avec le PCU » afin, au final, d'intégrer les rangs de son rival.

Selon un sondage réalisé en 2023 par l'Institut international de la sociologie de Kiev, 66 % des Ukrainiens se déclaraient favorables à l'interdiction de l'Eglise affiliée à Moscou. 54 % des Ukrainiens s'identifiaient au PCU et seulement 4 % à l'UPC MP, selon une étude d'opinion réalisée par la même organisation, contre respectivement 42 % et 18 % l'année précédente.

Niant l'évidente porosité entre le politique et le spirituel dans cette affaire, la Russie a dénoncé après le vote de la Rada une tentative de Kiev de « détruire l'orthodoxie canonique ». La décision du Parlement ukrainien vise, selon la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, à « détruire l'orthodoxie canonique et véritable et d'apporter à sa place un substitut, une fausse Eglise ».

L'UPC MP, qui s'est adjoint les services de l'avocat international Robert Amsterdam, a déclaré que la journée de mardi marquait « un nouveau chapitre sombre pour les droits de l'homme en Ukraine ». Sur la sellette, le clergé cherche à présenter les mesures prises par le gouvernement comme une « persécution des chrétiens », et espère que ce récit résonnera dans les milieux conservateurs occidentaux hostiles à l'Ukraine. ■

EMMANUEL GRYSZPAN

# La justice allemande condamne une ex-secrétaire de camp nazi

Irmgard Furchner a été condamnée pour complicité dans l'assassinat de 10 500 détenus du camp de Stutthof, en Pologne

BERLIN - correspondance

Une ancienne secrétaire d'un camp de concentration peut-elle être considérée comme complice d'un assassinat de masse ? Le Tribunal fédéral de Leipzig, la plus haute juridiction allemande en matière civile et pénale, a répondu par l'affirmative, mardi 20 août, dans une décision historique.

Les juges ont confirmé un arrêt de la cour régionale d'Itzehoe (Schleswig-Holstein) de 2022, qui avait condamné Irmgard Furchner pour complicité dans l'assassinat de 10 500 détenus du camp de concentration et d'extermination de Stutthof, près de Gdansk, en Pologne. M<sup>me</sup> Furchner, aujourd'hui âgée de 99 ans, travaillait à la direction du camp comme sténographe. Elle a toujours rejeté sa responsabilité dans les crimes commis à Stutthof et avait fait appel de sa condamnation. La peine de deux ans avec sursis prononcée contre

elle en 2022 a donc été confirmée, mardi, par le juge fédéral.

Le procès, très suivi outre-Rhin, constitue probablement le dernier cas de condamnation dans une affaire liée aux assassinats de masse de la période nazie. Il soulève la question de la légitimité juridique et éthique de condamner, quatre-vingts ans après les faits, les « petites mains » du régime pour leur responsabilité dans les crimes nazis, alors que nombre de leurs auteurs principaux ont échappé à la justice.

M<sup>me</sup> Furchner n'avait que 18 ans quand elle a été employée comme secrétaire à la direction du camp de Stutthof. Elle y a travaillé entre juin 1943 et avril 1945, sous les ordres du commandant du camp, Paul Werner Hoppe. Les juges fédéraux ont estimé que, même à ce poste subalterne, elle pouvait être tenue pour coresponsable des meurtres systématiques commis contre des détenus du camp. Même les travailleurs aux fonctions modestes

#### Seule sténographe du camp, elle a rédigé toute la correspondance, notamment les ordres de déportation

peuvent être juridiquement considérés comme des complices des crimes qui y ont été commis, ont statué les magistrats. C'était là tout l'enjeu du procès en appel, qui clôt des années de procédure.

Le président du Conseil central des Juifs en Allemagne, Josef Schuster, a salué le verdict, regrettant cependant que l'accusée n'ait pas reconnu sa culpabilité. « Il ne s'agit pas de la mettre derrière les barreaux pour le reste de sa vie, a déclaré M. Schuster. L'enjeu est qu'une personne coupable réponde

de ses actes et trouve des mots pour parler de ce qui s'est passé et de ce à quoi elle a été associée. En tant que secrétaire, elle a été une complice consciente de la machine à tuer nazie. » Abraham Koryski, un survivant de Stutthof âgé de 96 ans, résidant aujourd'hui en Israël, avait témoigné en ce sens lors d'une des dernières audiences fin juillet. « Ceux qui travaillaient dans l'administration du camp, en particulier, ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas. Ils savaient même avant tout le monde ce qui allait se passer, qui serait exécuté et qui serait déporté », expliquait-il dans sa déclaration lue par son avocate.

Face aux arguments de la défense qui plaidait la « neutralité » du travail de M<sup>me</sup> Furchner, « sans lien suffisant » avec les crimes commis à Stutthof qu'elle ignorait, les avocats des survivants avaient rappelé que le camp disposait depuis 1944 d'une chambre à gaz et que des exécutions sommaires y étaient pratiquées. Des convois de détenus vers Aus-

chwitz y étaient également organisés. Plus de soixante mille personnes, principalement des juifs, ont péri dans « l'enfer de Stutthof », où les conditions de détention étaient effroyables.

#### Vue sur la chambre à gaz

Dans l'organisation du camp, Irmgard Furchner travaillait à un poste particulièrement sensible : au « centre de la chaîne de commandement », ont établi les juges, à l'endroit où la vie et la mort des détenus étaient décidées. La jeune femme était alors la seule sténographe du bureau et, à ce titre, a rédigé toute la correspondance : les ordres de déportation, les commandes de matériel pour la fabrication de gaz Zyklon B, elle a veillé à ce que les ordres du commandant soient suivis d'effet.

Depuis son bureau, elle avait également vue sur la place centrale d'appel et la chambre à gaz et avait forcément perçu l'odeur du crématatoire. Impossible, ont reconnu les magistrats, qu'elle n'ait

pas été consciente de participer à une machine de mort.

Lors du procès en première instance en 2022, le juge Dominik Gross avait longuement expliqué pourquoi un procès d'une telle ampleur devait avoir lieu contre une dame presque centenaire. « Parce qu'il y a des délits qui ne sont pas prescrits et ceux qui les ont commis ne doivent pas être sûrs de ne jamais être poursuivis, même si ce procès arrive très tard », avait-il déclaré, rappelant que, jusque dans les années 1990, les procédures contre les auteurs de crimes nazis se terminaient par des peines « incroyablement légères ».

Il a fallu attendre 2011 et le procès de John Demjanjuk, un gardien du camp d'extermination de Sobibor (Pologne), pour que de tels procès puissent avoir lieu. A partir de là, gardiens, secrétaires et tous les assistants dont la participation individuelle au crime ne peut être prouvée ont néanmoins été amenés à rendre des comptes. ■

CÉCILE BOUTELET



# En Inde, des restaurateurs musulmans stigmatisés

Les autorités de l’Uttar Pradesh les contraignent à afficher leur nom pour « protéger » les hindous

## REPORTAGE

MUZAFFARNAGAR (INDE) -  
envoyée spéciale

Le restaurant Maharaja Bhoj a tout fait pour échapper au boycott. Il a changé de propriétaire, de nom, et est allé jusqu’à se séparer de tous ses employés et fournisseurs musulmans. Situé à Muzaffarnagar, dans l’Uttar Pradesh, l’Etat le plus peuplé de l’Inde, l’établissement se trouve sur la route de la Kanwar Yatra, un pèlerinage hindou en l’honneur du dieu Shiva qui se déroule tous les ans entre la fin juillet et la fin août.

De plus en plus populaire auprès des jeunes hommes hindous, il est systématiquement émaillé de violences le long de sa route, qui part de la ville sacrée de Haridwar, dans l’Etat voisin de l’Uttarakhand, au pied de l’Himalaya, où les dévots puisent de l’eau du Gange qu’ils ramènent ensuite dans leur temple local. Des jours durant, des millions de fidèles issus de milieux plutôt défavorisés défilent sur les routes, transportant l’eau dans des récipients qu’ils portent sur leurs épaules à l’aide de bâtons de bambou. Ils se déplacent à pied, à moto, ou sur des camions dont les haut-parleurs crachent sans cesse de la musique. Beaucoup sont sous l’influence du cannabis et créent un climat de terreur sur leur passage. Certains établissements préfèrent même fermer leurs portes durant le pic de la marche religieuse, par peur d’être vandalisés.

Cette année, invoquant « l’ordre et la sécurité », la police de Muzaffarnagar a demandé, le 17 juillet, aux propriétaires de restaurants d’afficher leur nom et celui de tous leurs employés. L’objectif non avoué est d’indiquer aux clients si l’établissement est tenu par des

musulmans – qui représentent en Inde 14 % de la population, soit plus de deux cents millions de personnes – ou des hindous.

La mesure a été défendue par le chef de l’exécutif de l’Uttar Pradesh, le moine fanatique Yogi Adityanath, lui-même issu des rangs du Bharatiya Janata Party (Parti du peuple indien, BJP), la formation politique du premier ministre, Narendra Modi. Les pèlerins « font très attention à ce qu’ils mangent », rappelle la police, affirmant que la décision n’a rien à voir avec la religion. Durant cette période, les dévots observent un régime alimentaire strictement végétarien et ne consomment ni ail ni oignon.

Le Maharaja Bhoj, auparavant détenu par deux frères, Shameem et Waseem Ahmad, avait déjà pris ses dispositions. Les restaurateurs musulmans de Muzaffarnagar sont depuis plusieurs années victimes de discrimination. « La police passait son temps à nous harceler et, en tant que musulman, je n’étais plus capable de faire tourner mon établissement », admet Shameem Ahmad, le cadet de 27 ans.

Alors, au 1<sup>er</sup> juin, avant le début du pèlerinage, les frères Ahmad ont vendu leur affaire à une amie



Lors de la Kanwar Yatra, pèlerinage hindou en l’honneur du dieu Shiva, à l’est de New Delhi, le 29 juillet. RAVI BATRA/ZUMA REA

« En tant que musulman, je n’étais plus capable de faire tourner mon établissement »

SHAMEEM AHMAD  
restaurant ayant revendu son bien à une amie hindoue

hindoue, Neeraj Kumari. Cela n’a pas suffi à calmer les esprits. « La police est venue à plusieurs reprises pour nous dire qu’aucun musulman ne devait travailler ici, sous prétexte de vouloir éviter des problèmes liés à l’ordre et la sécurité », explique Neeraj Kumari, qui a préféré s’exécuter, congédiant ses employés qui n’étaient pas des hindous. Pour tenter de se défaire de la « réputation du restaurant », dont le seul impair est d’avoir été tenu par des musulmans, Neeraj Kumari en change le nom. Le Raja Ram, en référence au dieu hindou Rama, devient le Maharaja Bhoj. « Purement végétarien », précise l’enseigne.

### Climat d’impunité

La directive, qui a suscité un tollé dans le pays, a été suspendue le 22 juillet par la Cour suprême. Cette dernière a estimé que les propriétaires de restaurants, s’ils pouvaient être tenus d’afficher le type de nourriture qu’ils servent, n’étaient pas obligés de faire mention de leur nom. D’autres Etats, comme l’Uttarakhand, ou la ville d’Ujjain, dans le Madhya Pradesh, Etat du centre de l’Inde, tous dirigés par le BJP, ont émis des ordres similaires. En dépit de la décision de la plus haute instance judiciaire du pays, à Muzaffarnagar, les noms des propriétaires de restaurants restaient, fin juillet, pour la plupart visibles.

Kasim, qui détient un petit magasin de thé, Shagun Canteen, a préféré ne pas retirer son nom de l’enseigne « pour éviter que la police ne revienne sans cesse ». Celle-ci avait déjà insisté pour que le commerçant, qui n’a pas de nom de famille à l’état civil, ajoute le patronyme de son père, dont l’appartenance à la communauté musulmane ne fait aucun doute. « Kasim, fils de Vakeel Ahmad », précise l’affiche. « La police nous a dit de ne pas cacher notre religion par respect pour le client, s’il ne souhaite pas manger dans un restaurant tenu par des musulmans », confirme Nazim Tyagi, qui travaille dans un établissement voisin. Il détenait le New Star avec son frère, mais a choisi, en 2023, de vendre ses parts à un hindou dans l’espoir d’éviter le boycott.

Dès 2023, une campagne instiguée par un religieux hindou,

Swami Yashveer Maharaj, s’en était prise aux échoppes estampillées de noms de déités hindoues mais gérées par des musulmans. « Seule une personne qui essaie de faire quelque chose de mal cache son nom. Ces gens tentent d’escroquer les hindous, de leur servir de la nourriture impure et de souiller leurs croyances religieuses », explique-t-il par téléphone. Il reprend ensuite des accusations, régulièrement proférées par les franges les plus extrémistes, selon lesquelles les musulmans serviraient du bœuf aux hindous, contre leur gré, alors que ces derniers considèrent la vache comme sacrée, ou encore cracheraient dans leur nourriture.

Cette théorie du complot dite du « spit jihad », le « djihad du crachat », avait été largement propagée lors de l’épidémie de Covid-19 sous les termes de « corona djihad ». Elle affirmait, entre autres, que les vendeurs musulmans crachaient sur les fruits et les légumes dans le seul but de répandre la maladie. Ce type de rumeurs ne sont pas seulement le fait de trolls sur les réseaux sociaux, mais émanent également de membres du parti au pouvoir. « L’objectif est de créer encore davantage de division entre hindous et musulmans en renforçant des préjugés existants à l’égard des minorités, mais aussi de les affaiblir économiquement », souligne Apoorvanand,

un universitaire qui a saisi, avec d’autres, la Cour suprême.

Depuis l’arrivée au pouvoir des nationalistes hindous, en 2014, les crimes envers la minorité musulmane ont explosé, notamment en raison du climat d’impunité créé par les autorités. « La police agit activement contre la décision de la Cour suprême, ce qui montre que toute une partie de l’administration a été convertie à l’idéologie de l’hindutva [qui prône la suprématie des hindous] », poursuit Apoorvanand, professeur à l’université de Delhi. Les médias, dont la grande majorité est acquise au pouvoir, ont également joué un rôle actif, permettant d’identifier les commerces détenus par les musulmans.

Pour contourner la décision de la justice, l’extrémiste hindou Swami Yashveer Maharaj conseille désormais aux propriétaires hindous de laisser leur nom, de mettre un drapeau de couleur safran, celle de la mythologie hindoue, à l’entrée, ainsi qu’une photo du troisième « avatar » (réincarnation) du dieu Vishnou. « C’est une bonne idée d’afficher les noms des propriétaires pour protéger les hindous, car les musulmans crachent dans leur nourriture », répète sans complexe Gaurav Gupta, l’heureux propriétaire – hindou – du Ganpati, restaurant où s’attablent pèlerins et policiers. ■

CAROLE DIETERICH

# Imran Khan candidat à la tête de l’université d’Oxford

L’ancien premier ministre pakistanais, en prison depuis un an, redoute d’être déféré devant une cour martiale

NEW DELHI - correspondante

Imran Khan pourrait-il devenir le prochain chancelier de la prestigieuse université britannique d’Oxford ? L’ex-premier ministre pakistanais, 71 ans, qui croupit depuis août 2023 dans la prison d’Adiala à Rawalpindi, a décidé de candidater à ce poste honorifique occupé par Chris Patten, le dernier gouverneur de Hong-kong, proche du départ. Sayed Zulfiqar, Bukhari, le porte-parole de son parti, le Mouvement du Pakistan pour la justice (Pakistan Tehrik-e-Insaf), a confirmé cette candidature, dimanche 18 août. L’ancienne star du cricket est déjà membre honoraire du Keble College d’Oxford, où il a étudié la philosophie, la politique et l’économie, dans les années 1970. Ses deux fils vivent à Londres.

La raison de sa candidature n’a pas été explicitée. Imran Khan veut-il être de nouveau visible sur la scène internationale ? Est-ce le

prélude d’un possible exil ? Pas sûr, car il a toujours affirmé qu’il ne quitterait jamais son pays, contrairement à son prédécesseur, Nawaz Sharif, chassé du pouvoir en 2017, qui avait négocié son départ pour Londres, officiellement pour raison de santé, afin de sortir de prison.

Déchu en 2022 par un vote de défiance au Parlement, Imran Khan a été emprisonné après avoir menacé le pouvoir militaire, qu’il rend responsable de son éviction, en mobilisant massivement la rue. Il est sous le coup d’une centaine de procédures et, après chaque victoire judiciaire, le pouvoir lui inflige une nouvelle inculpation. L’homme le plus populaire du pays constitue une menace trop sérieuse pour le clan Sharif qui dirige le pays, mais aussi pour l’armée. Malgré les obstacles rencontrés par son parti pour concourir aux élections législatives, en février, les électeurs avaient placé ses candidats en tête.

Le 13 juillet, un tribunal d’Islamabad l’a acquitté, ainsi que sa troisième épouse, Bushra Bibi, et a ordonné sa libération. Mais le prévenu est resté en détention, comme sa femme. Le couple avait été condamné en première instance à sept ans de prison, accusés d’avoir enfreint la loi islamique en ne respectant pas l’interdiction requis entre le divorce de Bushra Bibi et leur mariage.

### Une « surveillance constante »

Dans une interview par écrit, accordée au média britannique ITV News, mardi, par l’intermédiaire de ses avocats, Imran Khan a témoigné de ses conditions de détention. « Depuis près d’un an, je suis enfermé dans une cellule de 7 pieds sur 8 [soit 2,13 mètres sur 2,43], un espace généralement réservé aux terroristes et aux condamnés à mort. La surveillance est constante, supprimant tout semblant de vie privée », a-t-il confié avant d’assurer être

« mentalement et physiquement prêt pour la lutte qui [les] attend ». « Un véritable changement démocratique et la liberté au Pakistan ne seront jamais faciles », ajoute-t-il.

Si les affaires au civil tombent les unes après les autres, Imran Khan redoute d’être déféré devant un tribunal militaire, avec la menace de peines très lourdes. Le 12 août, un de ses alliés, le général Faiz Hameed, ancien chef du renseignement pakistanais, tout-puissant et controversé, a été arrêté, ainsi que trois autres officiers, et placé aux arrêts militaires pour abus de pouvoir et « multiples cas de violation » de la loi sur l’armée.

Le général est soupçonné d’avoir joué un rôle dans les événements du 9 mai 2023. Ce jour-là, des milliers de manifestants pro-Khan étaient descendus dans la rue, attaquant des bâtiments de l’armée pour protester contre l’arrestation de leur leader. C’est la première fois dans l’histoire du pays qu’un ancien chef de l’espionnage pour-

rait être traduit devant une cour martiale. Il avait quitté prématurément ses fonctions en 2022, après le départ d’Imran Khan.

Ce dernier a confié à ITV News redouter une manœuvre : « Ils vont faire en sorte que Faiz Hameed devienne un témoin public contre moi. » Le fondateur du Pakistan Tehrik-e-Insaf estime que toutes les accusations portées contre lui au civil « sont creuses et ne tiendront pas ».

Le 18 août, le ministre de l’information, Attaullah Tarar, a clairement accusé l’ex-premier ministre d’être à l’origine d’une conspiration politique, avec l’ancien chef du renseignement, pour semer l’anarchie et la discorde dans le pays. L’armée pakistanaise, qui dirige le pays dans l’ombre, a sans doute voulu faire un exemple de l’arrestation de l’ancien général. De nombreux membres de la hiérarchie militaire sont favorables à Imran Khan. ■

SOPHIE LANDRIN

### PROCHE-ORIENT

#### Blinken n’obtient pas de cessez-le-feu

Le secrétaire d’Etat américain, Antony Blinken, qui effectuait depuis dimanche 18 août sa dixième tournée dans la région depuis octobre 2023, a quitté mardi le Moyen-Orient sans qu’un accord sur un cessez-le-feu n’ait été trouvé entre Israël et le Hamas. Par ailleurs, l’armée israélienne a annoncé mardi avoir récupéré dans un tunnel de la bande de Gaza les corps de six otages morts, au cours d’une opération menée avec le renseignement intérieur. – (AFP)

### RUSSIE

#### Poutine en Tchétchénie

Le président russe, Vladimir Poutine, est arrivé mardi 20 août dans la soirée en Tchétchénie, république russe du Caucase où il ne s’était pas rendu depuis 2011. Plus tôt mardi, il s’était rendu à Beslan, en Ossétie du Nord, pour rendre hommage aux victimes de la prise d’otages sanglante dans une école par un commando islamiste tchétchène en 2004. – (AFP)



# L'Afrique, nouvelle ligne de front entre l'Occident et la Russie

**LA RUSSIE À LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE** 13 Un an après la disparition d'Evgueni Prigojine, le fondateur du groupe paramilitaire Wagner qui avait été le fer de lance de la percée russe en Afrique, Moscou assume désormais ouvertement sa présence militaire sur le continent, où elle exploite et attise le discours antioccidental grâce à d'anciens liens noués au temps de l'URSS

Camarade président Vladimir Poutine. » Béret rouge vissé sur la tête et carrure serrée dans un treillis léopard, le capitaine Ibrahim Traoré rend hommage à son hôte avant de se lancer dans un discours anti-«*impérialiste*». Si une image devait résumer le sommet Russie-Afrique accueilli en ce 28 juillet 2023 à Saint-Petersbourg, c'est bien le spectacle de cette connivence entre le jeune officier burkinabé, visage du coup d'Etat survenu dix mois plus tôt à Ouagadougou, et le chef du Kremlin tout en sollicitude. «*Nous partageons la même histoire en ce sens que nous [Russes et Africains] sommes les peuples oubliés du monde*», clame, l'air grave, le chef putschiste avant de conclure par un «*La patrie ou la mort, nous vaincrons*» applaudi par un Poutine patelin.

Il faut se rendre à l'évidence : la Russie en Afrique a cessé d'être un fantôme. Elle n'est plus le mirage que l'on avait initialement cru, produit fictif de la guerre informationnelle. Elle s'impose désormais comme une réalité géopolitique, lourde, prégnante sinon durable, qui rebat les cartes entre puissances au sud de la mer Méditerranée. Elle a construit son réseau, se glissant dans les interstices frontaliers et se ramifiant au gré des connivences idéologiques. Du Soudan au Niger, en passant par la Libye, le Burkina Faso, le Mali, la République centrafricaine (RCA), Madagascar... Moscou a tissé, à partir des années 2017 et 2018, une toile d'influence au service de son nouvel agenda, celui de la confrontation avec l'Occident dans le contexte d'une guerre en Ukraine ravivant la fracture Est-Ouest.

La disparition dans un crash aérien, le 23 août 2023, d'Evgueni Prigojine, le patron de Wagner, un groupe paramilitaire qui fut l'arme secrète de cette pénétration en Afrique, n'y a pas changé grand-chose. Un an plus tard, le Kremlin continue de pousser ses pions. La seule différence est qu'il l'assume désormais ouvertement. Loin du déni longtemps opposé à l'alarme qui sonnait dans les chancelleries occidentales, l'Etat poutinien ne se masque plus. Son ministère de la défense a – pour l'essentiel – repris en main l'«*empire*» bâti par Evgueni Prigojine, notamment sur le continent africain.

Un hiérarque comme Iounous-bek Evkourou, vice-ministre de la défense, ne cesse ainsi de courir les capitales afin de peaufiner des accords de sécurité. Le label de Wagner a quasiment disparu – hors Mali et RCA – des enseignes russes en Afrique, remplacé par un Africa Corps aux étonnantes réminiscences (Afrika Korps était le nom du corps d'armée de la Wehrmacht, qui opéra de l'Égypte à la Tunisie, sous le commandement du maréchal Rommel, de 1941 à 1943).

La capacité de ce «*clone*» à égaliser en efficacité l'ex-joyau d'Evgueni Prigojine (complexe multiforme cumulant actifs militaires, économiques, politiques et médiatiques) demeure toutefois à prouver. Si l'ancien cuisinier du président russe, Vladimir Poutine, avait pu percer, c'est précisément que l'automatisation croissante de Wagner, qui a fini par lui être fatale après sa mutinerie, en

juin 2023, l'avait libéré des pesanteurs de la hiérarchie officielle. Sa reprise en main par le pouvoir central sous les couleurs d'Africa Corps lui permettra-t-elle de faire aussi bien ?

On a souvent lié le regain d'intérêt de la Russie pour l'Afrique à la première alerte sur l'Ukraine, celle de l'annexion de la Crimée, en 2014, et des sanctions occidentales subséquentes à contourner. L'urgence alors était de dénicher de nouvelles sources de revenus, issues notamment de l'exploitation de mines – surtout l'or – au fil de circuits financiers opaques, certains transitant par la plate-forme de blanchiment des Emirats arabes unis. Le Soudan inaugura, en 2017, ces nouvelles ambitions, ouvrant ensuite la voie à la République centrafricaine voisine et, plus tard, aux Etats du Sahel (Mali, Burkina Faso et Niger) à la faveur d'une épidémie de coups d'Etat orchestrés, à partir de 2020, par des prétoiriens frottés de panafricanisme. Entre-temps, la Russie consolida son emprise en Cyrénaïque, la région orientale de la Libye, en étroite articulation avec la Syrie de Bachar Al-Assad, dont elle sauva le trône face à son peuple soulevé.

## GISEMENT DE VOIX À L'ONU

Le caractère crûment prédateur de ce *modus operandi*, où l'offre sécuritaire et l'expertise informationnelle fournie à des élites en quête de consolidation se monnaient en accès aux ressources locales, a pu renvoyer l'image d'une approche empirique et opportuniste, dépourvue de grand dessein stratégique. La seconde secousse ukrainienne, celle de la guerre d'invasion déclenchée en février 2022 par Moscou, a fortement modifié cette perception, alors que la confrontation entre la Russie et l'Occident s'internationalisait. L'Afrique, réserve de matières premières, devenait dès lors, plus que jamais, un gisement de voix aux Nations unies et, au-delà, l'aile marchande d'un Sud global que l'alliance en formation Russie-Chine cherche à opposer à l'Ouest.

Après un sommet Russie-Afrique à Sotchi, en Russie en 2019, qui fut un beau succès d'audience – quarante-trois chefs d'Etat africains y avaient fait le déplacement –, Vladimir Poutine réédita, à Saint-Petersbourg en juillet 2023, le format de ce face-à-face très médiatisé au milieu d'un concert d'appels à «*un monde multipolaire*». Le niveau de représentation africaine fut cette fois-ci moindre – seulement dix-sept chefs d'Etat – dans un contexte d'interrogations face à l'enlisement militaire russe en Ukraine et de craintes sur la continuité des approvisionnements en céréales vers un continent à la sécurité alimentaire fragile.

Vladimir Poutine pouvait néanmoins se féliciter de la césure révélée par la crise ukrainienne : la prise de distance de la majorité des Etats africains par rapport à l'Occident. En effet, 38 % d'entre eux s'étaient abstenus, 6 % s'étaient prononcés contre et 14 % n'avaient pas participé au vote sur les cinq résolutions de l'ONU, de mars 2022 à février 2023, critiquant l'agression de la Russie, selon une note du cercle de réflexion Fondation Carnegie pour la paix internationale. En somme, l'emprise de l'Occident sur

ses alliés traditionnels s'érodait, ceux-ci optant désormais pour un alignement «*à la carte*» au gré de leurs intérêts nationaux.

Si cette attitude nouvelle n'est pas nécessairement russophile, elle facilite le travail de Moscou, qui cherche à enfoncer un coin entre le Nord et le reste du monde. La meurtrière guerre à Gaza, consécutive à l'assaut terroriste du Hamas en Israël, le 7 octobre 2023, n'a fait que conforter, au sein du Sud global, notamment musulman, la disqualification d'un Occident accusé de «*deux poids, deux mesures*» en matière de droit international. La Russie de Poutine en profite indirectement.

«*La position plutôt pro-palestinienne de Moscou lui a permis de gagner en sympathie en Afrique du Nord, au sein de la population, mais aussi des élites*», confirme un diplomate d'un pays nord-africain en poste en Russie, qui souligne néanmoins que les Etats du continent «*ne sont pas dupes*» quant à «*l'instrumentalisation que font les Russes de ce dossier*». Utile échange de services : la Russie rompt son isolement international grâce aux Etats africains, lesquels usent de Moscou comme levier au Conseil de sécurité. «*A l'ONU, les chancelleries africaines considèrent que c'est toujours bon d'avoir Moscou doté d'un droit de veto à leurs côtés, notamment lorsque sont votées des résolutions concernant des conflits africains locaux*», souligne un représentant européen en Russie.

Dans la guerre d'images en cours, le Kremlin ne part pas de rien. Il peut s'adosser à une mémoire, celle de l'URSS et de son soutien dispensé aux mouvements de décolonisation à travers le continent, entre autres en Afrique australe, où l'emblématique kalachnikov figure toujours sur le drapeau du Mozambique. Cette histoire-là est convoquée sans cesse. Ainsi, lors du sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg, en 2023, M. Poutine, qui, lui-même, ne s'est rendu que trois fois sur le continent africain, et toujours en Afrique du Sud, n'a pas manqué de rappeler que la Russie avait «*constamment soutenu les peuples africains dans leur lutte de libération de l'oppression coloniale*». Au-delà du soutien politico-militaire, Moscou forma une bonne partie des élites des nouveaux Etats indépendants se réclamant de la famille socialiste.

De 1960 à 1991, 45 500 Africains subsahariens ont étudié dans diverses universités soviétiques, dont 5 500 à la fameuse université Patrice-Lumumba, à Moscou, selon le chercheur Constantin Katsakioris («*Des cadres pour une Afrique socialiste. L'université Patrice-Lumumba et la formation des étudiants africains [1960-1991]*», *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, 2021). Moscou a vu passer – entre autres – sur les bancs de ses écoles deux des chefs actuels du Mali – le premier ministre, Choguel Maïga, et le ministre de la défense, Sadio Camara – ainsi que le «*maréchal*» libyen auto-proclamé Khalifa Haftar, autant de vecteurs d'influence de la Russie dans l'Afrique d'aujourd'hui. «*On a eu tendance à l'oublier en Occident mais la formation en URSS de toute une strate de cadres et dirigeants africains vaut toujours à la Russie un capital de sympathie*», rappelle le politiste Jean-Fran-



çois Bayart, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève.

Dans le récit mythique, il y eut néanmoins un grand blanc, un effacement de la présence russe en Afrique consécutif à l'effondrement de l'URSS en 1991. Neuf ambassades fermèrent leurs portes. L'éclipse dura une quinzaine d'années. On peut dater à 2006 le signal du retour. Il prit la forme d'un gigantesque contrat de ventes d'armes de 7,5 milliards de dollars (6,9 milliards d'euros environ) conclu avec l'Algérie (chasseurs Soukhoï Su-30MK et Mig-29, etc.) en échange de l'annulation par Moscou de 4,7 milliards de dollars de dettes.

## LABORATOIRE DU «*MODÈLE*» WAGNER

A cette époque, la Russie s'intéresse aussi de plus en plus à la Libye, guignant tout particulièrement la base de Syrte que Mouammar Kadhafi lui refusa au terme d'un éprouvant bras de fer. La mort du Guide de la révolution libyen, en 2011, lynché à Syrte par des insurgés soutenus par l'OTAN, n'en mortifia pas moins M. Poutine. Son dépit était d'autant plus vif que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant l'intervention en Libye avait été adoptée grâce à l'abstention russe – et chinoise. La leçon sera retenue pour un autre mouvement révolutionnaire, né lui aussi du «*printemps arabe*» : celui de Syrie, où, cette fois-ci, Moscou vole au secours d'un régime ami dont il faut éviter l'effondrement à tout prix.

Si le rappel de l'épisode syrien s'impose, c'est qu'il éclaire la percée qui suivra ensuite au sud de la Méditerranée. En premier lieu, il signale le renoncement américain à intervenir. En se refusant à frapper le régime d'Assad, fin août 2013, malgré les preuves d'utilisation d'armes chimiques contre le soulèvement syrien, Washington envoie un message interprété par Moscou comme un feu vert à la reconquête de ses positions historiques dans cette région. Bientôt vassalisée, la Syrie va en outre devenir la plate-forme de projection de la Russie vers un nouveau théâtre : la Libye, qui avait joué un rôle-clé





Le président russe, Vladimir Poutine, recevant des dirigeants africains lors du deuxième sommet Russie-Afrique, à Saint-Petersbourg, le 28 juillet 2023. Au premier plan, son homologue centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, et Ibrahim Traoré, le chef de la junte burkinabé. ALEXEY DANICHEV / AFP

dans le raidissement stratégique du président russe face aux Occidentaux.

Ainsi le chef du Kremlin jeta-t-il son dévolu sur Khalifa Haftar, l'« homme fort » de la Cyrénaïque qu'il arme contre les « terroristes », mais dont il fera surtout son point d'entrée dans l'ancien eldorado pétrolier. Là encore, il ne s'agit que de recouvrer une zone d'influence passée, puisque la Libye de Mouammar Kadhafi, grosse cliente d'armements de Moscou, avait accueilli, entre 1973 et 1982, une dizaine de milliers d'experts soviétiques.

Dans cet échiquier régional en pleine re-composition, parier sur le maréchal Haftar, c'est aussi s'ouvrir l'accès à une profondeur saharienne qui donne sur le Soudan, à l'est, et sur le Sahel (Tchad et Niger), au sud. Quand Wagner s'installa grâce à Khalifa Haftar dans des bases en Cyrénaïque et dans le Fezzan méridional, le hub logistique russe connectant la Syrie à l'Afrique gagna en cohérence, autorisant bien des ambitions.

Dans cette percée, l'« effet d'aubaine » créé par l'effacement occidental a joué à plein. La stratégie d'évitement de Washington en Syrie s'est reproduite en Libye. Les Américains, inhibés par le traumatisme de l'assaut djihadiste de 2012 contre leur consulat à Benghazi, qui coûta la vie à l'ambassadeur Christopher Stevens, s'étaient désengagés du dossier libyen au point de n'opposer aucune résistance au nouveau jeu russe. De la même manière, la France a cherché à s'extraire du piège sahélien, à partir de juin 2021, avec l'annonce par le président de la République, Emmanuel Macron, de la fin de l'opération « Barkhane ».

Aux ressentiments causés au sein des élites locales par l'excès d'interventionnisme de Paris a succédé la crainte du vide. Les coups d'Etat au Burkina Faso et au Niger suivront aussitôt, exploités par Moscou. Et, si l'on remonte le fil de l'avancée russe en Afrique, on pourra même trouver dans son infiltration initiale, en 2017, en République centrafricaine – futur laboratoire du « modèle » Wagner –, un ressort comparable: c'est la France qui laisse à la Russie le soin de sécuriser, au sein du Conseil de sécurité, une exemption à l'embargo onusien sur les ar-

mes afin de livrer au président Faustin-Archange Touadéra 1500 kalachnikovs. Autant d'inconséquences, de velléités et de contradictions dans l'approche occidentale de l'Afrique dont Moscou a habilement tiré parti.

Cet « effet d'aubaine » n'a fait qu'accélérer une offensive dont les outils étaient, à l'évidence, déjà en place dès le mitan de la décennie 2010. Parmi ceux-ci, l'effort de séduction à l'adresse des populations du continent est loin d'être négligeable, en sus des garanties proprement sécuritaires fournies aux pouvoirs, anciens ou nouveaux. A l'occasion du sommet de Saint-Petersbourg M. Poutine le définit ainsi: « Respect de la souveraineté des Etats africains, de leurs traditions et de leurs valeurs. » Ce triptyque (« souveraineté », « traditions », « valeurs ») résonne puissamment dans une Afrique toujours travaillée par la mémoire douloureuse du choc colonial et en proie à un revivalisme du discours sur l'« authenticité » en réaction à l'hégémonie culturelle occidentale. « Les sociétés traditionnelles d'Orient, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Eurasie constituent la base de la civilisation mondiale », avait déclaré Vladimir Poutine, en octobre 2022, lors du forum du club Valdai, un laboratoire d'idées russe pro-Kremlin, prenant bien soin de citer l'Afrique comme un affluent d'une éthique universelle.

#### PREMIER VENDEUR D'ARMES EN AFRIQUE

Aussi, quand il fustige rituellement la « perversion » et la « dégénérescence » de l'Occident, l'écho est profond auprès d'audiences africaines sensibles aux raidissements fondamentalistes, chrétiens comme musulmans. « Il y a des affinités électives entre les révolutions conservatrices en cours en Russie et en Afrique », souligne M. Bayart. Les deux partagent l'homophobie avec cette vision culturaliste: l'homosexualité a été inoculée par l'Occident aux saines sociétés orthodoxe et africaines. » Troublante coïncidence: le patriarcat de l'Eglise orthodoxe russe a intensifié, ces dernières années, son prosélytisme parmi les communautés chrétiennes d'Afrique déjà exposées à un pentecôtisme combatif. Fin 2021, il créait un exarchat d'Afrique, signal éloquent.

### « LA FORMATION EN URSS DE TOUTE UNE STRATE DE CADRES ET DIRIGEANTS AFRICAINS VAUT TOUJOURS À LA RUSSIE UN CAPITAL DE SYMPATHIE »

JEAN-FRANÇOIS BAYART  
politiste

Une autre source de l'influence russe en Afrique est, elle, bien plus fragile: l'économie. Les fleurons Rosatom (nucléaire), Gazprom (hydrocarbures), Rusal (aluminium), Alrosa (diamant) ou Renova (manganèse) multiplient les contacts à travers le continent. Et la diplomatie céréalière russe bat son plein depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, Moscou se faisant fort de sécuriser ses livraisons. A titre d'exemple, les importations de céréales russes en Tunisie ont été multipliées par cinq de 2022 à 2023. Un autre de ses atouts demeure son statut de premier vendeur d'armes en Afrique, Moscou s'arrogeant 40 % du marché continental, devant les Etats-Unis (16 %), entre 2018 et 2022, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

La mise en scène autour de son offre économique ou technologique masque toutefois difficilement une réalité bien plus timide, à la mesure d'un PIB russe comparable à ceux de l'Italie ou du Brésil. A Sochi, en 2019, Vladimir Poutine s'était engagé à multiplier par deux les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique, évalués alors à 20 milliards de dollars. Trois ans plus tard, en 2022, ils stagnaient à 18 milliards de dollars, soit 5 % du commerce euro-africain et 6 % du commerce sino-africain. Quant aux investissements russes, ils représentent moins de 1 % du capital étranger implanté en Afrique. Au-delà des promesses scintillantes, la Russie demeure un nain économique sur le continent.

Il y a là comme une énigme: comment une Russie aux capacités somme toute modestes a-t-elle pu réaliser des gains stratégiques aussi significatifs? Comment une offensive « low cost » (peu d'hommes, peu de moyens) a-t-elle pu produire de tels effets multiplicateurs? Egarés par leur suffisance, les Occidentaux – et les Français au premier rang – ont longtemps sous-estimé les facteurs qualitatifs nourrissant les avancées de Moscou, en particulier le changement du paradigme post-indépendances en cours dans les élites et les populations africaines. L'offre russe se serait évanouie sans tarder si elle n'avait rencontré une demande afri-

caine, où la psychologie, l'émotion et la mémoire longue des peuples ont toute leur part. La guerre informationnelle déchaînée par Moscou, habile à démoniser l'Occident « colonialiste » et à exalter le virilisme justicier des nouveaux patriotes africains, a à l'évidence dopé et manipulé cette demande. Elle ne l'a pas pour autant créée.

Sans doute viendra le jour où le reflux s'amorcera, quand l'hyperviolence de Wagner et de ses avatars, le cynisme de leurs prédatons, la « bunkérisation » autoritaire des régimes prétoiriens alliés, l'aggravation de la détresse sociale des populations... ébrècheront les mythes et dissiperont les illusions. Il n'empêche que, dans l'immédiat, un nouveau cycle s'est ouvert. Des écosystèmes inédits émergent: diplomatie avec l'Alliance des Etats du Sahel (Mali, Niger et Burkina Faso), ostensiblement russophile; et sécuritaire avec le complexe afro-méditerranéen articulant le Sahel avec la Syrie autour de la nouvelle plate-forme logistique libyenne.

#### GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Aussi faudra-t-il être très attentif aux ambitions russes d'établir une base navale à Syrte, vieux rêve de Moscou, qui, s'il devait se réaliser, marquerait une rupture stratégique dans la région. Les Américains subodorant le péril, sans toutefois avoir trouvé la parade. « La Russie veut, à partir de la Libye, menacer le flanc méridional de l'OTAN », déclarait, en mars 2023, à Washington, le général Michael Langley, patron du commandement américain pour l'Afrique (Africom) dans une allocution devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants des Etats-Unis.

Cette même Libye ouvre également sur le Soudan, où la Russie, qui s'y est glissée dès 2017, lorgne la construction d'une base navale à Port-Soudan, en amont du très stratégique détroit de Bab Al-Mandab. L'emprise, si elle devait être sécurisée, permettrait aux Russes de se projeter vers la mer Rouge, par laquelle transite un tiers du trafic mondial de conteneurs, et l'océan Indien. On retrouve à nouveau la Libye comme possible tremplin vers le Tchad, dernier Etat du Sahel (avec la Mauritanie) à n'avoir pas encore basculé dans le camp russophile, bien que la pression s'exerçant sur lui soit intense. « Il ne manque plus à la Russie que le Tchad pour couper l'Afrique en deux », s'inquiète un diplomate européen.

Et c'est encore vers la Libye – et la Tunisie – que se dirigent les flux de migrants subsahariens arrivant du Niger dans l'espoir de franchir la mer Méditerranée. Le verrouillage de cette frontière nigéro-libyenne est une vieille obsession de l'Union européenne, qui avait obtenu de Niamey, en 2015, l'adoption d'une loi pénalisant le trafic illicite de migrants. Or, les auteurs du putsch de juillet 2023 ont résilié d'un trait de plume cet arsenal répressif, dont l'efficacité avait été réelle dans l'infléchissement, à partir des années 2016 et 2017, du courant migratoire vers la Libye, et donc vers l'Europe.

Il n'est probablement pas anodin que cette décision ait été prise au moment même où les militaires de Niamey se rapprochaient de Moscou. D'où la question: les Russes l'ont-ils inspirée? Cherchent-ils, à travers leurs alliés dans cette région sahélo-saharienne, à nourrir la pression migratoire vers l'Europe à des fins de déstabilisation? S'agirait-il, en somme, d'une réplique méridionale du scénario biélorusse, qui avait consisté à faciliter, en 2021, l'acheminement via Minsk – lié à Moscou – de migrants et de réfugiés vers la Pologne, la Lettonie et la Lituanie? A ce stade, un éventuel rôle russe dans la manipulation des flux migratoires au Sahel n'a pas été attesté, même si l'hypothèse n'a rien d'in vraisemblable.

Le simple fait que des diplomates européens l'envisaient est d'ailleurs édifiant. Il donne la mesure des points marqués par Moscou dans la guerre psychologique engagée avec l'Europe. Une perception gagne en crédit: l'Afrique est devenue la nouvelle ligne de front entre la Russie et l'Occident. ■

FRÉDÉRIC BOBIN  
ET BENJAMIN QUÉNELLE

Prochain épisode La méthode Wagner

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Le Monde Afrique



# Mpox : les principales questions sur l'épidémie

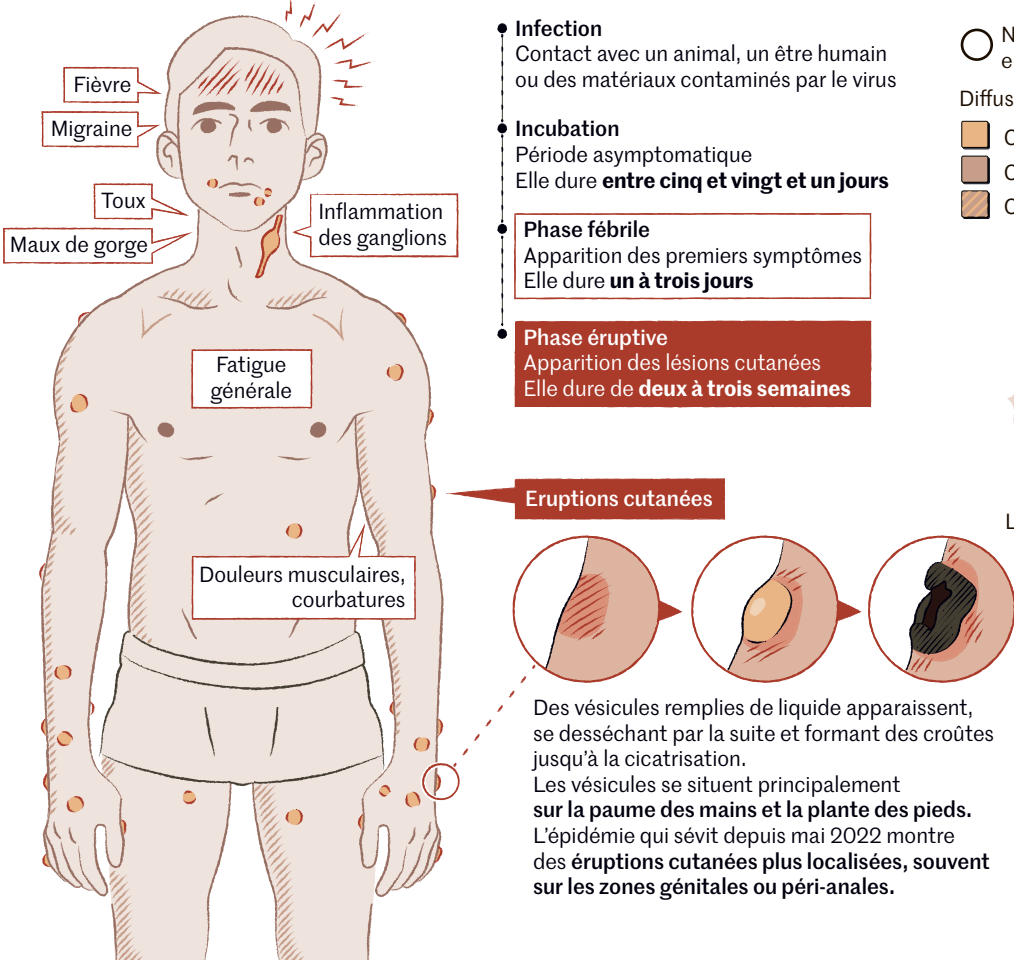
Mode de transmission, dangerosité... Le point sur cette maladie qui fait l'objet d'une urgence de santé publique

La mpox n'est pas le nouveau Covid», a insisté, mardi 20 août, le directeur de la branche européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Hans Kluge, alors que l'organisation a décrété, le 14 août, une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI). Réponses aux principales interrogations soulevées par cette épidémie qui, depuis janvier, a causé au moins 19 000 cas et 548 morts sur le continent africain.

**Quelle différence avec la variole du singe ?** Aucune, il s'agit de la même maladie. L'OMS a décidé, le 28 novembre 2022, de changer la dénomination de la variole du singe, « monkeypox » en anglais, en réaction aux « propos racistes et stigmatisants » visant les malades. Le virus a gardé le nom de « monkeypox virus ». Il lui vient des conditions dans lesquelles il a été identifié en 1958, à Copenhague, dans une colonie de singes importés présentant des symptômes ressemblant à la variole. Le premier cas humain n'a été détecté qu'en 1970 en République démocratique du Congo (RDC). Depuis, les recherches ont montré que le principal réservoir animal serait plutôt à chercher parmi les rongeurs, en particulier des écureuils. Le terme « pox » réfère à la variole (smallpox en anglais), qui appartient à la même famille des orthopoxvirus, des pathogènes provoquant des éruptions cutanées. Il existe une forte immunité croisée parmi les différents membres de cette petite famille, ce qui signifie qu'une infection provoquée par l'un offre une protection contre les autres. C'est pour cela que les autorités préconisent l'utilisation de vaccins développés à l'origine contre la variole pour lutter contre la mpox, comme celui de Bavarian Nordic. Ce dernier est produit à partir d'un autre cousin orthopoxvirus : la vaccine, un virus touchant les vaches qui a donné son nom à la vaccination.

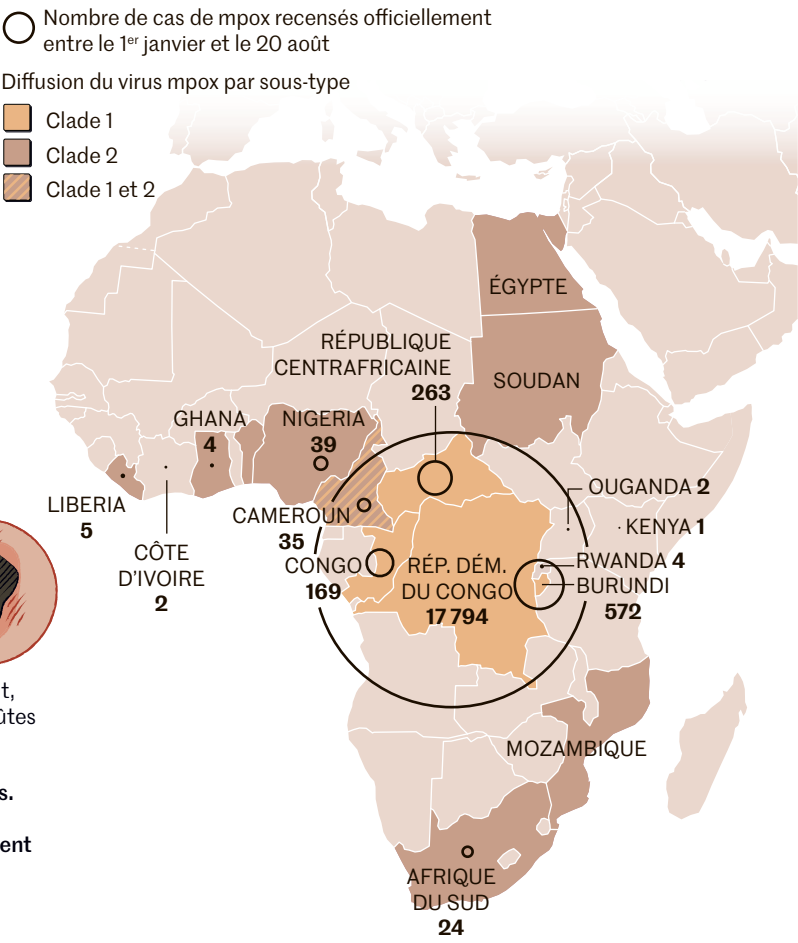
**Pourquoi parle-t-on de « clades » et non de « variants » ?** Quatre virus causant la maladie de la mpox circulent actuellement. Pour les désigner, les spécialistes parlent de « clades » et non de « variants ». Ces termes ne désignent pas le même degré de proximité génétique. Actuellement, le clade 1 a été identifié en RDC, en République centrafricaine et en République du Congo (Congo-Brazzaville). Le sous-clade 1a y est endémique depuis les années 1970, tandis que le sous-clade 1b a émergé en septembre 2023 dans l'est de la RDC, dans le Sud-Kivu. Le clade 2 est plutôt observé en Afrique de l'Ouest (Nigeria, Bénin, Ghana, Liberia), mais aussi dans le Sud (Afrique du Sud, Mozambique) et dans le Nord

## Les phases et symptômes de la mpox\*



\*Durées observées lors de l'épidémie de mpox en 2022 en Europe

## L'Afrique, continent le plus touché par l'épidémie



Sources : Africa CDC ; Santé publique France ; Institut Pasteur ; Le Monde Infographie : Le Monde

## Les complications sont liées à des surinfections bactériennes, mais aussi à des septicémies

terhumaine. Depuis les années 1970, le clade 1 se diffuse parmi la population selon un schéma assez classique des zoonoses : des cas sporadiques, isolés, après des contacts prolongés avec un animal contaminé. Les transmissions se font ensuite dans la sphère familiale et s'éteignent souvent rapidement. La particularité du clade 1b est de s'être diffusé dans la région minière de Kamituga parmi des travailleurs du sexe qui sont devenues des amplificateurs de l'épidémie. A tel point que ce nouveau clade a débordé les frontières de la RDC. Au lendemain de la nouvelle USPPI déclenchée le 14 août, il a été pour la première fois diagnostiqué hors d'Afrique, en Suède.

**Comment se transmet la mpox ?** La mpox provoque des symptômes fébriles, suivis de lésions cutanées passant du stade de ma-

cules à pustules et formant in fine des croûtes. Une fois les croûtes tombées, la personne malade est considérée comme guérie et non contagieuse. Lors de la flambée de 2022-2023, la transmission se faisant essentiellement lors de rapports sexuels, la majorité des malades ont témoigné de pustules dans les zones génito-anales et orales. Mais les lésions cutanées peuvent recouvrir tout le corps.

Le virus se transmet par les fluides contenus dans ces lésions, mais aussi par les sécrétions des voies respiratoires. Tout contact physique rapproché avec une personne contaminée, de l'accolade au rapport sexuel, est potentiellement dangereux, mais également, dans une moindre mesure, une conversation prolongée. Tout contact avec un objet, tissu ou surface non désinfecté après son utilisation par un malade est aussi considéré à risque.

Ont aussi été observés des cas de contamination de la mère à son fœtus, et, plus classiquement, pendant ou après l'accouchement. Des cas de transmission de l'humain à l'animal ont été documentés. Ces « rétro-zoonoses » sont un enjeu important : si un réservoir animal se formait hors d'Afrique, il deviendrait alors

quasi impossible de se débarrasser de la mpox.

**Quelles sont les populations à risque ?** Lors de la flambée hors d'Afrique il y a deux ans, les personnes à risque étaient celles qui avaient des rapports sexuels multiples, en particulier dans la communauté HSH. Depuis 2023 dans le Sud-Kivu, ce sont les travailleurs du sexe et leurs clients qui ont été particulièrement touchés.

Globalement, les populations vulnérables sont celles qui courent le plus de risques, comme les femmes enceintes, les immunodéprimés et les enfants (les moins de 15 ans représentent 68 % des cas et 85 % des morts en RDC depuis le début de l'année). La mpox est en général spontanément résolutive. Les complications sont liées à des surinfections bactériennes, mais aussi à des septicémies ou à des infections de la cornée.

**Quels sont les risques de mourir de cette maladie ?** La létalité est calculée à partir du nombre de morts intervenant parmi les malades. Elle se différencie de la mortalité, qui est estimée relativement à la population générale. La létalité est donc dépendante de la population étudiée et des capacités de diagnostic. Elle évolue dans le temps en fonction de la qualité de la prise en charge et de l'accès à la vaccination. La dangerosité de la mpox étant plus liée aux surinfections qu'au virus en lui-même, elle est très dépendante de l'accès aux traitements.

Le taux de létalité du clade 1a a pu être estimé entre 3 % et 11 % suivant les études. En RDC, les autorités estiment qu'environ 3 % à 4 % des malades sont morts depuis le début de l'année.

De son côté, le clade 2 est moins dangereux, sa létalité avant 2022 ayant été estimée inférieure à 3 %. La flambée hors d'Afrique de 2022-2023 n'a fait que cent quarante morts sur environ 90 000 cas, soit une létalité inférieure à 0,2 %.

En RDC, l'épidémie se propage dans un contexte de conflits armés et de déplacements de population. Beaucoup de malades, surtout les enfants, souffrent déjà de dénutrition et de déshydratation. C'est pour cette raison que la maladie y fait des ravages. ■

DELPHINE ROUCAUTE

## Organiser la riposte vaccinale, un défi industriel autant que diplomatique

À KVISTGARD, au nord de Copenhague, il flotte comme un petit air de déjà-vu. Depuis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décrété, mercredi 14 août, que l'épidémie de mpox sévissant en Afrique constituait une urgence de santé publique de portée internationale, les projecteurs sont braqués sur l'usine de fabrication de vaccins de Bavarian Nordic, installée dans la commune depuis plusieurs décennies.

Il y a deux ans, la flambée mondiale de mpox avait déjà mis en lumière l'industriel danois. L'un des rares laboratoires pharmaceutiques à disposer d'un vaccin, le MVA-BN, offrant une protection contre cette maladie, Bavarian Nordic avait alors croulé sous les commandes, peinant même à répondre à la soudaineté de la demande. Car si d'autres vaccins existent, notamment le LC16 du japonais KM Biologics ou, plus récemment, l'OrthopoxVac du laboratoire d'Etat russe Vector, ils demeurent aujourd'hui quasi exclusivement destinés à leur marché na-

tional respectif, contrairement au produit du danois, approuvé par la plupart des autorités de santé de la planète.

« Il était pourtant écrit que la mpox allait revenir. Les modifications du comportement de ce virus, dont la transmission se faisait initialement uniquement de l'animal vers l'homme, puis est devenue interhumaine, étaient une alerte, observe Jean-Daniel Lelièvre, chef du service d'immunologie clinique et maladies infectieuses de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil (AP-HP). Malgré ça, on ne s'est pas donné les moyens d'avoir d'autres productions de vaccins à large échelle. »

### Le prix, un obstacle récurrent

En mobilisant des lignes utilisées pour la fabrication de ses autres vaccins, Bavarian Nordic s'est dit prêt à accroître ses approvisionnements contre la mpox afin de fournir jusqu'à 10 millions de doses d'ici à 2025 à l'Afrique, dont 2 millions pourraient être disponibles avant la fin de cette année. De quoi permettre

d'organiser la riposte vaccinale en immunisant les populations à risque dans les pays les plus touchés.

Encore faut-il que les commandes soient là. Des discussions sont en cours entre le groupe pharmaceutique, l'OMS, l'organisation Gavi, l'agence de santé publique de l'Union africaine (Africa CDC) et les gouvernements. L'un des enjeux restera sans nul doute le coût d'achat de ces produits, dont les prix, hors de portée de la plupart des Etats africains, constituent un obstacle récurrent à l'accès à la vaccination. Face à cette difficulté, Bavarian Nordic et l'Africa CDC ont aussi engagé des négociations visant à opérer un transfert de technologie pour permettre une production du vaccin contre la mpox sur le continent, ce qui permettrait de réduire le prix d'accès à l'avenir.

D'ici là, le continent devra compter en partie sur la solidarité internationale pour répondre à l'urgence actuelle. Plusieurs pays ont annoncé céder des doses de vaccin, à l'instar des Etats-Unis, dont

une partie des 50 000 doses promises à la République démocratique du Congo devrait arriver dans le pays la semaine du 26 août, ou encore la France, qui a annoncé, mardi 20 août, faire don de 100 000 doses. Ces dernières s'ajoutent aux 200 000 doses déjà promises par l'Union européenne.

Le continent africain n'est pas le seul à préparer la riposte à l'épidémie. Depuis l'alerte de l'OMS, de nombreux pays affûtent leurs scénarios de crise en prévision d'une éventuelle contagion sur leur sol. La France est ainsi passée en état de vigilance maximale : « 232 sites de vaccination sont d'ores et déjà ouverts à travers le territoire », a précisé le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, qui a également demandé à la Haute Autorité de santé de mettre à jour ses recommandations vaccinales d'ici à la fin du mois. Un branle-bas de combat qui réveille déjà les réflexes conspirationnistes, comme au temps de la pandémie de Covid-19. ■

ZELIHA CHAFFIN



# Budget : Attal propose un gel des dépenses

Le premier ministre démissionnaire envisage un projet de loi de finances 2025 similaire à celui de 2024

Étrange objet que les « lettres plafonds » envoyées, mardi 20 août, par Gabriel Attal, premier ministre démissionnaire, à tous ses ministres. Il leur y annonce un gel général des dépenses de l'État en 2025, à 492 milliards d'euros, et leur précise comment chaque ministère sera touché. Les budgets de la défense, de la culture et des sports seraient relativement privilégiés, au détriment, notamment, de celui du travail et de l'emploi, selon Matignon. Ebauche de budget ? Indispensable mesure technique ? Signal politique ? Brouillon voué à la poubelle ? Un peu tout cela, sans doute.

Sous la V<sup>e</sup> République, c'est la première fois qu'un premier ministre démissionnaire fixe ainsi un cadre budgétaire à des ministres tout aussi démissionnaires, en indiquant d'emblée que ce cadre a vocation à être ajusté, voire remis en question, dès les prochaines semaines. Il s'agit d'un « budget réversible », selon l'étonnante formule inventée à Matignon : « Il pourra être modifié par le prochain gouvernement et le Parlement. » Une situation inédite de plus entraînée par la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, le 9 juin, puis par celle de ne pas nommer immédiatement de premier ministre après le second tour des élections législatives, le 7 juillet.

L'envoi des lettres plafonds, des textes sans valeur juridique, marque traditionnellement une étape-clé dans la préparation du budget de l'État. Elles sont en principe signées par le premier ministre entre la mi-juillet et le début d'août, à l'issue de tractations entre Bercy et les autres ministères. Cette année, le ministre délégué aux comptes publics, Thomas Cazenave, avait promis d'accélérer le calendrier, et commencé à discuter ligne à ligne avec ses collègues chargés de la fonction publique et des sports, quand la dissolution a tout stoppé.

## «Surréaliste»

Thomas Cazenave et son ministre de tutelle, Bruno Le Maire, imaginaient alors laisser la main au futur exécutif, d'autant qu'un gouvernement démissionnaire est censé se limiter à expédier les affaires courantes. Mais, Emmanuel Macron tardant à nommer un premier ministre, les responsables de Bercy ont jugé indispensable de continuer à préparer un projet de loi de finances, donc des lettres plafonds, pour ne pas immobiliser la lourde mécanique

budgétaire. Après avoir hésité, Gabriel Attal a choisi à son tour d'envoyer ces lettres, non sans les avoir revues et corrigées, et avec environ un mois de retard sur le calendrier classique.

« Il a souhaité assurer la continuité de l'État », explique-t-on à Matignon. L'envoi des lettres, qui fixent à chaque ministère ses futurs crédits de paiement par mission et par programme, ainsi que son plafond d'emplois, constitue « une étape nécessaire », plaide l'entourage du premier ministre. Sans cette base de travail, comment le futur gouvernement pourrait-il boucler un budget dans les temps ?

Le projet de loi doit être transmis mi-septembre au Haut Conseil des finances publiques, pour que ce dernier ait le temps de donner son avis, puis être validé par le conseil des ministres fin septembre, et présenté au Parlement le 1<sup>er</sup> octobre. L'affaire devenait donc urgente. « Le premier ministre va au bout de son devoir

**Il s'agit d'un « budget réversible », selon Matignon, qui « pourra être modifié par le prochain gouvernement »**

en évitant le mur budgétaire », vante Matignon.

Un argument contesté par certains. « Est-ce qu'envoyer des lettres plafonds relève des affaires courantes ? », s'interroge Charles de Courson, député (Les Centristes) de la Marne et rapporteur général du budget à l'Assemblée. *Je trouve curieux qu'on n'attende pas le nouveau gouvernement. Pour le respect de la démocratie, ce n'est pas très bon.* » Christine Arrighi, députée écologiste de la Haute-Garonne et secrétaire de la

commission des finances, se montre tout aussi critique : « Un gouvernement chargé des affaires courantes continue de préparer un budget comme si de rien n'était, comme s'il n'y avait pas eu d'élections. C'est surréaliste, et grave démocratiquement ! »

## Diète relative

De fait, ces lettres n'ont rien de neutre. Les dépenses ont fait l'objet d'un double arbitrage politique. Sur le montant global, d'abord. Pour « tenir la trajectoire » de redressement des comptes publics, Bruno Le Maire proposait de réduire les dépenses de l'État de 5 milliards d'euros. Il préconisait notamment de tailler dans les aides à l'apprentissage, d'une efficacité contestée, afin de les orienter vers les étudiants qui en ont le plus besoin. Le ministre de l'économie n'a pas été suivi. Gabriel Attal a préféré un effort moindre, avec un budget stable à 492 milliards d'euros. Autant que dans le projet initial pour 2024, et

un tout petit peu plus que ce qui a été effectivement utilisé en 2023, où le pilotage du budget par Bercy a limité les dépenses à 489 milliards d'euros.

Compte tenu d'une inflation anticipée autour de 2 %, « cela veut dire une dizaine de milliards d'euros d'économies » par rapport à l'évolution spontanée des dépenses, souligne tout de même Matignon. Selon le premier ministre, cette diète relative doit permettre de faire un premier pas pour ramener le déficit budgétaire de 5,5 % du produit intérieur brut en 2023 à moins de 3 % en 2027, une promesse jugée peu crédible par de nombreux experts.

Matignon et l'Elysée ont ensuite arbitré le détail des dépenses par ministère, au lieu de reconduire tel quel l'ensemble du budget de 2024. Ce projet « répond aux priorités définies par le président et le Parlement, notamment dans le domaine militaire », indique Matignon, sans donner beaucoup plus de précisions.

Quelles seraient les missions de l'État vraiment sacrifiées ? Comment évoluerait la fiscalité ? Le déficit public baisserait-il vraiment ? A ce stade, ce « budget réversible » laisse nombre de questions ouvertes. La principale reste de savoir s'il sera possible de trouver en décembre une majorité de députés prêts à adopter le futur budget, quel qu'il soit, ou du moins à ne pas faire tomber le gouvernement à l'occasion de ce vote. Compte tenu du morcellement de l'Assemblée, l'hypothèse d'une France sans budget au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ne paraît plus totalement folle. Et l'interrogation s'étend au projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale, l'autre grand texte budgétaire de l'automne. Dans ce domaine, il n'existe pas de lettres plafonds. Mais, dans la même logique, le gouvernement, tout démissionnaire qu'il est, prépare aussi un projet sur ce sujet éminemment sensible. ■

DENIS COSNARD

## La gauche travaille sur son propre projet de loi de finances

Dans l'hypothèse où ils seraient appelés à gouverner, des élus du Nouveau Front populaire préparent un budget visant à soutenir la croissance

Un plan de soutien à la croissance, d'importants investissements publics, de nouveaux impôts, un déficit contenu. Le budget 2025, version de gauche, commence à se dessiner. Si le Nouveau Front populaire (NFP) est appelé à gouverner ces prochaines semaines comme il l'espère, ses dirigeants ne veulent pas être pris de court. Dans une telle hypothèse, ils n'auraient sans doute qu'une semaine ou deux pour boucler le projet de loi de finances, à partir du travail effectué depuis des mois par l'administration de Bercy. Aussi certains élus ont-ils passé une partie de leur été à préparer les grandes lignes d'un possible budget.

« Nous sommes en train de travailler sur le sujet et nous serons en mesure d'apporter des rectifications importantes avant le vote du budget », assure Lucie Castets, la haute fonctionnaire de la Mairie de Paris que le NFP souhaite porter à Matignon, dans un entretien à *Libération*, mardi 20 août.

Côté dépenses, la gauche diverge clairement du gel envisagé par les macronistes ou de la baisse souhaitée plus à droite. « Mener une politique austéritaire dans le contexte actuel me paraît inadapté et irresponsable », juge Lucie Castets. *Cela relève du dogme plus que de la logique économique.* »

Le socialiste Philippe Brun est sur la même ligne. « Nous ne de-

vons surtout pas renouveler les erreurs commises au début des années 2010, quand la politique budgétaire a durablement cassé la croissance », plaide le député de l'Eure, vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. La droite avait alors pris des mesures de rigueur, puis François Hollande, une fois élu à l'Elysée, avait peine à relancer la machine.

## Inspiration keynésienne

Aujourd'hui, la France connaît encore une croissance faible. Malgré l'effet des Jeux olympiques, elle devrait se limiter à 1,1 % en 2024, selon l'Insee, autant qu'en 2023, alors que le ralentissement de la Chine,

moteur de l'économie mondiale depuis des années, suscite des craintes dans le reste de la planète.

Le projet élaboré avec des experts par Philippe Brun vise donc à soutenir la croissance en engageant un plan de relance à l'occasion du prochain budget. D'inspiration keynésienne, ce plan ciblé sur les investissements et les infrastructures pourrait atteindre 10 milliards d'euros. « Investir dans la transition écologique, la santé, l'éducation, les transports de proximité, oui, on ne peut qu'y souscrire », applaudit Christine Arrighi, députée écologiste de Haute-Garonne. Le projet doit être discuté par les parlementaires socialistes qui se retrouveront le 29 août

pour leur université d'été à Blois. Il faudra aussi l'harmoniser avec les réflexions des autres composantes du NFP, La France insoumise, le Parti communiste et les Écologistes, ce qui pourrait se révéler délicat au regard des dissensions persistantes au sein de la gauche, notamment sur l'économie.

Côté recettes, le NFP souhaite financer de nouvelles dépenses sans creuser un déficit déjà record ni provoquer de crise de confiance sur les marchés. « Nous travaillons à des mesures fiscales qui rapporteraient plusieurs milliards d'euros dès 2024, dans un projet de loi de finances rectificative si le calendrier le permet, et plusieurs dizaines de milliards en 2025 », indique Lucie

Castets dans *Libération*. Une promesse de matraquage fiscal ? Non, affirme la candidate à Matignon, qui évoque la suppression de diverses niches, ainsi que des mesures sur le patrimoine « qui ne toucheront que les ultrariches ».

Avant les élections législatives, le NFP avait fait du rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) un point phare de son contrat de législature. Selon la coalition, cet « ISF renforcé » pourrait rapporter 15 milliards d'euros de recettes par an. Mais, à gauche même, certains doutent qu'une telle mesure puisse trouver une majorité à l'Assemblée nationale, et prônent un ISF moins massif. ■

DE. C.



Matignon : la hype soudaine de Karim Bouamrane

Soudain, il est partout. Karim Bouamrane, qui évolue dans le microcosme politique depuis trente ans, connaît son quart d'heure warholien. Inconnu du grand public, le socialiste, âgé de 51 ans, a fait une percée médiatique fulgurante à la faveur des JO, qui se sont en partie déroulés sur sa commune, Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), dont il est maire depuis 2020. Après le jumelage de Saint-Ouen avec Los Angeles, qui va prendre le relais des JO en 2028, le New York Times lui a consacré, le 12 avril, un portrait, publié à sa une. Ce qui a entraîné une flopée d'articles louangeurs à l'étranger. «Obama von der Seine» («le Obama de la Seine») a même titré le quotidien allemand Die Welt. Le 17 août, un portrait, dans Le Figaro Magazine, dans lequel le socialiste plaide pour une «coalition» et critique La France insoumise (qui «communautarise le pays au travers du prisme ethnico-religieux»), a suscité l'enthousiasme sur X, de la part d'une partie de la gauche antimélenchoniste. «Respect», a lancé le président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner. «Motivant!», a appuyé l'ex-députée socialiste Valérie Rabault. «A star is born», a résumé l'ancien conseiller de François Hollande Gaspard Gantzer, qui voit en lui un futur président de la République. Rien de moins. Le socialiste dispose de solides appuis, de l'ancien ministre de la ville Jean-Louis Borloo, qui –en privé– le voit aller jusqu'à l'Elysée, au banquier Matthieu Pigasse (membre du conseil de surveillance du Groupe Le Monde), qui vante notamment son sens du «compromis». Il entretient aussi d'excellentes relations avec l'extrême-macroniste Clément Beaune. Toutes ces attentions ont fini par attirer celle de l'Elysée. Au jeu des pronostics pour Matignon, fait de leurre et de ballons d'essai, son nom est l'un des plus cités, ces jours-ci. Dans le camp du chef de l'Etat, on rappelle que ce dernier a toujours aimé surprendre: après avoir nommé une femme (Elisabeth Borne), puis le plus jeune premier ministre de la V<sup>e</sup> République (Gabriel Attal), la promotion d'un fils

de maçon marocain entrerait dans l'histoire. Même si l'intéressé, qui affiche des convictions «universalistes», déteste qu'on le ramène à ses origines. Né en 1973 à Saint-Ouen, dans une famille «pauvre» mais «aimante», Karim Bouamrane s'engage très tôt en politique, au Parti communiste français, puis au Parti socialiste, dont il devient porte-parole en 2016. Chef d'entreprise spécialisé dans la cybersécurité, il a travaillé dans la Silicon Valley, aux Etats-Unis, «premier pays où [il s'est] senti respecté pour [ses qualités]», a-t-il confié au New York Times. Il défend «l'idéal républicain» et la laïcité, fait chanter La Marseillaise aux enfants de sa ville, se targue d'avoir obtenu des résultats sur le front de la sécurité et plaide pour le «progrès partagé». En 2015, il s'est opposé à la proposition de François Hollande et de Manuel Valls d'instaurer la déchéance de la nationalité pour les terroristes. Si le maire assure ne pas avoir eu de contacts avec l'Elysée, il ne se drape pas dans des pudeurs de gazelle quand ses interlocuteurs évoquent Matignon. Il rappelle qu'il a toujours été sur une ligne de «main tendue» avec «toutes les forces politiques» de sa ville. Son «obsession», dit-il au Monde, c'est que, à l'issue des consultations organisées par Emmanuel Macron à partir du 23 août à l'Elysée, sorte un «compromis» qui permette d'«améliorer la vie des gens». Il termine ses SMS par «force». Si le président décidait de le nommer à Matignon, il en aura besoin. Dans le cas contraire, celui qui nourrit de grandes ambitions, au risque de devenir une cible à gauche, en aura besoin aussi. Devant le New York Times, il s'est soudain mis à chanter A Question of Time de Depeche Mode. C'est une question de temps... ■

SOLENN DE ROYER

LE MAIRE PS DE SAINT-OUEN A FAIT UNE PERCÉE MÉDIATIQUE FULGURANTE, ATTIRANT L'ATTENTION DE L'ÉLYSÉE

JUSTICE Une étude d'opinion sur Laurent Wauquiez financée par la région Auvergne-Rhône-Alpes Une étude sur l'image de Laurent Wauquiez, financée par la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2021 alors qu'il faisait campagne pour être réélu à sa tête, a fait l'objet d'un signalement auprès de la justice de la part du groupe d'opposition socialiste, après la fuite d'un rapport de la cour régionale des comptes. Alors que les extraits diffusés en juillet épingleaient des repas coûteux du président de la région, ce rapport s'intéresse aussi à un contrat conclu avec la société Mediascopie. Celle-ci devait analyser «en temps réel» l'impact des interviews accordées par Laurent Wauquiez. – (AFP)

EXÉCUTIF Le Pen, Bardella et Ciotti reçus lundi à l'Elysée Les chefs de file du Rassemblement national, Marine Le Pen et Jordan Bardella, puis leur allié de droite Eric Ciotti, à la tête d'un groupe de seize députés, seront reçus lundi 26 août par Emmanuel Macron, dans le cadre des consultations lancées par l'Elysée en vue de la formation d'un gouvernement. Ces discussions commencent vendredi, avec les quatre formations du Nouveau Front populaire et leur candidate pour Matignon, Lucie Castets. Elles s'inscrivent dans une série de rendez-vous avec les chefs de partis et de groupes parlementaires. «La nomination d'un premier ministre interviendra dans le prolongement de ces consultations et de leurs conclusions», a fait savoir l'Elysée. – (AFP)

Affaire Elisa Pilarski : son compagnon renvoyé devant la justice

Cette femme enceinte avait été tuée, en 2019 dans l'Aisne, par le chien de son conjoint

Un juge d'instruction de Soissons (Aisne) a mis le point final à une enquête de plus de quatre ans en annonçant, mardi 20 août, avoir rendu une «ordonnance de clôture, conforme aux réquisitions du ministère public, ordonnant le renvoi de Christophe Ellul devant le tribunal correctionnel de Soissons» dans le dossier de la mort d'Elisa Pilarski. En novembre 2019, Elisa Pilarski, une femme de 29 ans, enceinte de six mois, était partie promener en forêt Curtis – désigné par l'accusation comme un «American pitbull terrier» –, le chien de son compagnon, Christophe Ellul. Au cours de la balade dans une forêt de l'Aisne, elle avait, selon M. Ellul, croisé une meute de chiens de chasse à courre. Elle aurait appelé son conjoint, en lui disant, selon lui, qu'elle était en train de se débattre face à cette meute. Ce dernier avait quitté précipitamment son travail pour se rendre dans la forêt, où il avait retrouvé sa compagne décédée, porteuse de multiples morsures canines. M. Ellul soutient que Curtis était muselé et ne se serait jamais attaqué à sa maîtresse. Une partie du public lui apporte sa sympathie, et une cagnotte lève 7 000 euros pour aider à la défense de son chien. Mais les expertises vont rapidement mettre en doute sa version. La comparaison des morsures

avec l'étude des mâchoires des chiens de la meute de vénerie démontre qu'ils ne sont pas à l'origine des blessures mortelles. Homicide involontaire Comme l'avait relaté Le Monde, en 2020, Curtis avait participé à des concours de «mordants sportifs», au cours desquels des chiens sont incités à attaquer une personne revêtue d'un costume rembourré. Seul son ADN est présent sur le corps d'Elisa Pilarski. En novembre 2020, une information judiciaire est ouverte pour «homicide involontaire par maladresse, imprudence, inattention, négligence (...)». M. Ellul sera mis en examen, le 4 mars 2021, pour homicide involontaire, et placé sous contrôle judiciaire. Des photos retrouvées dans le téléphone d'Elisa Pilarski démontrent en outre que Curtis n'était pas muselé lors de la balade, contrairement aux affirmations de M. Ellul. Des échanges SMS établissent aussi qu'il était conscient du comportement dangereux du chien, et qu'il avait déjà évoqué l'idée de le faire «piquer». Mis en cause pour avoir «fait courir un risque grave» à sa compagne en lui laissant la garde d'un «chien dangereux», M. Ellul encourt théoriquement dix ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende. ■

SERVICE SOCIÉTÉ

# Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

Autres formats : nous consulter

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES  
DANS LE PLUS GRAND  
ESPACE GAIN DE PLACE À PARIS

Consoles extensibles

Tables relevables 3 en 1

Jusqu'à 12 convives !

Table basse / bureau / repas

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • M° Charles Michels • 7J/7 • Ouvert tout l'été

147 rue Saint-Charles • 01 45 75 02 81

60 bis rue de la Convention • 01 45 75 02 81

Paris 12 • M° Nation • 7J/7 • Ouvert tout l'été

54 cours de Vincennes • 01 40 21 87 53

Canapés, literie, mobilier sur 3 000 m² : nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

La maison recherche également bien d'autres produits

Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France

Expertises gratuites & paiement immédiat

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement

par téléphone au 06 19 89 55 28

email : [antique.charles@gmail.com](mailto:antique.charles@gmail.com) / [maisoncharles-antique.fr](http://maisoncharles-antique.fr)

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES ADRESSES

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr



# Hôpital : un millier d'internes en moins à l'automne

Les nombres de candidats à l'internat et de postes ont baissé, dans un contexte de crise des effectifs

Ce n'est pas une surprise. Le chiffre était connu, peu ou prou depuis le printemps, mais il ne manque pas de provoquer des remous, à mesure que l'échéance approche. Les hôpitaux, déjà fortement sous pression sur le plan des ressources humaines, vont se retrouver, à partir de novembre, avec un millier d'internes en moins, ces jeunes médecins en formation dans les hôpitaux après la sixième année d'études. Et ce, pour les deux prochains semestres.

A la suite de la réforme des épreuves d'entrée de l'internat, mise en œuvre durant l'année universitaire 2023-2024, quelque 1 000 étudiants ont préféré redoubler plutôt que d'essuyer les plâtres du nouveau concours, ou, pour une petite part d'entre eux, n'ont pas obtenu les notes minimales désormais nécessaires, selon cette nouvelle formule d'admission en troisième cycle de médecine, qui vise à mieux évaluer les connaissances et les compétences de ces futurs professionnels.

Résultat : en ajoutant certains redoublants (670 étudiants, qui avaient redoublé leur cinquième ou sixième année et qui sont restés sous le régime de l'ancien concours), les nouveaux internes seront au total 8 479 à prendre un poste dans les hôpitaux, à l'automne, contre 9 500 en 2023.

Dans les rangs de cette première promotion issue de la réforme, c'est le nombre de postes ouverts par spécialité et par territoire (les « subdivisions »), publié dans un

arrêté du 7 juillet, qui a mis le feu aux poudres. Avec 7 974 postes proposés – pour quelque 7 800 candidats admis à ce concours réformé – contre 9 484 en 2023, la baisse est de 16 %. Une pétition dénonçant une « *profonde injustice* », et appelant d'urgence à rouvrir des postes supplémentaires, a dépassé, mercredi 21 août, 40 000 signatures.

## « Disciplines sanctuarisées »

A l'origine de celle-ci, Hélène Herubel, étudiante en 6<sup>e</sup> année de médecine à l'université Paris Cité, s'inquiète : « Dès [la] première simulation [du début du mois d'août], on a vu que des spécialités allaient être beaucoup plus difficiles d'accès. » Alors qu'elle pensait pouvoir accéder à un poste en spécialité ORL, au vu de ses résultats et du rang minimum nécessaire au concours en 2023, l'étudiante devrait se trouver contrainte d'en choisir une autre, estime-t-elle, avouant désormais réfléchir à terminer son cursus à l'étranger. Les affectations définitives interviendront le 10 septembre. Autre crainte exprimée dans la pétition : celle d'une dégradation des conditions de travail, avec moins d'internes, mais autant de gardes à se partager.

Du côté des organisations étudiantes, le ton est moins critique. « Je comprends pleinement les étudiants qui souffrent, mais je ne vois pas d'autre solution », déclare Lucas Poittevin, président de l'Association nationale des étudiants en médecine de France. Avec moins

**A la rentrée, les nouveaux internes seront au total 8 479 à prendre un poste dans les hôpitaux, contre 9 500 en 2023**

d'internes, « si on maintenait un même nombre de postes, on aurait mis en péril certaines spécialités et certaines subdivisions moins prises des étudiants, pour lesquelles on se serait retrouvés sans internes en novembre », souligne-t-il, citant par exemple la médecine générale ou la gériatrie.

« Non, le gouvernement n'a pas supprimé de postes », s'est défendu le ministre délégué à la santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, sur X. « Comme chaque année, le gouvernement ajuste les postes en fonction du nombre de lauréats », a-t-il assuré. Avec toujours une part supplémentaire par rapport au nombre de candidats, à hauteur de 1,8 %, rappelle-t-on au ministère de la santé, soit quelque 200 postes de plus, pour laisser une marge de choix, même au dernier classé.

« Je comprends l'anxiété des étudiants, mais il n'y aura aucune perte de chances par rapport aux promotions précédentes, la difficulté restera la même, avec une af-

fectation au mérite », assure le président de la Conférence nationale des doyens de médecine, Benoît Veber.

Quelles ont été les clés de répartition des postes en moins ? Si la plupart des spécialités ont vu leur nombre diminuer de 15 % à 20 %, certaines ont été plus fortement amputées que d'autres : la chirurgie plastique a ainsi vu ses effectifs divisés par deux, avec 14 postes ouverts, tandis que la chirurgie pédiatrique a conservé ses 33 postes ouverts. « Le ministère a tenu compte de priorités de santé publique, avec quelques disciplines sanctuarisées, comme la pédiatrie ou la psychiatrie, ce qui ne correspond peut-être pas aux goûts des étudiants, mais aux besoins des Français », estime le professeur Veber.

Du côté des hôpitaux, si chaque établissement ne connaît pas nécessairement le sort qui va lui être réservé dans le détail – la ventilation des postes doit intervenir ces prochains jours lors de réunions pilotées par les agences régionales de santé –, l'inquiétude monte déjà dans les services. « On a beau dire que les internes ne sont pas censés être indispensables, parce qu'ils sont en formation, il ne faut pas se mentir, ils font partie intégrante de nos équipes, et une part de l'activité repose sur eux », signale Thierry Godeau, à la tête de la Conférence nationale des présidents de commissions médicales d'établissement des centres hospitaliers, qui craint un retentissement sur les délais d'accès aux soins. « Ce n'est la faute de per-

sonne, et on sait que c'est ponctuel, pour un an seulement, avant d'avoir une promotion avec ce millier d'internes en plus, mais cela tombe forcément mal, vu le contexte à l'hôpital, on n'avait pas besoin de ça », estime le praticien hospitalier de La Rochelle, qui se dit vigilant quant à une « répartition équitable » des coupes entre centres hospitaliers et centres hospitaliers universitaires.

## « Incompréhensible et injuste »

A l'échelle d'une équipe, les chiffres peuvent paraître anecdotiques, mais c'est loin d'être le cas, à entendre les médecins. Dans son service de pneumologie au CHU de Limoges, François Vincent ne décolère pas, alors que le nombre d'internes devrait y passer de trois à deux, a-t-il appris de son doyen. « Incompréhensible et injuste », dit le chef de service, soulignant à quel point les pneumologues manquent, encore plus sur son territoire après la fermeture de 30 lits dans la discipline au sein de la clinique voisine.

« Notre service va continuer de tourner, mais on absorbe déjà cette fermeture, on est tous mobilisés, en sous-effectif, et on apprend qu'on perd un poste... Il est certain que cela va augmenter la charge de travail pour ceux qui restent », dénonce-t-il. Au lieu de deux internes, un seul devra, demain, effectuer la « visite » quotidienne auprès des 19 patients d'une unité. « On va l'aider, bien sûr, mais on pressurise toujours plus les équipes », estime le professeur.

A l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM), la commission régionale de répartition des postes d'internes dans chaque service est prévue le 2 septembre. « Ça va être compliqué », reconnaît Jean-Luc Jouve, président de la commission médicale d'établissement, alors que 363 postes sont ouverts cette année, contre 436 en 2023.

« Il y a une inquiétude chez les médecins, mais il est aussi nécessaire, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, de s'adapter à un changement de paradigme : les internes ne doivent pas être considérés comme du personnel qui fait tourner le service, ce sont des étudiants », soutient le professeur, estimant que certains services devraient être plus à la peine que d'autres, tels que la cardiologie, la neurologie, la pédiatrie, la médecine interne...

La vraie difficulté sera, selon lui, ailleurs : il faudra surtout réussir à remplir le tableau de gardes, sans ces internes, aux urgences, en orthopédie, en neurochirurgie, en chirurgie pédiatrique... Chez lui, comme dans plusieurs hôpitaux, la même solution est à l'étude : « Nous allons compenser avec des "FFI" [faisant fonction d'internes], c'est-à-dire des médecins stagiaires à diplômes étrangers, mais ce n'est pas très agréable ni loyal de devoir s'en servir comme variable d'ajustement. » Soixante-dix de ces postes seront nécessaires pour maintenir la permanence des soins au sein de l'AP-HM. ■

VICTORIA LEMAIRE  
ET CAMILLE STROMBONI

## Les urgences toujours sous pression

Le ministre démissionnaire de la santé mentionne une cinquantaine de services « en tension ». Les syndicats sont plus alarmistes

L'été n'est pas encore terminé, et les difficultés se poursuivent dans les services des urgences, en première ligne face au manque de médecins, exacerbé durant les congés estivaux. Fermetures la nuit, le week-end, plusieurs journées par semaine, explosion des temps d'attente, engorgement des services, avec des patients attendant des heures sur des brancards...

Le ministre délégué à la santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, a avancé de premiers éléments de bilan de la période estivale, dans un entretien au quotidien *Ouest-France*, mardi 20 août. Selon lui, les urgences d'une « cinquantaine » d'hôpitaux français sont actuellement « en tension », alors que quelque 650 services quadrillent le territoire.

« C'est un peu mieux que l'été [2023], et en tout cas les tensions ne sont pas aussi fortes qu'au cours de celui de 2022 », selon M. Valletoux. « Porte d'entrée » de l'hôpital, les urgences se retrouvent depuis plusieurs années au carrefour des difficultés du système de soins, entre les lits d'hospitalisation qui manquent dans les établissements et, en ville, l'aggravation des déserts médicaux.

## « Mesures d'exception »

Le constat ne fait cependant pas l'unanimité dans les rangs syndicaux, où le discours est bien plus critique. « Malgré les propos du ministre, la situation est de plus en plus difficile aux urgences, ça ferme de partout, dans les petits comme dans les grands hôpitaux », soutient Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France et représentant de la CGT santé.

« Nous attendons d'avoir les résultats de l'enquête que nous menons chaque année, dont les question-

**La presse régionale fait état, chaque jour ou presque, de fermetures ou de réductions d'activité**

naires viennent d'être envoyés aux services, explique Marc Noizet, président de SAMU-Urgences de France. Mais il est certain, au-delà de cette communication ministérielle rassurante, que la situation ne s'est aucunement améliorée, l'été ne s'est pas bien passé, et les problématiques aux urgences demeurent. » Il suffit de feuilleter la presse régionale de ces dernières semaines pour le confirmer, ajoute-t-il, cette dernière faisant état, chaque jour ou presque, de fermetures ou de réductions d'activité de nombreux territoires.

Aux urgences pédiatriques de Saintes (Charente-Maritime), depuis le 12 août, la fermeture de 17 heures à 9 heures a été annoncée à la population. A Carpentras (Vaucluse), à cette même date et pour trois mois, les urgences n'ouvrent plus que de 8 h 30 à 13 h 30. Pendant l'été, des urgentistes se sont mis en grève – de manière symbolique, puisqu'ils travaillent en étant assignés – à Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) ou à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

A l'entrée des urgences de Brest (Finistère), les soignants paramédicaux ont affiché sur un « mur de la honte », début août, les temps d'attente extrêmes dans la zone où sont rassemblés les patients sur brancard, en attente d'un lit d'hospitalisation. Urgentiste de-

puis dix-huit ans dans le service, Anne-Dominique Curunet-Raoul décrit une « situation intenable, qui ne cesse de s'aggraver ». « Les temps d'attente ont été démultipliés », estime-t-elle, quand bien même le nombre de touristes et d'appels au SAMU a été moindre cet été.

Au CHU de Nantes, les décès de patients dans la « file d'attente » des urgences ont été dénoncés par des soignants, mais le nombre avancé par les syndicats a été contesté par la direction de l'hôpital : quatre. « Nous avons connu un mois de juillet dantesque, avec des temps de séjour aux urgences extrêmement importants », décrit Eric Batard, chef de service. Notre problématique reste la même : il n'y a pas assez de lits pour hospitaliser les patients qui en ont besoin, d'où l'engorgement du service. » Depuis le début du mois d'août, la situation s'est fortement améliorée, rapporte-t-il.

A l'hôpital Nord - Franche-Comté de Trévenans (Territoire de Belfort), un « plan blanc » a été de nouveau déclenché, à compter du 17 août, en raison de la « saturation des capacités d'hospitalisation », selon la direction par communiqué, ce qui doit lui permettre de déployer des « mesures d'exception », comme le recours à des effectifs supplémentaires. A La-val, outre les fermetures estivales, c'est un « triste record » qu'a voulu mettre en avant l'urgentiste Caroline Brémaud sur les réseaux sociaux, celui du nombre de nuits d'ouverture qui pourraient intervenir pour le mois de septembre, au vu de l'état actuel des effectifs : six. La crise des urgences et de l'hôpital reste, sans aucun doute, l'un des premiers dossiers qui attendront un futur ministre de la santé. ■

C. ST.

NOUVEAU

Le Monde présente

Le monde de  
**Simenon**

LE N° 1  
**2,99**  
seulement

Découvrez le monde captivant des romans du célèbre Georges Simenon dans cette collection exclusive.

Découvrez l'offre sur [lemondedesimenon.fr](http://lemondedesimenon.fr) ou chez votre marchand de journaux



# La Manche, de plus en plus mortelle pour les migrants

Vingt-cinq personnes ont péri en mer depuis le début de l'année, davantage qu'en 2023 et 2022

## REPORTAGE

BOULOGNE-SUR-MER, CALAIS (PAS-DE-CALAIS), DUNKERQUE (NORD) - envoyée spéciale

Calais, ceux qui viennent en aide aux migrants disent souvent que la frontière franco-britannique tue. On pourrait préciser que, à mesure que les années passent, elle ne s'y emploie pas de la même manière. Longtemps, les migrants mouraient percutés par des voitures sur la voie rapide qui mène au port des ferrys ou en chutant des semi-remorques dans lesquels ils essayaient de se dissimuler. Depuis 2018, ils meurent de plus en plus souvent noyés dans le détroit du Pas-de-Calais. Et désormais, avant même d'atteindre le large, ils meurent piétinés par leurs compagnons d'infortune dans les embarcations pneumatiques surchargées à bord desquelles ils entreprennent la périlleuse traversée maritime.

Sara Alhashimi avait 7 ans ; Dina Al Shamari en avait 21. La première a été étouffée le 23 avril à quelques mètres de la plage de Wimereux (Pas-de-Calais). Dans des images filmées la nuit du drame par la chaîne anglaise BBC, on voit un groupe d'une centaine de personnes embarquer précipitamment dans un canot tandis que les forces de l'ordre essayent de les empêcher à grand renfort de gaz lacrymogènes. On distingue la petite fille sur les épaules de son père parvenir à rejoindre l'embarcation et l'instant d'après disparaître pour ne jamais être revue vivante. C'était la quatrième fois que sa famille tentait la traversée. Quatre autres personnes sont mortes asphyxiées ce jour-là.

Dina, elle, est morte, sur un bateau dans la nuit du 27 au 28 juillet, aux côtés de ses deux sœurs cadettes, Nour et Fatima, de son petit frère, Abdallah, et de ses parents. C'était la cinquième tentative de traversée pour la famille. La mère, que *Le Monde* a rencontré, se souvient que Dina est montée la première à bord du canot pneumatique, « contente », pressée de toucher au but. Un groupe d'hommes a suivi. « Les passeurs nous avaient dit qu'on serait soixante mais on était beaucoup plus », rapporte Amira Al Shamari.

### « Les gens se sont battus à bord »

La masse des corps entassés a tué sa fille aînée en quelques instants furtifs. « Sa sœur Nour criait "Ma sœur va mourir, sauvez-là ! Elle va s'étouffer ! Appelez les secours !" Certains disaient de ne rien faire, qu'on arriverait bientôt. Ils ont menacé de la jeter à l'eau. Les gens se sont battus à bord. Ça a duré une heure jusqu'à ce que les secours arrivent. » Des migrants ont refusé les secours et continué leur route vers l'Angleterre, d'autres ont été débarqués à Wimereux, avec le corps inanimé de la jeune « bidoun », une minorité arabe sans papiers et apatride au Koweït.

Plus de 18 500 personnes ont déjà réussi à rejoindre le Royaume-Uni depuis le début de l'année, soit un rythme qui avoisine celui, inégalé, de 2022 (année au terme de laquelle près de 46 000 personnes ont gagné le Royaume-Uni). Dans le même temps, vingt-cinq personnes sont mortes en mer,

d'avantage qu'en 2022 et 2023, années au cours desquelles, respectivement, cinq et douze personnes ont perdu la vie, selon la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord.

« Depuis un an et notamment à la suite du renforcement des moyens policiers, nous assistons à une augmentation considérable des incidents mortels », souligne Nikolai Posner, de l'association d'aide aux migrants Utopia 56. Alors que les autorités mènent une campagne de communication intitulée « #sauver des vies », leur action à la frontière génère l'exact opposé. « C'est trop pour que ça soit considéré comme des accidents », jugent à leur tour Alexia Douane et Louise Borel, de l'association Refugee Women's Centre.

« C'est difficile de trouver des mots nouveaux pour décrire une situation qui se répète sans créer de sursaut dans l'opinion publique », confie Juliette Delaplace, chargée de mission personnes exilées sur le littoral pour le Secours catholique. Interrogées sur l'augmentation des traversées mortifères, ni la préfecture du Nord ni celle du Pas-de-Calais n'ont souhaité répondre au *Monde*, tandis que la préfecture maritime renvoie vers ses communiqués de presse.

Les raisons de cette létalité croissante semblent être multiples et partiellement intriquées. Les personnes sont de plus en plus nombreuses à bord des *small boats*, des embarcations de fortune. Au mois de juillet, les autorités ont décompté une moyenne d'environ soixante passagers par bateau – des canots de qualité médiocre mesurant en général huit mètres de long et moins de deux mètres de large – contre une quarantaine de personnes en 2023 et une trentaine en 2022, ce qui augmente les risques de naufrages ou d'asphyxie. Un phénomène que les autorités attribuent à la prise de risque croissante des passeurs.

« De façon récente, on voit aussi des groupes d'Éthiopiens ou de Soudanais essayer de monter dans les bateaux au dernier moment car ils n'ont pas les moyens de payer la traversée, et cela crée des tensions », ajoute un policier sous le couvert de l'anonymat. « Il y a aussi beaucoup de panique due à la présence accrue de la police sur les plages qui crève les bateaux et gaze les gens », soulignent Alexia Douane et Louise Borel.

Adel (il n'a pas souhaité donner son nom, comme les personnes citées par leur prénom) est un Yéménite de 27 ans. Depuis le début du mois d'août, il dort dans un campement isolé dans un petit bois proche des plages de Wimereux. Dans la nuit du 13 au 14 août, il se trouvait avec un groupe de près de soixante personnes et transportait un bateau sur la

**Les exilés sont de plus en plus nombreux sur les « small boats », ce qui augmente les risques de naufrage ou d'asphyxie**



Devant la gare de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), le 15 août. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

plage lorsque la police est intervenue. « Ils ont essayé de crever le bateau, ils ont jeté des grenades lacrymogènes. Leur voiture a percuté le bateau. Ils ont même pointé le laser de leur arme sur nous, raporte-t-il. C'était terrifiant. »

Malgré cette expérience, Adel retentera sa chance. Alors qu'un avion de Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières et de garde-côtes, sillonne le ciel à la recherche de groupes en partance, il raconte qu'il est né à Birmingham (Royaume-Uni) et a quitté le pays à l'âge de 4 mois. Sa sœur y vit toujours. Lui rêve de la rejoindre. Il a étudié dans ce but l'anglais des affaires, une langue qu'il parle à la perfection. Il a déjà traversé la mer Egée en canot, été refoulé une première fois par des garde-côtes grecs vers la Turquie, avant de parvenir à gagner l'espace Schengen où il se sent désormais « coïncé ». Pour réunir les plus de 1 000 euros que coûte la traversée de la Manche, il a travaillé au noir plusieurs mois dans une cuisine à Athènes.

### « Pas d'autre solution »

Quelle que soit la montée en puissance des moyens humains et techniques pour empêcher les départs, à grand renfort de financements britanniques, la détermination des migrants ne fléchit pas. Pour nombre d'entre eux, le Royaume-Uni est la destination de la dernière chance. C'est le cas de la famille de Dina, qui a passé quatre ans dans la région de Munich (Bavière) sans obtenir l'asile. « Nous n'avons pas d'autre solution que d'aller en Grande-Bretagne », dit aujourd'hui encore sa mère, Amira Alshemmery, tandis que le corps de Dina est toujours à l'institut médico-légal de Lille dans l'attente de fonds pour son rapatriement au Moyen-Orient.

« Si la France nous accepte, nous resterons », souffle Fatima Norooziyan. Assise sur un lit d'hôpital de Boulogne-sur-Mer, cette Iraniennne de 28 ans a elle aussi échoué à obtenir l'asile en Allemagne. Menacée d'expulsion vers l'Iran, elle a gagné la France où, du fait du règlement de Dublin, elle ne peut pas déposer une nouvelle demande. C'est pourquoi elle et son mari, Hamid Hajizadeh, voulaient se rendre au Royaume-Uni avec leur fille, Atrissa, qui a moins de 2 ans.

Ils viennent néanmoins de vivre une expérience traumatisante. La nuit du 11 août, alors qu'elle attendait cachée dans un bosquet de pouvoir tenter un passage, Fatima, enceinte, a été prise de fortes contractions. Le groupe avec lequel elle se trouvait a déguerpi pour ne pas être repéré par la police tandis que, en l'espace d'une heure, avec la seule aide de son mari, et devant sa fille, Fatima a accouché à même le sol d'un garçon. « On a eu très peur et notre

filles aussi, qui a vu beaucoup de sang », dit Hamid Hajizadeh, 38 ans, marqué par la fatigue.

Là où l'accouchement a eu lieu ne restent que des traces d'attente. Des emballages alimentaires, un ticket de Western Union, une notice de gilet de sauvetage et des papiers déchirés qui racontent des parcours tortueux à travers l'Europe. « Sur les plages, c'est très dur. Ça devient "Le Radeau de la Méduse" », déplore Claire Millot de l'association Salam, qui distribue des repas aux migrants. Si on

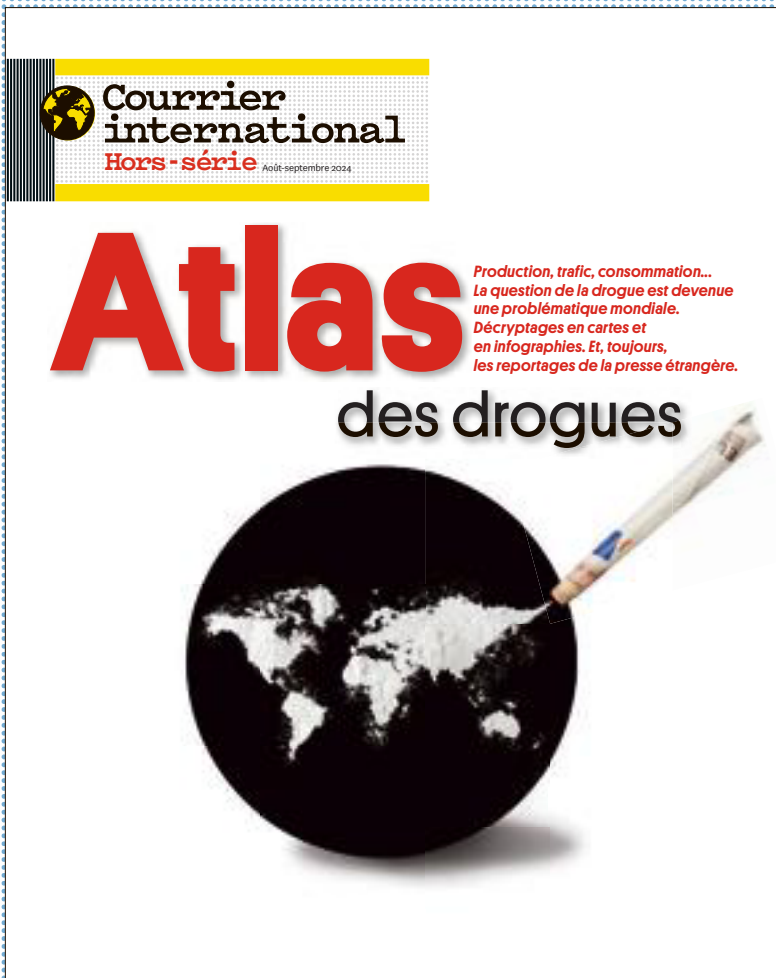
ne veut pas qu'ils partent en canot, qu'on les accueille ou qu'on leur donne des vrais bateaux. Si on ne les faisait pas vivre comme des bêtes, ils ne péteraient pas un câble. » Des associations de terrain notent un regain de tension sur le littoral, tandis que des règlements de comptes violents laissent deviner la main de groupes criminels soucieux de préserver leur business.

Le temps s'est gâté sur la côte. Comme chaque année, le 15 août, une procession était organisée dans les rues de Dunkerque. Une

tradition pour rendre hommage aux marins disparus en mer. « Tous ces migrants qui tentent de traverser la Manche sur des bateaux de fortune, nous ne pouvons pas ne pas y être sensibles », a déclaré le vicaire épiscopal Romuald Carton, avant d'embarquer sur un bateau de la Société nationale de sauvetage en mer et d'aller bénir les eaux à la sortie du port. Alors que le vent se levait, des fleurs ont été jetées, vite englouties par les vagues qui se formaient. ■

JULIA PASCUAL

## NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Courrier international**



# L'autonomie des banques centrales critiquée

Les banquiers centraux se retrouvent à Jackson Hole, dans le Wyoming, pour le symposium annuel de la Fed

La scène se déroule le 2 juillet, dans un hôtel de luxe à Sintra, près de Lisbonne, au Portugal. Sur l'estrade, trois des principaux banquiers centraux de la planète donnent une conférence : Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Jerome Powell, patron de la Réserve fédérale américaine (Fed), et Roberto Campos Neto, gouverneur de la Banque centrale du Brésil. Tous trois sont, à leur manière, sous pression, au cœur des colères politiques. Après quatre décennies à voir leur indépendance renforcée, « *le vent est en train de tourner* », estime Davide Romelli, économiste à l'université Trinity College, à Dublin.

Le gouverneur brésilien est, depuis des mois, en proie aux attaques virulentes du président Luiz Inacio Lula da Silva, qui l'accuse d'être son « *adversaire* » parce qu'il maintient des taux d'intérêt jugés trop élevés – actuellement à 10,5 %. « [M. Campos Neto] a un biais politique. Son travail fait plus de mal que de bien au pays », tonnait encore Lula, deux semaines plus tôt.

**Le préoccupant cas américain**

Aux Etats-Unis, Jerome Powell, pourtant nommé à ce poste en 2017 par Donald Trump, est la cible régulière de l'ancien locataire de la Maison Blanche, qui l'accuse de favoriser les démocrates. Le thème revient sans cesse et le candidat républicain à la présidence l'a répété en conférence de presse, vendredi 9 août : « *Le président devrait au moins avoir son mot à dire* [dans les décisions de la Fed]. *Je le crois très fort. Dans mon cas, j'ai gagné beaucoup d'argent, j'ai eu beaucoup de succès, et je crois que mon instinct est souvent meilleur que les gens qui sont à la Réserve fédérale.* » Ce dernier a promis de ne pas reconduire M. Powell pour un troisième mandat quand celui-ci arrivera à échéance, en mai 2026.

Pour la BCE, les pressions sont d'un autre genre. Début juillet, avant le second tour des élections législatives en France, la question consistait à savoir si elle viendrait à la rescousse d'un gouvernement en cas de panique sur les marchés. M<sup>me</sup> Lagarde évitait de répondre, mais elle savait qu'elle serait au centre des débats en cas de décrochage français. Par ailleurs, Emmanuel Macron s'est permis, à plusieurs reprises, de critiquer l'institution de Francfort. En avril, il estimait ainsi que le mandat de la BCE, centré sur l'inflation, était « *caduc* », et qu'il était « *indispensable* » d'y ajouter « *un objectif de crois-*

*sance, voire de décarbonation, en tout cas de climat* ».

A partir de jeudi 22 août, les principaux banquiers centraux se retrouveront à nouveau au cœur des discussions, se réunissant pour trois jours à Jackson Hole, dans le Wyoming, pour le traditionnel symposium annuel de la Fed.

Leur indépendance s'est imposée à partir des années 1980. La décennie précédente, les chocs pétroliers avaient provoqué des poussées d'inflation mal maîtrisées, les banques centrales hésitant à augmenter fortement les taux d'intérêt de peur d'asphyxier l'économie et de déplaire aux gouvernements. À l'époque, aux Etats-Unis, Arthur Burns, président de la Fed de 1970 à 1978, est accusé d'être trop proche du président Richard Nixon, cherchant à soutenir la croissance pour favoriser son élection à la présidentielle de 1972.

Paul Volcker, à la tête de l'institution de 1979 à 1987, met fin à cette ère. Le remède de cheval qu'il impose au pays, durcissant violemment la politique moné-

taire, vient à bout de l'inflation, au prix d'une sévère récession et d'une envolée du chômage. Mais la stabilité des prix, qu'il rétablit, durera quatre décennies. La leçon est tirée : à sa création, en 1998, la BCE est dotée d'une indépendance très forte, inscrite dans les traités. La même année, la Banque d'Angleterre devient officiellement indépendante. La plupart des pays émergents suivent le mouvement.

Aujourd'hui, M. Romelli, de Trinity College, tient un registre de la situation juridique des banques centrales dans cent cinquante-cinq pays depuis cent ans : sur le papier, leur indépendance a fait un bond dans les années 1990 et continuait à se renforcer en 2023, principalement dans les économies émergentes. « *Mais, de facto, les attaques se multiplient* » de la part des gouvernements. Il cite des fortes tensions en Argentine, en Turquie, en Thaïlande et en Inde.

Le cas américain est particulièrement préoccupant. Le 26 avril, un article du *Wall Street Journal* a

fait souffler un vent d'inquiétude sur la Fed. Selon le quotidien financier, des conseillers de Donald Trump ont rédigé un document pour réformer l'institution, la contraindre à consulter la Maison Blanche à chaque décision sur les taux d'intérêt, et évoqué la possibilité de démettre M. Powell de ses fonctions avant la fin du mandat. Depuis, le camp Trump a pris ses distances avec ce texte et la loi rend presque impossible de limoger un président de la Fed.

**Intervention monétaire massive**

Pour M. Romelli, cette résurgence de critiques est la conséquence inévitable de quinze ans d'intervention monétaire massive. Lors de la grande crise financière de 2008, les banques centrales ont agi en masse afin d'atténuer la panique des marchés. Pendant la crise de la zone euro, à partir de 2010, la BCE a fait de même. Puis ces institutions ont redoublé leur soutien aux économies pendant la pandémie du Covid-19, en baissant les taux d'intérêt à zéro, ce

**« Les banquiers centraux, des bureaucrates non élus, représentent des cibles parfaites »**

DAVIDE ROMELLI  
économiste

qui a permis aux gouvernements d'emprunter moins cher et d'accorder des aides substantielles aux ménages et aux entreprises.

L'envolée de l'inflation, à partir de la fin de 2021, a mis fin à cette politique. D'un coup, les banques centrales ont sensiblement augmenté leurs taux d'intérêt pour tenter d'enrayer le phénomène. Au risque de provoquer une crise budgétaire pour des gouvernements désormais très endettés. « *Les banquiers centraux, des bureaucrates non élus, représentent en outre des cibles parfaites* »,

observe M. Romelli. Pour l'heure, ils font le dos rond.

A Sintra, début juillet, tous ont adopté la même ligne de défense : « *Il est important que l'on reste hors de la politique et que l'on fasse notre boulot* », a estimé M. Powell. « *L'histoire jugera et dira que nos décisions ont été prises de la manière la plus technique possible* », a ajouté M. Campos Neto, de la Banque centrale du Brésil.

Preuve des inquiétudes du milieu, la directrice du Fonds monétaire international elle-même, Kristalina Georgieva, a commis un article sur le sujet, en mars : « *L'indépendance est essentielle pour remporter le combat contre l'inflation et assurer une croissance de long terme stable.* » La Maison Blanche a également publié une note de blog, le 22 mai : « *La crédibilité d'une banque centrale est renforcée par son indépendance, et cette crédibilité est l'une des clés qui permettent de maintenir les attentes d'inflation ancrées à un niveau stable.* » ■

ÉRIC ALBERT



La présidente de la BCE, Christine Lagarde, le gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, et le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, à Jackson Hole (Wyoming), le 25 août 2023. NATALIE BEHRING/GETTY IMAGES

## Le virus de la grippe aviaire refait son apparition en Bretagne

Le gouvernement se dit prêt à poursuivre le financement de la vaccination des canards à hauteur de 70 %, jusqu'à la fin de l'année

La grippe aviaire, le retour. Un foyer d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) a été découvert le 12 août dans un élevage de volailles en Ille-et-Vilaine. Le premier cas confirmé en France depuis le 16 janvier. Le ministère de l'agriculture, qui l'a officialisé, a précisé que l'hypothèse principale était une contamination par la faune sauvage, et a souligné que le risque IAHP demeurerait « *négligeable* » sur le territoire national. Un statut retrouvé par la France en mai.

Mardi 20 août, un deuxième foyer a été identifié dans un élevage de dindes, toujours en Bretagne, mais dans le département

du Morbihan. Le même jour, le gouvernement s'est engagé à prolonger son soutien financier à la vaccination des canards jusqu'à fin 2024. « *Nous attendions une confirmation de financement pour la deuxième année de vaccination* », réagit Marie-Pierre Pé, la directrice du Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras (Cifog).

En effet, le 1<sup>er</sup> octobre 2023, après plusieurs épizooties d'influenza aviaire désastreuses pour la filière volaille française, qui auront coûté plus de 1 milliard d'euros à l'Etat, le gouvernement avait décidé d'accompagner une campagne de vaccination massive et obligatoire pour les ca-

nards, d'une durée d'un an. « *Le coût total, estimé à 110 millions d'euros, a été pris en charge à 85 % par l'Etat et à 15 % par la filière. Près de 56 millions de canards de chair et à foie gras ont été vaccinés* », précise M<sup>me</sup> Pé.

**68 millions de doses de vaccin**

Cette campagne de vaccination semble avoir été couronnée de succès. Lors de l'hiver 2023-2024, seulement dix foyers hautement pathogènes avaient été détectés en France. Alors que le virus fait sa réapparition, l'objectif est de ne pas baisser la garde. Cette fois, le ministère prend un engagement pour les trois derniers mois de l'année – soit le premier trimestre

de la nouvelle campagne –, avec une quote-part de financement public à hauteur de 70 %. Il affirme également avoir commandé, dès début juillet, 67,75 millions de doses de vaccin auprès des laboratoires Ceva Santé Animale et Boehringer Ingelheim Animal Health. Le protocole est en train d'évoluer : le premier vaccin pourrait se faire en couvoir, ne laissant à la charge de l'éleveur de volaille que le rappel. Ce qui pourrait d'autant plus alléger la facture pour l'agriculteur.

La question de la prise en charge de la vaccination est aussi au cœur des préoccupations des éleveurs ovins et bovins, confrontés, eux, à la fièvre catarrhale ovine

(FCO). Un nouveau sérotype de cette maladie dite de la langue bleue, le sérotype 3, a fait son apparition, début août, dans le nord de la France.

Vendredi 16 août, le ministère de l'agriculture recensait déjà soixante-trois foyers répartis dans six départements. L'Etat a prévu de distribuer gratuitement 6,4 millions de doses de vaccin, dont 1,1 million pour les ovins et 5,3 millions pour les bovins, en ciblant les régions les plus à risque. Le coup d'envoi de la vaccination a été donné le 12 août. Mais la FCO est également présente dans le sud de la France avec le sérotype 8 causant une mortalité dans les troupeaux ovins touchés.

Or, pour l'heure, la vaccination contre ce sérotype est à la charge de l'éleveur. Une question sensible au vu de la fragilité financière de cette filière d'élevage.

Les élevages bovins peuvent aussi être touchés par la FCO, mais les dommages sont plus limités. Ils sont, eux, encore plus vulnérables à la maladie hémorragique épizootique, apparue pour la première fois en France en septembre 2023, et transmise, comme la FCO, par des insectes piqueurs, des mouches culicoides. Un vaccin contre cette maladie vient d'être autorisé et devrait être disponible pour les éleveurs bovins en septembre. ■

LAURENCE GIRARD



# En Pologne, l’audiovisuel public sort de l’ère de la propagande

La télévision d’Etat, politisée entre 2015 et 2023 par le gouvernement précédent, retrouve un semblant d’indépendance, non sans difficulté

VARSOVIE - correspondance

Avec ses petites lunettes rectangulaires et son costume de couleur bleu marine, Ernest Zozun semble être dans son élément sur le plateau de la télévision publique polonaise TVP Info, où il coanime une émission d’actualité internationale depuis janvier. Cet ancien correspondant de la radio publique polonaise en Russie et en Irak sort pourtant d’une véritable traversée du désert. En 2020, après plus de trente ans au sein des médias publics, il avait été remercié de l’iconique radio publique Trojka, après avoir dénoncé la censure d’une chanson critiquant le pouvoir national-conservateur de l’époque. Licenciements, départs volontaires et rétrogradations ont été le lot de centaines de journalistes de l’audiovisuel public polonais, entre 2015 et 2023, alors que pays était gouverné par le PiS (Droit et justice). Cet exécutif conservateur, condamné à plusieurs reprises par la Cour de justice de l’Union européenne pour ses atteintes à l’Etat de droit, avait fait main basse sur l’audiovisuel public. Le hertzien télévisé est devenu, dès 2016, un relais de l’action gouvernementale et une machine à calomnier l’opposition. C’est notamment dans le journal télévisé de TVP de 19 h 30 et sur TVP Info, sa chaîne d’information en continu, que la tonalité progouvernementale était le plus marquée. En octobre 2020, alors que le durcissement de la loi sur l’avortement en Pologne avait poussé des dizaines de milliers de manifestants dans les rues, TVP titrait dans son bulletin de grande

écoute : « Le fascisme de gauche détruit la Pologne ». Depuis la fin de décembre 2023, date à laquelle la télévision publique a repris du service après plusieurs jours de perturbation, les bandeaux se font plus discrets et factuels. Cette nouvelle mouture a résulté de la prise du pouvoir à Varsovie par une coalition pro-européenne portée par les urnes en octobre, et qui avait promis d’en finir avec « cette fabrique de mensonges ». **« Le calme après la tempête »** Aujourd’hui, le micro est régulièrement tendu au PiS dans l’opposition, sans pour autant diaboliser ses représentants. Et nombreux sont les anciens journalistes un temps bannis du service public à l’avoir regagné. « Pendant huit ans, sous le PiS, les fondations des médias publics ont été détruites. Ces derniers ont été brutalement politisés. La propagande et le langage de haine étaient si forts dans les médias publics que c’est un peu le calme après la tempête », souligne Dorota Nygren, spécialiste des médias au sein du groupe de réflexion Polityka Insight. Cette ancienne journaliste de la radio de service public avait été elle-même reléguée au département des archives en 2017. « On n’est pas là pour modeler les esprits, contrairement à ce qu’a pu faire le PiS dans les médias publics, qui ne respectaient aucun standard journalistique », renchérit Mateusz Mazzini, journaliste indépendant issu de la presse écrite qui a rejoint, en mai, la chaîne anglophone de l’audiovisuel public TVP World. Il reste que la méthode employée par le nouveau gouverne-

## Le gouvernement de Donald Tusk est confronté au défi de présenter une nouvelle loi sur les médias

ment, à la veille de Noël 2023, pour rebâtir l’audiovisuel public, a été décriée. Reposant sur un vide juridique du droit des sociétés, des cadres ont été démis, et le signal télévisé a été interrompu. Des politiques et des citoyens proches du PiS ont, dans la foulée, manifesté devant les locaux et occupé des studios télévisés. « Malgré les doutes que certains juristes ont pu exprimer, c’était le seul moyen d’obtenir un changement, estime M<sup>me</sup> Nygren. L’entité créée pour contrôler les médias publics par le gouvernement précédent, dit “Conseil des médias nationaux”, est a priori inconstitutionnelle puisque des politiciens y siègent. Elle a complètement repris les compétences du régulateur des médias publics, le KRRiT [devenu lui-même politisé]. » La suspension du commentateur sportif Przemyslaw Babiaryz, à la suite de la cérémonie d’ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, le 26 juillet, alors qu’il avait qualifié la chanson *Imagine*, de John Lennon, de « vision du communisme », a aussi suscité une vive polémique sur la liberté d’expression. Tant et si bien qu’il a été réintégré quelques jours plus tard. Le gouvernement de Donald Tusk est désormais confronté au défi de présenter une nouvelle loi

sur les médias à l’automne, qui soit en mesure de garantir l’indépendance des médias publics et leur financement, mais qui risque d’être rejetée par le président de la République, Andrzej Duda, proche du PiS. « A en juger par son ébauche, le gouvernement revient à la situation d’avant 2015 et ne souhaite pas faire un pas de plus dans la dépolitisation des médias. Or, la Pologne est une jeune démocratie, et les politiciens ont toujours été tentés de mettre les journalistes sous pression », regrette Dorota Nygren. **Plusieurs manquements** L’association Demagog, leader dans le fact-checking en Pologne, a également mis en évidence plusieurs manquements de la télévision publique. Dans un rapport se fondant sur une analyse du journal télévisé de 19 h 30 sur TVP, Demagog relève qu’en janvier, des arguments avancés par le PiS ou le président, ainsi que des événements défavorables au gouvernement, ont été omis. Une autre étude portant sur les émissions débattant de l’actualité sur la même chaîne, au mois de mai, met en évidence une présence minimale d’invités féminins et une prédominance de commentateurs issus de la coalition au pouvoir, plus que chez les concurrents radio et télé. « Ceux qui avaient promis l’objectivisme et le pluralisme dans les médias publics [fin décembre 2023-début janvier 2024] ont encore du pain sur la planche », explique au Monde Lukasz Grzesiczak, journaliste au sein de Demagog, qui confirme en revanche « que le discours de haine a, lui, disparu ». ■

HÉLÈNE BIENVENU

# L’Union européenne veut augmenter les taxes sur les véhicules électriques chinois

Les taux imposés sur les droits de douane pourraient s’élever jusqu’à 36 %, pendant cinq ans

BRUXELLES - correspondance

Dans son mano à mano commercial avec la Chine, la Commission européenne avance sur une ligne de crête, partagée entre une fermeté affichée et la crainte de trop braquer le gouvernement chinois, prompt à engager des représailles. Après avoir annoncé, le 4 juillet, l’augmentation provisoire, et à titre « compensatoire », des droits de douane sur les importations de véhicules électriques produits en Chine, Bruxelles a franchi, mardi 20 août, une nouvelle étape vers l’adoption définitive de cette mesure de « défense commerciale » face aux subventions chinoises considérées comme « illégales ». La Commission, qui enquête sur les pratiques de concurrence déloyale du modèle chinois de subventions depuis octobre 2023, propose une approche différenciée. Les importations de véhicules électriques produits par des entreprises de bonne volonté, celles qui ont coopéré avec les fonctionnaires européens, seraient soumises à une augmentation de 21,3 % de leurs droits de douane, tandis que celles qui n’ont pas joué le jeu de la transparence se verraient imposer un taux de 36,3 %. Par ailleurs, un échantillon de trois entreprises représentatives

a été sélectionné par la Commission, en fonction notamment du volume de leurs exportations vers l’Union européenne (UE), pour lesquelles sont calculés des « droits individuels », donc des taux spécifiques censés compenser le volume de subventions qu’elles ont reçues de l’Etat chinois ou des pouvoirs locaux, sous forme de prêts, d’aides matérielles ou de subventions directes. Ainsi, BYD se verrait attribuer un droit de douane de 17 %. Geely, qui s’associe à de multiples constructeurs européens, devrait s’acquitter de 19,3 % de suppléments à la frontière. Des droits qui grimperont à 36,3 % pour le géant SAIC. Les voitures Tesla produites en Chine se verraient imputer un taux de 9 %. Ces droits de douane s’ajouteront aux 10 % déjà en vigueur. Avec cette augmentation, « la Commission européenne en-

## Ces droits de douane « compensateurs » devront être avalisés par un vote des Etats membres avant le 30 octobre

voie un signal politique », commente Elvire Fabry, chercheuse senior à l’Institut Jacques Delors, chargée de la géopolitique et du commerce et rapporteuse du groupe de travail sur les relations UE-Chine. « D’un côté, on donne une respiration aux producteurs européens, de l’autre, avec cette approche graduée et calibrée, la Commission européenne tente de corriger une distorsion de concurrence, sans pour autant fermer l’accès au marché européen. Les véhicules électriques sont le laboratoire de l’ajustement de la stratégie commerciale européenne vis-à-vis de la surproduction chinoise, qui pourrait être dupliquée dans de nombreux secteurs industriels », analyse-t-elle. **Une décision « protectionniste »** Le gouvernement chinois et les entreprises concernés ont désormais dix jours pour réagir. Ces droits de douane « compensateurs », avant d’être adoptés pour une période de cinq ans renouvelables, devront être avalisés par un vote des Etats membres avant le 30 octobre. Le résultat du vote n’a rien d’évident, car l’Allemagne rechigne à dégainer de telles armes commerciales, craignant des répercussions sur les exportations de sa propre industrie automobile en cas de « contre-mesures » du gou-

vernement chinois. Ce dernier a, d’ores et déjà, brandi la menace d’une « guerre commerciale », dénonçant une décision « protectionniste » et examinant de possibles réponses – augmentations de droits de douane dans le secteur automobile ou d’autres secteurs, comme le porc ou les produits laitiers, contrôles et restrictions d’exportation – dont on ignore encore l’envergure. L’enquête de l’UE sur les subventions publiques chinoises allouées aux véhicules électriques s’inscrit dans un contexte plus large de frictions commerciales multiples avec Pékin et des difficiles tentatives européennes de « réduction du risque » commercial, donc de réduction des dépendances. En 2022, trois quarts des véhicules exportés par la Chine l’ont été vers l’UE. Le mouvement vers l’Europe s’est amplifié à la suite de la fermeture du marché américain – une augmentation de 100 % des droits de douane sur les véhicules électriques chinois a été annoncée aux Etats-Unis – et à la baisse de la demande domestique chinoise. A Bruxelles, la Commission rappelle que, pour l’instant, « aucune décision politique n’a été prise ». Officiellement, on s’accroche à un maigre espoir, celui d’une menace brandie qui permettrait encore de trouver un terrain d’entente. ■

CÉDRIC VALLET

# L’accord entre H2O et les autorités britanniques contesté en France

Le gestionnaire d’actifs s’engage à distribuer 250 millions d’euros aux porteurs de parts

Est-ce une étape majeure, comme l’assure le gestionnaire d’actifs français H2O, ou un leurre, comme l’affirme le collectif d’investisseurs qui le poursuit en justice ? L’accord conclu par H2O avec l’autorité de tutelle du secteur financier britannique suscite, en tout cas, critiques et interrogations. Mis en cause depuis 2019 pour avoir investi plus de 1,6 milliard d’euros dans des actifs risqués et peu liquides du groupe Tennor, contrôlé par l’homme d’affaires allemand Lars Windhorst, H2O s’est engagé auprès de la Financial Conduct Authority (FCA) à verser 250 millions d’euros aux porteurs de parts de ses fonds « cantonnés », la partie de son portefeuille bloquée depuis 2020. Une offre formelle de rachat devrait être lancée en septembre. Les porteurs de parts qui l’accepteront devront renoncer à toute demande ultérieure de réparation ; en échange, H2O leur promet un paiement « accéléré et majoré ». **« Besoin de tourner la page »** « Notre priorité était d’apporter une réponse rapide aux investisseurs qui nous demandent une solution au blocage d’une partie de leurs fonds, qui veulent tourner la page. Et les équipes de H2O ont aussi besoin de tourner la page, pour relancer la vie de la société », explique Loïc Guilloux, le directeur général du groupe, dont les actifs sous gestion représentent aujourd’hui un peu plus de 6 milliards d’euros, cinq fois moins qu’avant le scandale. Mais les engagements ne convainquent pas le collectif de porteurs qui a assigné en décembre 2023 plusieurs sociétés du groupe H2O, Natixis Investment Managers, son ex-maison mère toujours actionnaire à 23,4 %, le cabinet d’audit KPMG et la société de services aux investisseurs Caceis. « H2O a beau jeu de tirer de cet accord des conclusions qui lui sont favorables, mais personne n’est dupe, à part ceux qui ont envie de l’être. Parmi nos clients, je pense que personne ne croit à cette fable », dit Dominique Stucki, avocat du collectif, qui réclame plus de 800 millions d’euros d’indemnisation pour ses 9 000 membres. D’autant que rien n’oblige les investisseurs à accepter l’offre à venir : l’accord entre H2O et la FCA précise que « la totalité des 250 millions d’euros sera distribuée à terme aux porteurs de parts actuels [des fonds cantonnés],

qu’ils participent ou pas à l’offre ». Dans ce dernier cas, le paiement pourra attendre jusqu’en 2031. H2O, que l’accord avec la FCA exonère de toute reconnaissance de responsabilité tout comme ses actionnaires, assure que les porteurs de parts pourront récupérer entre 87 % et 93 % de la valorisation de leur investissement au 28 août 2020, jour de la suspension des fonds concernés. Une présentation « trompeuse », juge M<sup>e</sup> Stucki, « d’autant que sur le calcul du préjudice subi on est à des années-lumière de la réalité : notre calcul aboutit à 2,34 milliards d’euros, et non 1,6 milliard ». **Des infractions caractérisées** H2O, qui va demander « volontairement » à renoncer à ses agréments au Royaume-Uni, a échappé à une sanction financière de la FCA, ce que celle-ci justifie par le fait que toute amende réduirait d’autant les capitaux disponibles pour indemniser les clients concernés et par les lourdes sanctions infligées par l’Autorité des marchés financiers (AMF) française, soit 93 millions d’euros pour le groupe et ses deux fondateurs, Bruno Crastes et Vincent Chailley. Des sanctions qui font l’objet d’un recours devant le Conseil d’Etat. Dans ses conclusions détaillées, la FCA évoque pourtant plusieurs infractions caractérisées à ses règles et au code d’éthique interne de H2O. Comme « de multiples déclarations fausses et trompeuses » sur les liens entre la société et M. Windhorst. L’autorité de tutelle cite aussi plusieurs rencontres entre des dirigeants de la société et M. Windhorst dans le jet privé, l’hélicoptère ou le yacht de ce dernier, ou encore un séjour de M. Crastes et sa famille dans les Caraïbes pour le Nouvel An après lequel il avait remercié M. Windhorst en évoquant l’impression d’avoir « une nouvelle famille ». Interdit pour cinq ans d’exercice de toute activité de gestion par l’AMF, M. Crastes reste « directeur de la stratégie corporate et de marché » de H2O, tandis que M. Chailley est directeur des investissements. « Bruno Crastes et Vincent Chailley, dans les rôles qui sont les leurs, sont une valeur ajoutée pour notre gestion, pas un problème », dit M. Guilloux, qui assure que, « depuis 2021, le groupe a totalement changé dans sa gouvernance et sa culture, tiré les leçons du passé et pris les mesures pour que le passé ne se répète pas ». ■

MARC ANGRAND

## AÉRONAUTIQUE Boeing : les Etats-Unis exigent l’inspection des sièges des pilotes sur les 787

Les responsables fédéraux américains de la sécurité ont annoncé, mardi 20 août, exiger des inspections des sièges du cockpit des Boeing 787 Dreamliner après que l’un des avions a plongé lorsque le siège du capitaine a basculé vers l’avant sans avertissement et a déconnecté le système de pilotage automatique de l’avion. Boeing a aussi suspendu les vols d’essai d’une nouvelle version de son 777 après avoir découvert une pièce structurelle endommagée entre le moteur et le reste de l’avion. – (AP)

ESPACE **Echec d’un essai sur une base spatiale en Ecosse** Le moteur de la fusée RFA One a explosé lors d’un essai

de lancement depuis la nouvelle base spatiale de Saxa-Vord, dans le nord de l’Ecosse, a indiqué, mardi 20 août, la société allemande Rocket Factory Augsburg. L’entreprise espère lancer sa première fusée d’ici fin 2024. – (AFP) **TECHNOLOGIES AMD débourse 5 milliards de dollars pour acquérir ZT Systems** Le géant américain des semi-conducteurs AMD a annoncé, lundi 19 août, l’acquisition pour 4,9 milliards de dollars (4,4 milliards d’euros) de son compatriote, ZT Systems, spécialiste des serveurs informatiques et des centres de données. Cette opération a pour but de lui permettre de ne pas être distancé par son rival Nvidia, qui, avec ses puces graphiques, a profité de la révolution de l’intelligence artificielle. – (Bloomberg,)





en vente  
actuellement

**En kiosque**



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

# Collection

Le monde de

## Siméon



LE N°1  
**2,99**  
seulement

Dès mercredi 21 août,  
le volume n°1  
**LE PASSAGER DU « POLARLYS »**

# Nos services

## Lecteurs

**Abonnements**

Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)  
Par tél. au 03 28 25 71 71  
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

**Le Carnet du Monde**  
[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

[www.sourscarte.be](http://www.sourscarte.be)



# Le Monde

Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes**

**soit par e-mail :**  
**carnet@mpublicite.fr**  
*(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)*

**soit sur le site :**  
**https://carnet.lemonde.fr**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

✉ **carnet@mpublicite.fr**  
**https://carnet.lemonde.fr**

## AU CARNET DU «MONDE»

### Naissance

**Macha et Dimitri IDELS-COTY,**  
ses parents,

**Michèle IDELS,**  
**Pascal et François COTY,**  
ses grands-parents,

ont le bonheur d'annoncer la naissance de

**Capucine,**

le 17 août 2024, à 21 h 43, à Nantes.

En partage avec toutes celles et ceux que l'événement réjouit.

### Décès

Paris.

Roger,  
son amoureux,  
Xavier, Pascal, Olivier,  
ses enfants  
et leurs compagne et compagnon,  
Gaëllanne et Damien,  
Tous ses petits-enfants,  
Joëlle,  
sa sœur  
et sa famille,  
Ses belles-sœurs et beaux-frères,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Gaëlle BERNARD,**  
née **Monique BATTESTINI,**  
chevalier  
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 18 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une cérémonie civile sera célébrée le 2 septembre, à 14 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20°.

Les familles Danchin, Polonovski et Formery,  
Ses neveux et nièces,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Jean-Louis BOUTILLIER,**  
économiste,  
anthropologue,

survenu le 7 août 2024, à Bastia (Haute-Corse), dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

L'inhumation a lieu ce mercredi 21 août, à 14 h 45, au cimetière des Batignolles, dans le caveau familial, 8, rue Saint-Just, Paris 17°.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une réunion-hommage sera programmée au mois d'octobre avec famille et amis. Que ceux qui désirent y participer se fasse connaître auprès de sa nièce,

Catherine Polonovski.  
ctopolo@wanadoo.fr

Marion Cartier,  
sa fille,  
Arthur, Naomi, Chléo et Nina,  
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Pierre CARTIER,**  
mathématicien anticonformiste,  
libre et bavard,

survenu le 17 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie civile aura lieu le jeudi 29 août, à 15 heures, au cimetière de Limours (Essonne).

Le Séminaire de philosophie et mathématiques de L'École normale supérieure

a l'immense tristesse de faire part du décès du

**professeur Pierre CARTIER,**

survenu le 17 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Pierre avait intégré le comité organisateur en 1987. Il était et restera l'âme du séminaire.

---

Niort. Versailles. La Rochelle. Le Port-Marly.

Caroline et Xavier, Karine, Tristan, Etienne, Léa, Nina,  
sa fille, son fils et sa conjointe, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Irène CLERC,**  
née BELAUD,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier  
de l'ordre national du Mérite,  
ancienne directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Yvelines,

survenu le 15 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 23 août, à 10 h 45, au crématorium de La Rochelle.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

caroheloin@yahoo.fr

---

Sonia et Karim,  
ses enfants,  
leurs conjoints,  
Ses petits-enfants,  
Ses sœurs  
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Sylvie COGNARD.**

---

Angers. Chemillé-en-Anjou. Paris.

Marie,  
son épouse,  
Valentine,  
sa fille,  
Colette,  
sa maman,  
Fabienne et Laurence,  
ses sœurs,  
Sa famille  
Et ses amis si chers,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**Michel FRAPIER,**  
photographe,

survenu à l'âge de soixante-cinq ans.

Une cérémonie aura lieu le 23 août 2024, à 14 h 30, en la salle Mauméjean, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Pas de fleurs souhaitées.

---

Jean-Philippe, François, Laurent et Romain Hisquin,  
ses fils,  
leurs compagnes  
Et ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Jacqueline HISQUIN,**

survenu le 16 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Une cérémonie aura lieu à Albert (Somme), le vendredi 23 août, à 14 h 30.

Pompes funèbres Dessein et fils,  
80300 Albert.

---

Sabine sfx, Bertrand et Claire,  
Jérôme et Suzan,  
Hélène et Jean-Nicolas, Xavier,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Ses dix petits-enfants,  
Ses dix-sept arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. le professeur Dominique LAPLANE,**  
professeur honoraire  
de neurologie à la Pitié-Salpêtrière,  
université Pierre-et-Marie-Curie,

survenu à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Une messe d'obsèques aura lieu le vendredi 23 août 2024, à 14 heures, en l'église de Mareuil (Dordogne).

sabine.laplane@wanadoo.fr

Jocelyne Heudron-Perret,  
sa compagne,

a la douleur de faire part du décès,  
survenu le 15 août 2024, du

**marquis Alain**  
**Le CHARTIER de SEDOUY,**  
dit « **Alain de Sédouy** »,  
journaliste, écrivain, réalisateur.

La cérémonie à l'église et  
l'inhumation dans le caveau familial  
se dérouleront le vendredi 23 août,  
à 14 h 30, à Domjean (Manche).

Ses proches  
Et amis,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Marcel LEHMANN LEFRANC,**  
pupille de la Nation,  
chevalier  
de l'ordre national du Mérite,  
chevalier  
de l'ordre des Arts et des Lettres.

Ses obsèques auront lieu le lundi  
26 août 2024, à 15 heures, en  
l'église Notre-Dame-des-Champs,  
91, boulevard du Montparnasse,  
Paris 6<sup>e</sup>, suivies de l'inhumation dans  
le caveau familial, au cimetière du  
Montparnasse, 3, boulevard Edgar-  
Quinet, (entrée principale), Paris 14<sup>e</sup>.

Les personnes, qui souhaitent lui  
rendre hommage ou témoigner de  
leur amitié et de leur tendresse  
par une prise de parole durant la  
cérémonie, pourront le faire savoir  
le jour des obsèques au maître de  
cérémonie.

Selon la volonté du défunt, fleurs  
blanches de préférence, pas de  
plaques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris. Orléans.

Les Amis du Fonds régional d'art  
contemporain Centre-Val de Loire,  
Philippe Marcon,  
son président,  
Son conseil d'administration,

ont la grande tristesse d'annoncer le  
décès, survenu le vendredi 16 août  
2024, dans les Cévennes, de leur vice-  
président,

**Marc MALINOWSKY,**  
ingénieur CNAM,  
membre de l'Académie  
d'architecture,  
enseignant, chercheur,  
concepteur de très nombreuses  
structures dans le monde.

Marc participait, avec enthousiasme  
et passion à l'animation des Amis du  
FRAC Centre-Val de Loire, fonds et  
collection dédiés à l'architecture et à  
l'art.

Son incinération aura lieu dans  
l'intimité familiale.

Un hommage sera organisé à  
Paris, à l'automne prochain. La date  
et le lieu seront communiqués  
ultérieurement.

Les Amis du Frac Centre-Val de  
Loire, dans leur profonde peine,  
témoignent à sa famille, ses enfants,  
leurs plus sincères condoléances.

Les Amis  
du FRAC Centre-Val de Loire,  
88, rue du Colombier,  
45000 Orléans.  
contact@lesamisdufraccentre.org

M<sup>me</sup> Annie Mermaz,  
son épouse,  
Laure et Frédéric Nastorg,  
sa fille et son gendre,  
Pierre (†) et Frédéric (†),  
ses fils,  
Jeanne, Marie, Lucie et Paul,  
ses petits-enfants  
Et toute la famille,

souhaitent faire part du décès de

**M. Louis MERMAZ,**

survenu le 15 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Il a consacré sa vie à sa famille et  
à ses différents mandats : maire de  
Vienne, conseiller général de l'Isère,  
président de l'Assemblée nationale,  
sénateur de l'Isère.

La cérémonie religieuse est  
célébrée ce jeudi 22 août, à 15 h 30,  
en l'église Saint-Pierre de Limours  
(Essonne), suivie de l'inhumation  
au cimetière de Limours.

(Le Monde daté du 17 août)

Le président  
du Mémorial de la Shoah,  
Le conseil d'administration  
Et ses collègues  
du Mémorial de la Shoah,

ont la grande tristesse d'annoncer le  
décès de

**M<sup>me</sup> Sarah MIMOUN,**  
née **FRYDE,**

survenu le 18 août 2024,  
dans sa quatre-vingt-sixième année.

Elle-même enfant cachée, Sarah a  
travaillé durant soixante et un ans  
au Centre de documentation Juive  
contemporaine, devenu aujourd'hui  
le Mémorial de la Shoah.

Avec un grand professionnalisme  
et une totale abnégation, elle a  
consacré toute sa carrière à aider  
toute une génération de chercheurs  
à écrire l'histoire de la Shoah ainsi  
qu'à accompagner les survivants et  
leurs familles.

Avec une grande émotion, nous  
témoignons à sa famille, nos plus  
sincères condoléances.

Les funérailles se sont déroulées  
ce 20 août, à 14 heures, au cimetière  
parisien de Bagneux.

---

Élisabeth Noël,  
son épouse,  
Ses ami(e)s et collègues du Ministère  
du développement durable,  
Ses amis des Amitiés internationales  
André Malraux,

ont la tristesse de faire part du décès  
de

**Jean-Claude NOËL,**  
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 11 août 2024, à Paris.

Ingénieur ENSAI de Strasbourg, il a  
fait toute sa carrière à la Direction  
régionale de l'aménagement d'Île-de-  
France. Doté d'une immense culture et  
d'une passion pour la chose publique,  
il n'a cessé de nourrir les débats sur le  
devenir de la Région.

Amateur éclairé de l'œuvre d'André  
Malraux, il a été particulièrement  
passionné par les réflexions sur l'art  
de l'écrivain, dont il a toute sa vie  
contribué à perpétuer la mémoire.

Un hommage lui est rendu ce  
jeudi 22 août, à 11 h 15, au  
crématorium de Champigny-sur-  
Marne (Val-de-Marne), 560, avenue  
Maurice-Thorez.

---

Caroline,  
sa fille,  
Guillaume et Delphine,  
son fils et sa belle-fille,  
Carla et Antoine,  
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès  
de

**Marie-Hélène RELIQUET,**  
née **HALBERT,**

survenu le 15 août 2024.

La cérémonie de crémation aura  
lieu le mardi 27 août, à 13 heures, au  
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

---

Sandillon (Loiret).

M<sup>me</sup> Danielle Renouard,  
son épouse,  
M. Olivier Renouard,  
son fils,  
M<sup>me</sup> Catherine Renouard,  
sa fille,  
Ses petits-enfants  
Et ses arrière-petits-enfants,  
les conjointes et conjoints,

ont la douleur de faire part du décès  
de

**M. Jacques RENOUARD,**  
chevalier de l'ordre national  
du Mérite agricole,  
ancien directeur AXA,

survenu le 16 août 2024, à l'âge de  
quatre-vingt-dix-huit ans.

Jacques repose à la Maison  
funéraire d'Olivet, 198, rue Flandres-  
Dunkerque, à Olivet (Loiret).

La cérémonie sera célébrée le  
23 août, à 14 h 30, en la chapelle  
Notre-Dame-de-Lignon - Couterne, à  
Rives-d'Andaine (Orne), suivie de  
son inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part et  
de remerciements.

Pompes funèbres générales,  
45160 Olivet.  
Tél. : 02 38 69 15 10.

Vanessa Romain-Beaumier,  
son épouse,  
Julie Romain et Brieuc Julou,  
Maxime Romain,  
ses enfants et conjoint,  
Alexandre Beaumier et Myriam  
Plancke,  
Patty Beaumier et Alexis Teillet,  
ses beaux-frères et belles-sœurs  
Ainsi que toute la famille,  
font part du décès de

**Philippe ROMAIN,**  
survenu le 14 août 2024,  
à l'âge de soixante et un ans.

La cérémonie religieuse est  
célébrée ce mercredi 21 août, à  
14 h 30, en la chapelle Notre-Dame-de-  
Pitié de la cathédrale Saint-Maurice  
d'Angers.

Ni plaques ni couronnes, fleurs  
blanches naturelles uniquement.

Cet avis tient lieu de faire-part et  
de remerciements.

Isabelle Vietti et Thierry Duchez,  
Emmanuelle Vietti et Christophe  
Van Der Veen,  
Cyrille et Aurélie Vietti,  
Camille Vietti et Félix Tellitocci,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Dylan, Lucas, Clément, Tom, Liam,  
Lou, Mila, Nathéo, Mahé et Billie,  
ses petits-enfants,  
Michèle et Gérard Villemer,  
Pascale Messalti,  
ses sœurs et son beau-frère,  
Ses neveux et nièces,  
ont la tristesse de faire part du décès  
de

**Bruno VIETTI,**  
magistrat  
à la chambre régionale  
de la Cour des comptes,  
survenu le 16 août 2024, à Lyon,  
à l'âge de soixante-treize ans.

Une cérémonie civile sera célébrée  
le 23 août, à 13 h 30, au crématorium  
de Lyon.

Ni fleurs ni couronnes ni plaques.

isavietti@free.fr

**Hommage**


Il y a quatre-vingts ans,  
**Szaja SZARFSZTEJN**  
était torturé et assassiné à Limoges  
dans les locaux de la Gestapo parce  
que Juif.

La ville se libérait...

Il a beaucoup manqué à sa femme,  
**Toba,**  
à sa fille,  
**Jeanne**  
Et à  
Laurent, Anne et Sylvie.  
ses petits-enfants.

Nous n'oublions pas.

**Communication diverse**



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié  
écoutent  
par téléphone et/ou par internet  
ceux qui souffrent de solitude,  
de mal-être et peuvent avoir  
des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants  
bénévoles  
sur toute la France.  
L'écoute peut sauver des vies  
et enrichir la vôtre !  
Choix des heures d'écoute,  
formation assurée.

En IdF RDV sur  
[www.sosamitieidf.asso.fr](http://www.sosamitieidf.asso.fr)  
En région RDV sur  
[www.sos-amitie.com](http://www.sos-amitie.com)

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication  
Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication,  
membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directrice de la rédaction Caroline Monnot  
Direction adjointe de la rédaction  
Grégore Allix, Maryline Baumann, Philippe Broussard,  
Nicolas Chapius, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre,  
Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,  
Cédric Pietralunga  
Direction éditoriale Sylvie Kauffmann  
Directrice déléguée au développement des services  
abonnés Françoise Tovo  
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs  
Gilles van Kote  
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff  
(Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerin, Nicolas  
Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (chef de édition),  
Alain Salles (Débats et Idées)  
Direction artistique Emmanuel Laparra  
Infographie Delphine Papin  
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte  
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Cargnico  
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente,  
Gilles Paris, vice-président



# Pierre Cartier

## Mathématicien

Le mathématicien Pierre Cartier, 92 ans, est mort le 17 août à Marcoussis (Essonne). Ni médaille Fields ni prix Abel, les plus célèbres récompenses de la discipline, pas même académicien des sciences (il a refusé son élection), ce volubile et bavard scientifique a pourtant marqué son domaine d'une autre manière.

Entre 1955 et 1983, il a été l'un des piliers du groupe Bourbaki, assemblée semi-secrète de mathématiciens née en 1934 pour refonder la discipline et l'unifier. «*C'était la grande période de Bourbaki. Des livres publiés alors sont encore très actuels*, estime Frédéric Patras, directeur de recherche au CNRS à l'université Côte d'Azur, un de ses anciens thésards. *Il était l'incarnation de Bourbaki.* » Pierre Cartier estimera avoir consacré un tiers de son temps à cette activité au service de la communauté, rédigeant ou corrigeant près de 200 pages par an.

Doté d'une grande mémoire, il pensait être le seul à avoir la vision d'ensemble des dizaines d'ouvrages publiés. Son engagement ira jusqu'à vouloir autodesoudre le groupe, cinquante ans après sa naissance, arguant qu'il fallait appliquer la même limite d'âge au collectif qu'à ses membres. Le groupe a survécu à son départ et continue de publier des textes, mais avec moins d'échos que durant cette période faste.

Pierre Cartier détient aussi le «record» des exposés au «séminaire Bourbaki» durant lesquels l'orateur résume aux spécialistes les progrès de diverses branches des maths. Les archives en recensent 40 entre 1953 et 2012. Ce nombre témoigne de la grande culture du mathématicien, qui en fait aussi sa force. Sa carrière débute en géométrie algébrique, l'art de relier des formes géométriques à des fonctions les décri-

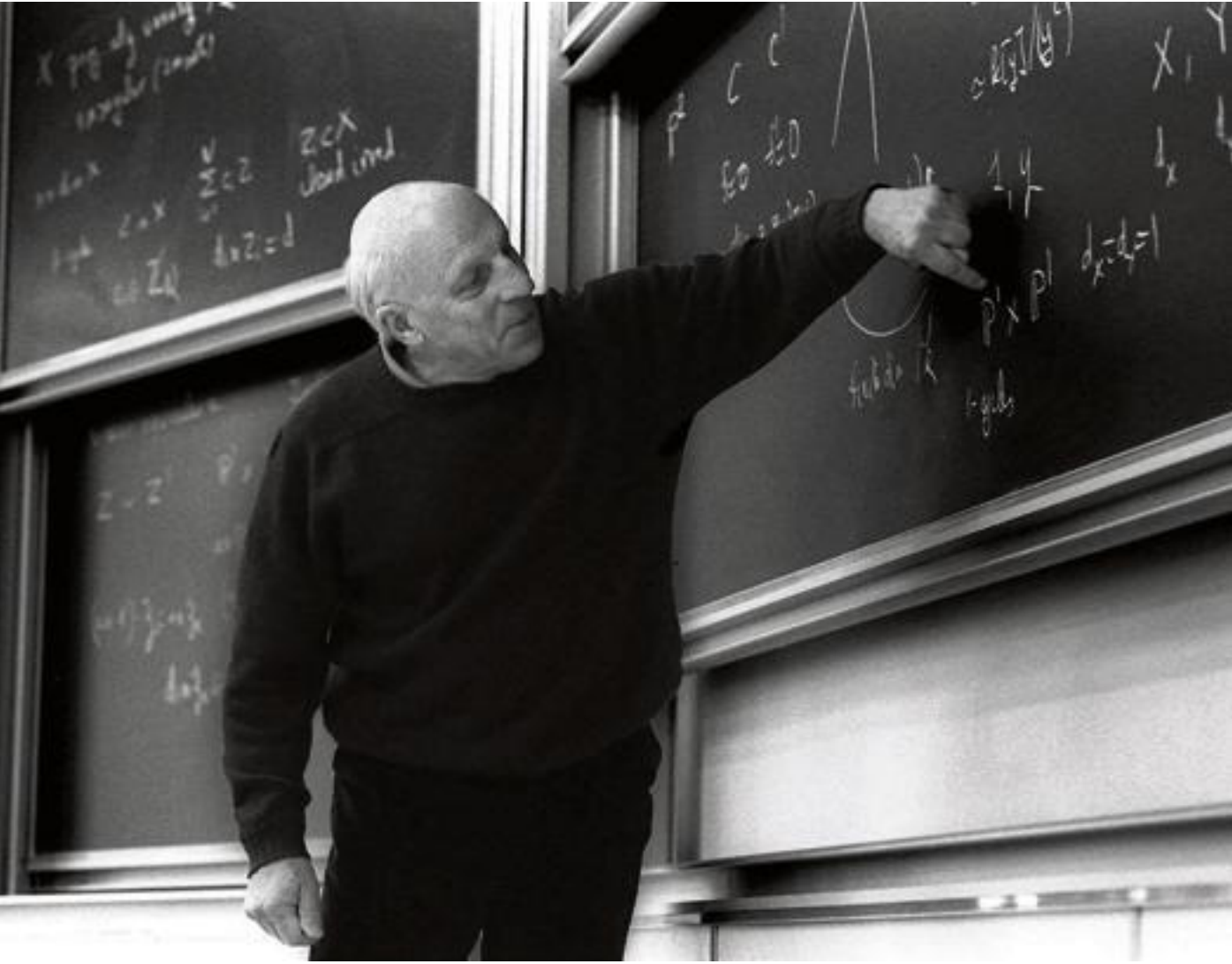
vant, pour se poursuivre en théorie des groupes, concept-clé pour décrire des structures sous-jacentes à diverses abstractions. Dans ces domaines, des concepts, toujours utilisés, portent son nom, comme les diviseurs ou les opérations de Cartier.

Il a aussi touché aux probabilités, à la théorie des nombres, et même aux débuts des simulations informatiques dans les années 1980. «*Ma méthode, c'est mon caractère : (...) je suis curieux et je m'intéresse à tout. (...) J'ai toujours gardé en tête plusieurs problèmes à la fois (...) ce qui fait que j'y songe en permanence et que si j'arrive à un point de blocage, je repasse à côté, et je reviens ensuite. Les meilleures choses que j'ai faites sont des analogies entre sujets assez différents* », expliquait-il à Javier Fresan dans un entretien de 2009 pour l'Institut des hautes études scientifiques (IHES).

### « Il était un guide »

Pierre Cartier a même hésité avec la philosophie, lorsqu'il suivait les cours d'Althusser à l'Ecole normale supérieure, dans les années 1950, et a coorganisé jusqu'à cette année 2024 un séminaire « philosophie et mathématiques ». Il aurait aussi pu devenir physicien et a développé l'idée d'un concept unificateur, baptisé groupe de Galois cosmique, pour décrire ensemble les particules et l'espace-temps.

A Sedan, où il est né en 1932, parmi les premiers livres qu'il dévore adolescent, il y a justement des traités sur la relativité générale d'Einstein. Par ses lectures, il s'initie à d'autres théories mathématiques et décroche à 16 ans le premier prix du concours général en maths. Il intègre alors le lycée Saint-Louis à Paris et entre à l'Ecole normale supérieure (ENS) en 1950. Après sa thèse,



JEAN-FRANÇOIS DARS / IHES

**10 JUIN 1932** Naissance à Sedan (Ardennes)  
**1955-1983** Membre du groupe Bourbaki  
**1978** Prix Ampère de l'Académie des sciences  
**17 AOÛT 2024** Mort à Marcoussis (Essonne)

en 1958, sous la direction des figures centrales des maths de l'époque, Henri Cartan et André Weil, il part deux ans au prestigieux Institut d'études avancées de Princeton.

### « C'était un passeur »

Professeur à l'université de Strasbourg en 1961, il rejoint en 1971, employé par le CNRS, l'IHES qu'il connaît bien par plusieurs visites et par la proximité avec le célèbre Alexander Grothendieck, dont il est l'ami grâce à Bourbaki. Il enseigne ensuite à l'Ecole polytechnique, puis à l'ENS, avant de revenir à l'IHES à sa « retraite » au début des années 1990. Il obtiendra le prix Ampère de l'Académie des sciences en 1978.

«*Il était l'âme de l'IHES. Pour ceux qui avaient la chance de le côtoyer, il était plus qu'un collègue : il était un guide, toujours prêt à éclairer les chemins obscurs de la recherche, à répondre aux questions les plus complexes ou à replacer un problème dans son juste contexte conceptuel* », souligne Alain Connes, professeur à l'IHES, qui se souvient aussi que son ami l'avait rejoint un jour après 200 kilomètres à vélo.

«*C'était un passeur, par Bourbaki, ses exposés, ses étudiants. Il avait un sens de la simplicité qui faisait que des choses compliquées devenaient évidentes* », note Antoine Chambert-Loir, professeur à l'université Paris-Cité. «*Il était très attachant, aimant raconter*

*des histoires passionnantes, en maths, ou sur les mathématiciens, mais aussi en politique, en philosophie. Doté d'une grande culture en maths, on apprenait beaucoup de lui* », ajoute Michel Broué, ancien directeur de l'Institut Henri Poincaré, à Paris, où se tiennent les séminaires Bourbaki.

En 2019, ses collègues l'attendent pour un exposé à l'IHES. Cette fois son légendaire retard n'explique pas son absence. Victime d'un AVC, il rejoint une maison de retraite à Marcoussis, où, entouré de ses nombreux livres, il mettra la touche finale à son dernier ouvrage, avec Frédéric Patras, sur les «*algèbres de Hopf classiques et leurs applications* ». ■

DAVID LAROUSSERIE

# Fabrice Coat

## Producteur de télévision

Il faisait partie de ces producteurs qui ont une haute idée de ce que peut transmettre la télévision. Quand Fabrice Coat parlait de son rôle à la tête de sa société Program 33, il disait vouloir donner à voir et à entendre des choses qui surprennent ou dérangent, chercher des talents hors des sentiers battus. Né en 1957, Fabrice Coat est mort, le 16 août, à l'âge de 67 ans, des suites d'un accident de planche de bodyboard sur le banc d'Arguin, près du Cap-Ferret (Gironde), où ce sportif, qui avait gardé une silhouette de jeune homme, aimait à passer des vacances en famille.

Fondé en 1988, Program 33 s'est d'abord fait un nom dans le domaine du clip musical : Alain Souchon, le groupe Téléphone, Jean-Jacques Goldman, Johnny Hallyday... Après avoir revendu, en 1984, la boîte parisienne Les Bains Douches, cofondée en 1978 avec Jacques Renault (1946-2004), Fabrice Coat rachète, toujours avec Renault, La Cigale, ancien music-hall devenu un cinéma, pour en faire un lieu de concert – inauguration en mai 1987 avec les Rita Mitsouko.

L'univers de la musique s'impose tout naturellement à Program 33, qui diversifie son activité à partir du milieu des années 1990 en proposant des portraits d'artistes pour la télévision : Yma

Sumac, Dizzy Gillespie, Sidney Bechet, NTM, Michel Jonasz, Oasis, Zazie... En 1997, Arte accepte un projet de magazine hebdomadaire, «Tracks», ouvert à la musique dans sa diversité. Désormais disparu des grilles, le magazine défricheur des cultures urbaines survit sur la plateforme de la chaîne.

Quand on lui rendait visite dans les bureaux de sa société, non loin de la place de la Bastille, à Paris, des affiches rappelaient quelques-unes des productions ou fiertés de la maison : celle du film de Didier Le Pêcheur *Des nouvelles du bon Dieu* (1996) ; un disque d'argent pour le coffret DVD et CD de Renaud *Mon film sur moi et mes chansons préférées de moi*.

### Justesse de regard

Progressivement, Program 33 s'est écartée du champ musical. Pour Canal+, Arte et France Télévisions essentiellement, Fabrice Coat a produit nombre de documentaires qui se distinguent par un souci d'éclairer et d'approfondir le sujet abordé. «*Je produis comme je regarde la télé. Pour moi, le documentaire est un formidable outil de découverte*, confiait Fabrice Coat, dont le premier métier fut brocanteur. *J'aime m'immerger dans des histoires, des époques, des univers, des biographies. Mon rôle consiste à*

*trouver des sujets qui, intellectuellement et émotionnellement, vont m'intéresser, moi.* »

Les auteurs et réalisateurs avec qui il a travaillé louent son exigence et sa justesse de regard, même si parfois les remarques de l'impétueux producteur pouvaient leur peser. Il était animé par la volonté de toujours tenter de nouvelles formes, comme pour l'émission «Drôle d'endroit pour une rencontre», lancée en 2016 sur France 3, où le journaliste Nicolas Demorand recevait ses invités dans des lieux inattendus, en lien avec leur histoire personnelle. Ou dans la série de documentaires, mêlant de manière spectaculaire images réelles et animation sur des personnages historiques, diffusés sur France 2, dont *Le Dernier Gaulois*, réalisé par Samuel Tilman, en 2015 ; *L'Affaire Jeanne d'Arc*, d'Antoine de Meaux et de Sarry Long, en 2023. «*L'objectif de ces films, c'est d'aller vers des publics plus larges, familiaux, tout en conservant une rigueur historique extrême* », avait-il expliqué, en décembre 2023, dans un entretien accordé à *La Lettre de l'audiovisuel*.

«*Il nous avait donné la chance à Fabien Béziat et à moi de réaliser il y a quinze ans un documentaire tout en archives diffusé en prime time sur France Télévisions consacré à Louis Renault et à André Ci-*



En juillet 2018. CALEB KRIVOSHEY

troën, témoigne, sur Facebook, le réalisateur Hugues Nancy (*Nous paysans*, 2021, et *Nous les ouvriers*, 2023, diffusés sur France 2). *Le début d'un long compagnonnage télévisuel et amical avec des projets qui le et nous passionnaient et*

*dans lesquels il mettait toute son énergie, son exigence, son talent.* »

Dans un communiqué, publié lundi 19 août, l'Union des syndicats de producteurs de l'audiovisuel (USPA) salue un «*épicurien, curieux de tout, drôle, passionné et débateur infatigable* ».

Il y a quelques mois, Fabrice Coat avait commencé à envisager de passer la main à son fils, Louis Coat, producteur depuis plusieurs années au sein de Program 33. C'est à lui que revient désormais la charge de développer un nouveau genre dans lequel la société s'est engagée, les séries de fiction, plusieurs projets étant en cours pour une plate-forme et pour France Télévisions. ■

SYLVIE KERVIEL



# « On comptait sur moi pour “noircir” le projet »

Gauz a coécrit, avec Aude Forget et Anthony Martin, la série « Niabla », dans laquelle il incarne un policier

## ENTRETIEN

C'est un polar, *Niabla*, c'est aussi une aventure linguistique. La série produite par Canal+, diffusée fin 2023 en Afrique, se met dans les pas d'une métisse franco-ivoirienne (interprétée par la cocréatrice de *Niabla*, Aude Forget, elle-même franco-ivoirienne) qui plonge dans les entrailles d'Abidjan pour retrouver une sœur qui disparaît sitôt retrouvée. Les péripéties mettent en mouvement toutes les formes du crime organisé, du narcotrafic au proxénétisme en passant par la corruption systémique. Elles trouvent leur expression dans des dialogues étourdissants qui font entendre tous les langages de la métropole ivoirienne, des manières ampoulées de l'intelligentsia à la poésie brute du nouchi, la langue des faubourgs.

On peut attribuer une bonne part de ce feu d'artifice à Gauz (Armand Patrick Gbaka-Brédé, à l'état civil). L'écrivain – auteur de *Debout-payé* (Le Nouvel Attila, 2014) et, plus récemment, des *Portes* (Le Nouvel Attila, 192 pages, 18,50 euros), récit inspiré de l'occupation de l'église Saint-Bernard, à Paris, par des sans-papiers, en 1996 – est établi à Abidjan. Il s'est joint au projet comme coauteur avant de passer devant la caméra, dans le rôle de Yao, policier alcoolique. Depuis l'archipel des Canaries, où il passe ses vacances, il revient sur cette entreprise qui l'a fait sortir de la solitude de l'écrivain.



Dans « Niabla », l'écrivain et coauteur Gauz interprète Yao, un policier alcoolique. CANAL+

### Comment vous êtes-vous joint au projet ?

J'ai été contacté par Canal+ et Cousines et Dépendances, la société de production. J'ai trouvé le projet [*alors coécrit par Aude Forget et Anthony Martin*] marquant. J'avais un voisin nigérian qui était parti en prison pour une histoire de drogue, il s'appelait Papa John [*le nom du chef de gang qui pourchasse la protagoniste de Niabla*], j'avais envie de creuser ça. J'ai accepté à la condition qu'on ait tous la même force de parole. Je n'ai pas l'habitude de l'écriture collégiale. On comptait sur moi pour la véracité, pour noircir un peu le projet.

### Dans les deux sens du terme ?

Exactement. J'ai poussé le noir loin, en tant qu'amateur de film noir, et parce que je suis noir moi-même.

### De quelle réalité d'Abidjan êtes-vous parti ?

A Abidjan, il y a beaucoup de choses que l'on sait mais que l'on

ne voit pas. On entend parler du milieu de la drogue, du trafic de drogue, mais on ne peut pas mettre le doigt dessus parce qu'on n'a pas les codes. Ce qui met les Abidjanais et les étrangers sur le même pied d'incompréhension.

### Il y a aussi une réalité géographique, l'essentiel du récit se passe dans l'immense faubourg de Yopougon...

Yopougon a une identité très forte. C'est quelque 2 millions d'habitants, c'est la capitale culturelle d'Abidjan. L'endroit des maquis, de la baise, de la nuit... C'est un quartier qui ne dort pas. En face de Yopougon, il y a un autre quartier populaire, aussi grand, Abobo, mais qui est surtout un dortoir. Alors qu'à Yopougon il y a des gens qui y vivent sans jamais mettre les pieds à Adjamé, à Cocody, au Plateau [*autres grands quartiers d'Abidjan*]. Il y a un tribunal, un CHU, tout ce qu'il faut pour vivre. C'est le quartier de l'ex-rue Princesse [*qui fut le décor*

d'un des classiques du cinéma ivoirien, Rue Princesse (1993), d'Henri Duparc], une longue rue avec des bars. Il y avait cette idée de rendre hommage à ce grand quartier populaire.

### Abidjan est aussi travaillée par les rapports entre communautés. Ils affluent de temps en temps, dès le premier épisode, on entend une blague sur les Bété et les Baoulé...

C'était mon rôle de savoir comment jouer avec ça. Le chambrage systématique, voire obligatoire, sur les ethnies, c'est le seul sport national en Côte d'Ivoire. Même la guerre n'a pas changé ça. Ça dit quelque chose de l'identité de la Côte d'Ivoire. Si tu dis : « Ton petit côté surnois de Baoulé [*la communauté dont étaient issus les présidents Houphouët-Boigny et Bédié*], tu vas pas envoyer ça ici », ou : « Toi le businessman dioula [*la communauté du Nord, celle de l'actuel chef de l'Etat, Alassane Ouattara*], tu vas pas nous faire les

poches », c'est à ce moment que tu deviens ivoirien.

C'est ce virage qui est arrivé ces vingt dernières années, que les gens n'ont pas encore compris. On s'en fout de ton ethnie, on voit comment tu te comportes et on te décrète une ethnie. On n'est plus aux temps coloniaux, c'est une construction sociale qui n'est plus liée au village ou au sang. Les gens se foutent de ma gueule parce que je suis le Bété [*l'ethnie de l'ex-président Laurent Gbagbo*] suprême, grande gueule. Dans le trio d'auteurs, ça dérangeait au départ, et c'est intéressant d'apporter ce contrepoint.

### Comment décrypter tout ça, quand on n'est pas familier de la Côte d'Ivoire et d'Abidjan ?

Par l'image, par le sens du cinéma et par les personnages. Si tu arrives à te mettre dans la peau du vieux policier que j'interprète, tu entres dans le drame, le reste n'est que découverte. Il y a aussi des références, la grosse villa à la

### « J'ai poussé le noir loin, en tant qu'amateur de film noir, et parce que je suis noir moi-même »

*Scarface*. Mais c'est aussi bien d'être perdu. Quand je regarde des films noirs japonais, j'aime bien ne rien comprendre et me raccrocher aux personnages.

### Comment vous êtes-vous retrouvé devant la caméra ?

Je me suis fait avoir. Ils n'arrivaient pas à trouver le policier. Alex Ogou, le réalisateur, qui me connaît depuis quelques années, a toujours senti que je pouvais jouer quelque chose. Il m'a demandé de faire des essais, comme j'avais poussé la psychologie du personnage très loin, pour les montrer aux candidats. Et ils se

sont convaincus que je pouvais jouer le personnage. Moi, j'avais d'autres chats à fouetter, j'avais un bouquin à finir. Finalement, j'ai vraiment pris du plaisir à me glisser dans la peau du personnage.

### La dimension politique de « Niabla » existe. Il est question de corruption policière et politique, de brutalité à l'égard des populations. Avez-vous eu des problèmes pour les montrer ?

Il y a des problèmes de liberté d'expression en Côte d'Ivoire, mais on est loin devant la plupart des pays d'Afrique. Je crois que tu peux dire ce que tu veux dans un film, dans un bouquin, pas forcément dans une interview à la radio ou dans un meeting. Une seule fois, on nous a dit : « Ah, vous êtes partis un peu loin. » Mais, à part ça, on était libres.

### Et c'était à quel sujet ?

Joker. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
THOMAS SOTINEL

## Une plongée dans les mystères d'une métropole africaine

Dans le dédale infini de Yopougon, le grand faubourg d'Abidjan, la fiction met en scène la violence urbaine et la survie de la population

## CRITIQUE

Plonger dans *Niabla*, c'est traverser verticalement les strates d'une grande ville, Abidjan, des places et galeries d'art contemporain du Plateau aux bidonvilles de Yopougon, où se vend le crack. Alors que les prémices du récit font attendre un polar classique, la série d'Aude Forget, d'Anthony Martin et de Gauz explose en une multitude de lieux et de situations qui composent une mosaïque urbaine hypnotisante.

Métisse franco-ivoirienne, Sia (Aude Forget) n'a pas mis les pieds à Abidjan depuis vingt ans. Elle vient de passer la trentaine lorsqu'elle décide brusquement de répondre à l'appel d'Adjoua (Christelle Gougoué), qui veut

renouer le contact. A peine partagés quelques souvenirs d'enfance, Adjoua disparaît, laissant à Sia la responsabilité d'une petite fille atteinte d'une forme aiguë de drépanocytose. Se mettant en quête de sa sœur, la jeune femme reçoit l'assistance de Yao, policier alcoolique (les figures imposées du polar sont aussi souvent subverties que respectées), mais incorruptible. Comme celui de Sia, le rôle est tenu par l'un des coauteurs, Gauz en l'occurrence.

Chacune de ses péripéties, qui pourrait être attendue, fait surgir un personnage ou un lieu. Une boîte de nuit luxueuse ou un maquis où travaillent d'anciennes prostituées rescapées du « business » (c'est ainsi qu'on appelle le trafic d'êtres humains); un hôpital moderne où exerce un

### Dans « Niabla », les figures imposées du polar sont aussi souvent subverties que respectées

jeune médecin toxicomane (Ephraïm Oka); une villa monstrueuse de mauvais goût, dans laquelle trône un parrain du narcotrafic, Papa John (Pol White).

Alex Ogou, qui a réalisé tous les épisodes, n'oublie pas les devoirs qu'impose le genre. Dès la séquence d'ouverture, où l'on découvre la protagoniste prison-

nière d'un hôtel de passe, le cinéaste montre sa capacité à faire monter la tension, à se passer des dialogues pour mieux mettre en scène la violence inhérente à la grande ville. A intervalles plus ou moins réguliers, *Niabla* est ponctué de ces moments, qui ne sont pas seulement des morceaux de bravoure, mais aussi des éléments indispensables à la construction de cette fresque urbaine.

### Entre mythologie et sociologie

Entre ces paroxysmes s'installe un enchevêtrement de liens amoureux, familiaux, criminels ou politiques. Aux frontières de la mythologie et de la sociologie, *Niabla* orchestre une autre mise en scène – celle que montent les trafiquants menés par Papa John, aussi bien pour faire régner la ter-

reur sur les populations que pour assurer leur emprise sur leurs complices institutionnels, politiques ou policiers.

L'essentiel du récit se meut dans le dédale infini de Yopougon, le grand faubourg d'Abidjan. En même temps que Sia la néophyte, on apprend à y naviguer dans les taxis orange, à se repérer à l'aide des enseignes des maquis et du nom des églises, à savoir quand se méfier et quand faire confiance.

Les retournements de situation, les révélations mélodramatiques (on pense souvent aux grands récits urbains de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle) ne sont pas toujours parfaitement maîtrisés, tous les acteurs ne sont pas à la hauteur de leurs personnages. Ce n'est pas de ces imperfections

qu'on se souvient : plutôt de ce personnage trouble et troublant de parrain en second que joue Stéphane Sebime, ou des séquences terrifiantes qui montrent l'irruption du mal dans le maquis où les anciennes prostituées tentent de reconstruire leur existence. Cette attention aux personnages de fiction et à la réalité dans laquelle ils habitent fait tout le prix de *Niabla*. ■

T. S.

*Niabla*, créée par Aude Forget, Anthony Martin, Gauz, réalisée par Alex Ogou, (Fr.-CI, 2023, 8 × 55 min). Avec Aude Forget, Gauz, Christelle Gougoué, Pol White, Ephraïm Oka. Diffusée sur Polar+, le lundi à 22 h 40, et disponible à la demande sur MyCanal.



# A la montagne, en symbiose avec les bêtes

Eric Guirado a suivi un couple de bergers et leurs trois enfants

ARTE-TV  
À LA DEMANDE  
DOCUMENTAIRE

Pass un plan du film sans qu'un animal vienne s'immiscer dans le champ. Chiens, chats, moutons, chèvres, boucs, chevaux : ils sont plusieurs centaines à vivre avec la famille Jeannerat, un couple de bergers et leurs enfants installés dans les Alpes suisses, que le réalisateur Eric Guirado (*Le Fils de l'épicier*, 2007, *Possessions*, 2011) a filmés pendant plusieurs mois.

Il y a le père, Damien, barbe fournie, dreadlocks retenues par un foulard, muscles saillants et teint tanné par la vie au grand air ; la mère, Claire, anglaise, émotivité à fleur de sa peau diaphane, longs cheveux blonds, silhouette svelte sans cesse en mouvement ; et leurs trois enfants âgés de 6 à 10 ans, Léo, Amélie et Isaac, qui partagent leurs jeux avec les ani-

maux, certains étant autorisés à franchir le seuil de la maison. Le documentaire débute par une séquence spectaculaire : nous sommes sur les hauts sommets valaisiens au moment où un hélicoptère vient déposer, au milieu de nulle part, un refuge en bois. C'est là que va vivre Damien, accompagné de sa dizaine de chiens, pendant cinq mois, la durée de la période d'estive de son troupeau. Cinq mois pendant lesquels Claire devra gérer au quotidien l'éducation des enfants, les accompagner au car qui les conduit à l'école, mais aussi s'occuper des chevaux et des chèvres restés dans la vallée.

### Confidences

Le réalisateur alterne scènes filmées en altitude avec Damien et ses bêtes, moments saisis au sein de la cellule familiale, privée du père, et instants de retrouvailles quand Claire et les enfants montent, certains week-ends, le re-

La famille Jeannerat, dans le documentaire « Bergers en famille », d'Eric Guirado.

JEAN-LUC PERREARD / ARTE

trouver – et le ravitailler. Ces séquences sont ponctuées de confidences des deux adultes qui, chacun de son côté, livrent à la caméra leurs réflexions sur cette vie peu ordinaire, ses joies et ses frustrations. « Beaucoup de gens n'aimeraient pas rester comme ça, à pas faire grand-chose. Moi je ne me sentais pas à ma place de faire autre chose », dit Damien, le regard perdu au loin sur les paysages grandioses où paissent ses trou-



peaux. « Je suis contente pour les animaux qui peuvent brouter de la belle herbe, mais se retrouver seule à la maison avec les enfants, parfois, c'est dur », avoue Claire, qui ne cache pas souffrir de cette séparation. La caméra s'attache à saisir la relation affective intense liant ce couple de bergers à ses bêtes qui ne connaîtront pas l'abattoir. « On a besoin des animaux à la montagne, ils nous rendent heureux », tranche Damien. La mort

accidentelle d'un béliet, Diego, après une chute sur un versant escarpé, plonge Claire dans une grande tristesse. « Il faut rester sur ces moments de bonheur que l'animal t'a apportés, se console-t-elle. Mais quand tu aimes, tu as le cœur brisé. » Dommage qu'Eric Guirado s'en tienne à ce tableau. Si attachante cette famille soit-elle, on aurait aimé savoir comment, avec les moyens dont elle dispose – une grande maison, une immense

étable, des terrains spacieux... –, elle équilibre son budget. Nulle collecte de lait, fabrication de fromages ou vente de bêtes susceptible de générer des entrées d'argent. Si les frustrations affectives sont clairement (et un peu trop) évoquées, le prix à payer financièrement pour cette vie atypique restera un mystère. ■

SYLVIE KERVIEL

*Bergers en famille*, d'Eric Guirado (Fr., 2024, 58 min).

# Roschdy Zem filme une famille à vif, ressoudée face à l'adversité

Pour son sixième long-métrage en tant que réalisateur, l'acteur s'est inspiré de sa propre vie, notamment de l'accident subi par son frère cadet

CINÉ+ ÉMOTION  
JEUDI 22 AOÛT - 20 H 50  
FILM

On ne présente plus Roschdy Zem, acteur de ce qu'on appelle « la diversité », qui incarne une des plus fortes présences actuelles du cinéma français. Depuis 2006, il est aussi réalisateur de films, dont les titres annoncent la couleur : *Mauvaise foi* (2006), *Omar m'a tué* (2011), *Chocolat* (2016)... Puis il a décidé de filmer ces *Miens*, qui sont les siens.

Film à soubassement autobiographique (ce qui arrive ici au personnage principal est arrivé au frère cadet de Roschdy Zem), *Les Miens* nous installe dans une famille élargie. Présentation inaugurale en forme de tableée. Il y a la Moussa (Sami Bouajila), qui se remet très mal de la séparation d'avec sa femme. Ses deux grands enfants, Amir (Carl Malapa) et Nesrine (Nina Zem, fille du réalisateur). Sa sœur, Samia (Meriem Serbah), et ses deux frères, Salah (Rachid Bouchareb) et Adil (Abel

Jafri). Enfin, celui qu'on attend tout le temps, l'autre frère, Ryad (Roschdy Zem), qui rejoint à table sa compagne, Emma (Maïwenn). En quelques séquences, nous voici à peu près mis au fait des rapports de force, des non-dits et des enjeux implicites de cette famille. Moussa, enseveli en lui-même, hésitant à révéler une situation qu'il craint de rendre sans retour en la nommant. Samia, seule au courant et dévouée. Les frères un peu lointains, chacun ayant fait sa vie de son côté.

Et, bien sûr, cette césure implique qu'emporte avec lui Ryad, qui s'est extirpé à la force du poignet du milieu social modeste de la famille en devenant journaliste sportif. Auquel on fait appel en cas de besoin, auquel on reproche à mi-voix ses retards et ses fréquentes absences de réponse, et, à travers elles, la prise de distance d'avec le reste de la famille. On le voit, l'autobiographie ne s'arrête pas au frère de Roschdy Zem. L'accident brutal de Moussa va redéployer les enjeux et faire

bouger les lignes. Mis au chômage, plongé dans une existence quasi végétative, il se met à parler sans aucune retenue à son entourage, disant à chacun très exactement ce qu'il pense, qui n'est peut-être pas si loin de la vérité. Idée qu'on qualifierait de géniale sur le plan dramaturgique, si elle n'était empruntée à la réalité même. Une extravagante comédie pouvait en sortir, Roschdy Zem lui a préféré une épure réaliste, filmée en plans-séquences enrobant un

groupe à vif. Mais cette idée, un peu trop évidente, qui gouverne le film, en cache une autre, plus secrète, que décèleront, sans doute plus vite que les autres, tous les enfants d'immigrés : c'est dans la lutte pour sa survie qu'une famille se solidarise, c'est dans le confort qu'elle se dissout. ■

JACQUES MANDELBAUM

*Les Miens, de et avec Roschdy Zem. Également Sami Bouajila, Meriem Serbah, Maïwenn* (Fr., 2022, 85 min).

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 196  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

### SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 195

**HORIZONTALEMENT** I. Brillantines. II. Aiguillées. Pu. III. Spa. Stéreras. IV. Dassault. Eut. V. Ei. Tic. Réale. VI. Clé. Télés. En. VII. Allé. Sa. Crêt. VIII. Ce. Cs. Mahé. IX. Sudoku. Rangé. X. Erotisations.

**VERTICALEMENT** 1. Bas-de-casse. 2. Ripaille. 3. Igas. El. Do. 4. Lu. St. Ecot. 5. Lisait. Ski. 6. Astuces. US. 7. Néel. Lam. 8. Tertre. Art. 9. Ise. Eschai. 10. Réa. Reno. 11. Epaulée. Gn. 12. Sustentées.

### HORIZONTALEMENT

- Sans bousculade ni précipitation.
- Cours sorti de son lit. Complètement fausse.
- Protège-tibias chez les Romains. Terre de potier.
- Leurs larves s'installent à la bergerie. Abrite les maçons.
- Sur la bande. Bouleversé. Dans les fouilles. Préposition.
- Attaquâmes les fondements. Fait le singe sous les tropiques.
- Grande voie. Peu, même pour un oiseau.
- Guéridon style Empire inspiré de l'Antiquité.
- Fait plaisir à voir. Pour une chaude veste.
- Risquent de vous faire péter les plombs.

### VERTICALEMENT

- Souvent apprécié brut.
- Qui vous entraînera dans les décors.
- Ecrivent l'histoire au jour le jour. Frappe durement.
- Un titre pour Sophie Rostopchine.
- La Douce en musique. Sans dépassement.
- Chanté au couvent.
- Donne de l'intensité. Pour un bon bouchage.
- Des lentilles à l'étable. Travaillas sur la pièce.
- Ouvre le monde. Mesure pékinoise. Travailla sur l'œil.
- Les points de la rose. Mécènes américains à Paris.
- Couvrit froidement. Prises en note.
- Entraînent vers les sommets.

## SUDOKU

N°24-196


1	4	8	6	2	7	3	9	5
6	2	3	4	5	9	8	1	7
9	5	7	1	3	8	2	4	6
3	1	4	2	9	5	7	6	8
7	9	5	8	4	6	1	3	2
2	8	6	7	1	3	4	5	9
5	6	1	3	8	2	9	7	4
8	3	9	5	7	4	6	2	1
4	7	2	9	6	1	5	8	3

### Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

### Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ; Emploi : [www.talents.fr/](http://www.talents.fr/)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité  
Directrice générale  
Elisabeth Cialdella



L'imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France  
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
Eutrophisation : P<sub>tot</sub> = 0,0083 kg/tonne de papier



Un week-end de septembre 2023, Rodolphe Saadé a organisé un drôle de séminaire pour ses deux enfants et leurs trois cousins. A 54 ans, avec son allure un peu trop raide et cette voix métallique qui le fait passer au premier abord pour un timide – funeste erreur –, il est rare qu'on lui dise non. Les cinq adolescents, âgés de 14 à 19 ans, se sont donc retrouvés au dernier étage de la tour de 147 mètres de haut qui porte le nom de leur grand-père, Jacques Saadé, le père de Rodolphe. C'est là, dominant Marseille et la Méditerranée, qu'est logée une partie des bureaux de la Compagnie maritime d'affrètement-Compagnie générale maritime (CMA CGM), le géant du transport maritime, de la logistique et des médias qui appartient à la famille.

Il faut imaginer la scène, digne d'une super-production hollywoodienne. Gros plan, d'abord, sur ces cinq jeunes gens, dans leur gaieté juvénile et leur aisance d'enfants favorisés. Marseillais jusqu'au bout des crampons, les garçons rêvent de devenir footballeurs ; les filles, elles, commencent tout juste leurs études supérieures. Leur nom est devenu célèbre en un claquement de doigts, charriant dans son sillage un parfum de succès et d'argent à profusion, mais ils n'ont pas encore complètement saisi ce que cet héritage suppose. Le voici justement sous leurs yeux, ce trésor qui leur reviendra : plan large sur la mer bleue à perte de vue et, en plongeant à pic au pied de l'immeuble de verre, les quais du port de la Joliette, où des dockers déchargent d'énormes bateaux ces milliers de conteneurs multicolores qui nourrissent le commerce mondial et font la fortune du clan.

Si Rodolphe Saadé a voulu ce rendez-vous familial inhabituel, c'est qu'il souhaite transmettre à ses enfants et ses neveux l'histoire de l'entreprise. Et plus encore, alors qu'il est jeune et au faite de sa puissance, leur signifier que, le moment venu, l'un ou l'une d'entre eux devra prendre sa place. Exactement comme son propre père, qui lui avait dit : « *Un jour, tu me succéderas, mais il va falloir d'ici là que tu travailles dur...* » Le mettant au défi de le remplacer, et peut-être même de le dépasser.

Depuis la crise liée au Covid-19 et la multiplication par dix du coût du fret, les résultats du groupe ont littéralement explosé et la famille est entrée dans le top 5 des fortunes françaises selon le magazine *Challenges*. Une simple revue des chiffres de l'entreprise, qui appartient majoritairement et à parts égales à Rodolphe Saadé, à sa sœur aînée, Tanya, et au dernier de la fratrie, Jacques Junior, pourrait leur faire perdre le sens de la mesure. En 2023, CMA CGM affichait un chiffre d'affaires de plus de 47 milliards de dollars (43 milliards d'euros). La compagnie est devenue numéro 3 mondiale du transport maritime et numéro 5 de logistique, une branche dans laquelle la famille n'a investi qu'en 2019. Avec une présence dans 180 pays, 160 000 collaborateurs, des acquisitions dans la presse, de *La Provence* à BFM-TV, le groupe, dont la notoriété ne dépassait guère les frontières de la cité phocéenne et le milieu des armateurs, est devenu tout à la fois l'un des plus beaux fleurons français et une puissance mondiale. Dire qu'il y a encore une trentaine d'années la bourgeoisie marseillaise appelait cette famille syro-libanaise, avec une condescendance teintée de racisme, « les manouches »...

#### Perpétuer l'œuvre des aînés

Avec sa discipline de fer et son expérience d'héritier, Rodolphe Saadé connaît la malédiction qui pèse souvent sur les troisièmes générations, nées dans l'opulence, et le dicton que les grands patrons se chuchotent à l'oreille : « *La première génération crée, la deuxième gère, la troisième tue.* » S'il ne veut pas faire de ses enfants des « fils à papa » et des médiocres, il sait qu'il est nécessaire de les instruire dès le plus jeune âge sur l'ADN du groupe et ses résultats, afin qu'ils s'en sentent autant dépositaires que responsables. De leur donner envie non pas seulement d'en profiter, mais d'y consacrer leur vie afin de perpétuer l'œuvre de leurs aînés.

Ce n'est pas si facile. Lorsque Rodolphe Saadé a énoncé clairement sa façon de voir les choses – « *Si un jour vous êtes tentés et si vous en avez les compétences, vous pourrez entrer dans le groupe* » –, son fils, Jacques, qui porte le nom de son grand-père, a souligné avec ironie : « *Ce que je retiens, c'est que tu n'as pas succédé à ton père avant l'âge de 40 ans. Ça me*



Rodolphe Saadé, entouré de son frère Jacques et de sa sœur Tanya, au Havre (Seine-Maritime), le 6 septembre 2018. CHARLY TRIBALLEAU/AFP

# Les Saadé, orfèvres des affaires en famille

**Successions – 3/6** – Rodolphe Saadé, qui a remplacé son père, Jacques, à la tête de la CMA CGM en 2017, prépare déjà la troisième génération à reprendre les rênes du groupe, géant du transport maritime, de la logistique et des médias

*laisse le temps de faire ma carrière de gardien de but !* » Ses parents ont levé les yeux au ciel. Il y a quelques mois, interrogé par le *Financial Times*, qui lui demandait comment il réagirait si l'un de ses enfants voulait être musicien, Rodolphe Saadé s'en était sorti par une pirouette : « *Il faut leur laisser le choix, mais nous n'avons pas besoin d'un orchestre.* » « *Sur les cinq enfants, on espère bien qu'il y en aura un pour succéder* », admet sa femme, Véronique, vêtue d'un jeans et d'un blazer, qui dirige la branche média du conglomérat.

Ont-ils seulement prêté attention, ces jeunes gens qui rient entre eux en parcourant les étages de la tour en verre, au requin métallique de 5 mètres de long sculpté par l'artiste Xavier Veilhan, qui trône dans le hall ? Savent-ils qu'il y a longtemps déjà, dans l'immeuble mitoyen qui abritait le groupe à ses débuts, leur grand-père Jacques Saadé avait fait installer un aquarium rempli de vrais squales au rez-de-chaussée ? Hommage au monde maritime ou manière de signifier la férocité du monde des affaires...

Jacques Saadé lui-même avait la dent dure. Il avait fallu se montrer coriace pour s'imposer sur le port de Marseille, longtemps dominé par le syndicat des dockers, ceux des manutentionnaires et, jusqu'à l'assassinat de Francis « le Belge », en septembre 2000, par la mafia. Les jeunes gens ont-ils saisi les détails de cette histoire qui a l'étoffe d'une légende ? Farid Salem, l'oncle de Rodolphe, en est le meilleur conteur.

A 85 ans, habillé élégamment d'un costume bleu nuit sur un polo assorti, il raconte, avec cet accent libanais qui roule, d'où venait Jacques, qui allait devenir son beau-frère :

« SUR LES CINQ ENFANTS, ON ESPÈRE BIEN QU'IL Y EN AURA UN POUR SUCCÉDER »

VÉRONIQUE SAADE  
présidente  
de la branche média  
du groupe

« Une très grande famille syrienne, dotée de nombreuses usines, de propriétés et d'autant de champs d'oliviers qui s'étendaient à perte de vue. » Après le coup d'Etat de 1963, la politique de nationalisation du régime autoritaire du parti Baas a mis les Saadé à genoux. Traumatisé, Jacques a émigré au Liban, où il n'a eu de cesse de reconstruire une entreprise familiale, toujours à l'affût d'une « bonne affaire » qui lui redonnerait l'aisance et la fortune perdues.

C'est l'une de ces occasions qui l'amènent en France : l'homme d'affaires a pris la direction de la ligne maritime Beyrouth-Marseille pour la Compagnie maritime méridionale d'armement, qui périclité. Le 13 septembre 1978, il donne rendez-vous à Marseille à son beau-frère, qui a quitté le Liban des années plus tôt pour se lancer dans la pêche industrielle à la crevette à Madagascar. A l'ordre du jour : décider d'arrêter la ligne ou... de racheter l'entreprise. « *Jacques a saisi l'occasion au quart de tour, comme il savait le faire* », se souvient Farid Salem. La Compagnie maritime d'affrètement (CMA) était née. Ils se lancent à cinq avec un seul bateau, dans un petit bureau donnant sur le port de la Joliette, à quelques centaines de mètres du site où, bien plus tard, Jacques fera construire la tour de verre, inaugurée en 2011, qui deviendra le symbole de leur réussite. Ça, ils ne le savent pas encore.

« *On ne pensait pas rester à Marseille, mais la vie au Liban était devenue impossible avec la guerre* », poursuit-il. Le 13 avril 1981, Naila Saadé et ses trois enfants arrivent en France. Tanya, la fille aînée, se souvient encore de la traversée de Beyrouth allongée à l'arrière de la voiture avec ses frères pour franchir la ligne

de démarcation, l'angoisse au ventre, avant d'atteindre l'aéroport. La famille regroupée à Marseille vit les premiers temps à l'hôtel. Naila a laissé les valises dans le couloir, prête à repartir au pays. Un an plus tard, Jacques prend acte de leur installation durable et finit par louer un appartement dans le quartier de la Cadenelle, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement. Rodolphe a 11 ans, il parle le français avec un accent, l'intégration n'est pas si aisée : « *Les gens nous regardaient en se disant : "Qui sont ces Libanais ? Ils sont chrétiens ou musulmans ?" On s'est adaptés, et Marseille est devenue notre ville de cœur* », résume-t-il pudiquement.

Dans les affaires comme dans la vie, Jacques Saadé et Farid Salem forment un duo efficace et complémentaire. Ils ont vite compris que le port est, à l'époque, un endroit où tout le monde s'arrange avec tout le monde : les armateurs, les dockers, les politiques, les manutentionnaires, les trafiquants de tout poil et le milieu. Mais, au mitan des années 1980, la Compagnie maritime d'affrètement prend de l'ampleur. Jacques Saadé a pressenti que le commerce nord-sud serait supplanté par un axe est-ouest. Il crée de nouvelles lignes vers les Etats-Unis et l'Asie, les développe et, à la fin des années 1990, fait entrer sa société – devenue CMA CGM, après la privatisation de la Compagnie générale maritime en 1996 et son rachat par la CMA –, dans le top 10 des armateurs mondiaux. Dans les bureaux, désormais plus vastes, un esprit facétieux et clairvoyant a dessiné sur un mur Jacques Saadé, assis dans un transat sur la plage et lisant un journal international. Derrière lui est croqué son directeur financier, qui souffle : « *Monsieur, la marée monte...* » et le chef d'entreprise qui assène dans une bulle : « *Achetez !* »

#### Guerre fratricide

Un conflit, pourtant, déchire la famille. Si Jacques s'entend parfaitement avec son beau-frère Farid, une guerre terrible l'oppose à son propre frère, Johnny. « *Il était loin, il était resté au Liban et ne comprenait pas ce que l'on voulait faire*, explique Farid Salem, dont la diplomatie échoue, cette fois, à calmer le jeu. *Johnny n'adhérerait pas à notre stratégie.* » Le conflit entre les deux frères se poursuit jusque devant les tribunaux. Des dizaines de procès ont lieu au Liban, en Syrie et en France à partir de 1996, sans mettre fin à leur querelle, et Jacques et Johnny ne se reverront jamais.

Cette fracture, qui les a tous profondément blessés, la famille ne veut en aucun cas la revivre. Dès leur plus jeune âge, les enfants de Jacques Saadé ont travaillé avec leur père. Tanya, après des études de marketing, l'a rejoint en 1995, dans le bureau à côté du sien. Cette femme qui fait parfois trembler la tour de ses coups de gueule spectaculaires, voue un véritable culte à son père, qui, en retour, la couvre de toutes les attentions. Il n'a cependant jamais été question qu'elle puisse lui succéder. « *Dans notre tradition orientale, le fils aîné reprend les affaires du père, Rodolphe était donc tout désigné* », note son oncle Farid Salem. « *Succéder n'a jamais été mon choix ni ma volonté. Pour moi, il a toujours été clair que ce serait Rodolphe* », répond Tanya Saadé en écho. A 56 ans, elle est direc-



trice générale déléguée de CMA CGM et préside la Fondation du groupe. Né handicapé, Jacques Junior, 53 ans, a lui aussi trouvé sa place au sein de la société, où il s'occupe de l'immobilier sous la houlette de sa sœur.

S'il consulte son ainée sur toutes les décisions importantes, Rodolphe Saadé est le seul et unique patron. La succession n'a pourtant pas été si aisée. A-t-il raconté en détail à ses enfants et neveux ce long parcours semé d'embûches et la façon dont il a dû ménager son père? Car, s'il a toujours ardemment désiré que son fils prenne sa suite, Jacques Saadé, comme nombre de fondateurs, n'était pas pressé de lâcher les rênes de l'entreprise.

Chez CMA CGM, Rodolphe Saadé débute au bas de l'échelle, ou presque. On l'envoie à New York, puis à Hongkong. En 1997, le fils est de retour à Marseille. «*Evidemment, tu rentres habiter à la maison!*», intime le père. «*Mais, enfin, tu exagères, il a 26 ans!*», intervient son épouse. L'ainé obtient finalement de prendre un appartement à côté de chez ses parents.

A la CMA CGM, il se voit d'abord confier une ligne maritime, puis une deuxième, une troisième et bientôt toutes. Il accompagne son père partout, en voyage, en rendez-vous, avec les banques et les clients. Jacques l'autocrate, que de nombreux salariés surnomment «*Dieu le père*», ne se gêne pas pour rabaisser son fils en public. Plusieurs journalistes marseillais se souviennent de scènes glaçantes, comme cette conférence de presse où il assène: «*Mon fils est persuadé qu'il sera, un jour, un grand homme, mais il ne m'arrivera jamais à la cheville.*»

#### « Je te donne, je te reprends »

Au côté de son père, Rodolphe Saadé montre assez vite de quoi il est capable. Mais c'est en 2008 que le successeur programmé fait véritablement son baptême du feu. Le 4 avril, au large du golfe d'Aden, des pirates somaliens attaquent un navire de la compagnie du Ponant, qui appartient au groupe, avec 30 membres d'équipage à bord. L'Elysée monte immédiatement une cellule de crise et Nicolas Sarkozy envoie des experts du RAID et du GIGN auprès de la direction de la compagnie à Marseille. Au bout de deux jours, l'entrepreneur décide de prendre les choses en main et de parler directement avec les ravisseurs: «*Je le sens.*» Le 11 avril, après d'intenses négociations, les otages seront libérés contre une forte rançon. A la CMA CGM, on regarde le fils du patron différemment.

Un an plus tard, une autre épreuve attend le groupe. A l'automne 2009, à la suite de la crise des subprimes, la compagnie affiche des milliards d'euros de dettes. Le patron de BNP Paribas, Baudouin Prot, mène la fronde pour débarquer Jacques Saadé et lui impose même un directeur général. L'investisseur turc Robert Yuksel Yildirim prend 24 % des parts. En 2013, le patriarche obtient du pouvoir que la banque publique d'investissement, Bpifrance, mette 6 % au pot, un montage qui permet à la famille de sauver sa peau. Quand l'activité repart, Jacques Saadé récupère les pleins pouvoirs. Cette période où la famille a frôlé la ruine l'a soudée davantage. Rodolphe a gardé de cette épreuve, où il accompagnait son père qui suppliait les banques de les aider, un souvenir cuisant et un puissant désir de revanche contre un certain establishment.

Et, surtout, il s'impatiente. «*Quand je disais à mon père: "J'en ai assez de regarder, je veux faire", il me répondait: "Attends, ton tour viendra."*» Pour illustrer leur relation de l'époque, Rodolphe Saadé a aujourd'hui ce geste: vous tendre une assiette, puis la reprendre, l'avancer de nouveau et la retirer aussitôt. «*Avec lui, c'était ça, "Je te donne, je te reprends"*», dit-il. «*Jacques pensait qu'il serait à la tête de l'entreprise jusqu'au dernier jour de sa vie*», se souvient Farid Salem. La maladie, pourtant, va le contraindre à envisager les choses autrement.

Le patriarche a perdu son tonus et, de plus en plus fréquemment, la mémoire. Il bute sur les mots, lui qui, autrefois, discourait d'une voix forte et assurée. Pendant toute l'année 2016, Rodolphe tente de ménager l'orgueil paternel. Il consulte en cachette les membres du conseil d'administration, mais il laisse son père continuer à présider l'instance et lire avec difficulté des discours prérédigés en gros caractères. «*Et puis, un jour, se souvient l'ancien ministre des transports Dominique Buisson, alors administrateur de CMA CGM, Jacques n'est plus venu et Rodolphe l'a remplacé.*»

Pour les 80 ans du père, au printemps 2017, les cadres du groupe sont réunis en grande



Rodolphe Saadé, dirigeant de la CMA CGM, dans son bureau parisien, le 30 avril. ANTOINE DOYEN POUR « LE MONDE »

pompe dans la tour Saadé. La rumeur d'une transition imminente bruisse dans les couloirs. Jusqu'au dernier instant, le fils doute. «*Tu vas voir qu'il est capable de ne rien annoncer*», glisse-t-il à sa sœur. Le vieil homme prononce finalement les mots tant attendus: Rodolphe a toutes les capacités pour lui succéder. Il le gratifie d'une accolade. Tanya se charge du communiqué de presse officialisant le changement à la tête de la compagnie. Rodolphe Saadé n'a pas encore les coudées franches, cependant. «*Mon père m'avait demandé de passer lui faire un point tous les matins, ce que je faisais, raconte-t-il. Il me disait: "A demain" et, une heure plus tard, il me rappelait déjà! Je lui disais: "Laisse-moi tranquille, je peux me débrouiller..."*»

La situation ne s'éternise pas. Jacques Saadé meurt le 24 juin 2018. Ses obsèques, dans la cathédrale de La Major, à Marseille, sont grandioses. Des armateurs du monde entier sont venus lui rendre hommage aux côtés d'une foule immense de collaborateurs et de personnalités locales. A la sortie de la messe, à midi pile, tous les bateaux de la CMA CGM regroupés dans la rade sonnent la corne et font jouer les lances à eau.

«*A la mort de Jacques, Rodolphe s'est déployé, ça l'a libéré*», reconnaît Farid Salem. Le successeur attend pourtant plusieurs mois avant de s'installer dans le bureau de son père, au 30<sup>e</sup> étage de la tour. Mais il l'a décoré à son goût et c'est de cette vaste pièce qui domine à la fois terre et mer qu'il se lance à la conquête de nouveaux défis.

Moins rond et levantin que son père, il a la réputation d'être tout à la fois très intelligent, dur, introverti et méfiant. Un bulldozer qui travaille non-stop, veut tout contrôler et épuise ses collaborateurs. Rodolphe Saadé a hérité de l'exigence paternelle: les cadres du groupe doivent impérativement vivre à Marseille, porter costume et cravate, être disponibles vingt-quatre heures sur vingt-quatre. «*Il se venge sur les autres des humiliations subies par son père*», commente un économiste qui a fréquenté les deux générations.

« ON NE  
VEUT PAS  
RESSEMBLER  
AUX AUTRES »

TANYA SAADÉ  
directrice de la  
communication  
interne et externe  
de la CMA CGM

Les Saadé sont restés un véritable clan, où la frontière entre les affaires et la vie privée n'existe pas. Ses membres ne se contentent pas de travailler ensemble, ils vivent les uns à côté des autres, à Thalassa, cette résidence huppée et sécurisée où loge une partie de la bourgeoisie marseillaise. La mère, Naila, y habite, comme Farid Salem, Rodolphe et son épouse, Véronique, d'origine corse, rencontrée en 1998 alors qu'elle visitait le Liban avec une amie. Tanya, pour sa part, s'est installée à trois pas de là, dans l'ancienne maison de ses parents, qu'elle a fait rénover. A Marseille, il n'est pas rare de voir le clan débarquer dans les institutions gastronomiques de la ville, au Petit Nice, à La Villa, ou Chez Michel pour la bouillabaisse. On ne les croisera, en revanche, ni au Théâtre de la Criée, ni aux avant-premières à l'Opéra. Le business et l'actualité constituent leurs uniques centres d'intérêt.

«*On ne veut pas ressembler aux autres*», cingle Tanya Saadé, bravache. S'ils sont contraints de venir de plus en plus souvent à Paris, ils fuient les mondanités, au grand dam des cénacles économiques qui aiment à se moquer avec condescendance de leur côté «*hors réseau*», «*provincial*», «*pas fun*». A vrai dire, les Saadé n'ont changé ni leur façon d'être ni leurs habitudes, depuis que leur fortune et leur notoriété ont été démultipliées.

A la maison comme au bureau, le frère et la sœur continuent de se parler en arabe, leur langue natale. Un moyen, aussi, de ne pas se faire comprendre de leurs collaborateurs... Les vacances, c'est aussi ensemble qu'ils les passent. L'été, Rodolphe Saadé accueille toute la famille dans sa luxueuse villa de Saint-Tropez. Chaque hiver, la petite troupe, de la grand-mère aux petits-enfants, se retrouve au Liban pour passer les fêtes de Noël dans des hôtels chics en altitude. Le Liban, ce n'est pas seulement une destination de vacances. La famille reste très attachée à son pays d'origine. Elle y a conservé des bureaux, installé son hub numérique et, dès après l'explosion du port de Beyrouth, le 4 août 2020, a envoyé un navire de la compagnie apportant de l'aide d'urgence.

Le 8 mai 2024, quelques mois après leur journée d'initiation, la joyeuse bande d'adolescents de la troisième génération s'est à nouveau retrouvée pour le sacre du chef de famille devant l'élite française. Deux immenses panneaux coulissants s'ouvrent théâtralement sur le bâtiment rénové par l'architecte Jean-Michel Wilmotte, qui accueille Tangram, une école réservée aux membres du groupe CMA CGM, le dernier joujou de la famille Saadé.

Le président de la République, Emmanuel Macron, s'est déplacé en personne avec une brochette de ministres et de grands patrons, le président de la région PACA, Renaud Muselier (Renaissance), le maire de Marseille, Benoît Payan (divers gauche), son prédécesseur Jean-Claude Gaudin et même l'archevêque de Marseille, Jean-Marc Aveline. Outre la quasi-totalité des hauts cadres du groupe, la bonne société marseillaise, celle-là même qui, pendant des décennies, regardait de haut les Saadé, s'égaye autour des buffets. «*Vous étiez quatre à vos débuts, vous êtes désormais 180 000, c'est le fait de l'audace, de la résilience, de la persévérance.* (...) *Longue vie à CMA CGM!*» Qui de mieux qu'un président en exercice pour dresser le panégyrique d'une réussite?

#### Arrivée providentielle de liquidités

Certes, l'épidémie mondiale de Covid-19 a été pour l'entreprise une bénédiction. D'autant plus que le transport maritime européen bénéficie d'une fiscalité hyperavantageuse qui a permis à la famille de voir sa fortune exploser sans presque payer d'impôts. Face à cette arrivée providentielle de liquidités, Rodolphe Saadé a entrepris la diversification de son groupe en investissant massivement dans la logistique, une activité beaucoup moins sujette aux lois du marché ou aux secousses géopolitiques.

Les Saadé engrangent aujourd'hui tellement de revenus qu'ils sont sollicités de partout. Ils se sont ainsi engagés à financer un nouveau département du Louvre intitulé «*Arts de Byzance et des chrétientés d'Orient*». Ils se sont aussi associés à Xavier Niel (actionnaire à titre personnel du groupe *Le Monde*) dans Kyutai, un laboratoire d'intelligence artificielle, ont développé leur propre pépinière d'entreprises à Marseille, Zebox, investissent dans la décarbonation, sponsorisent les Jeux olympiques et l'Olympique de Marseille.

Mais leur nouveau défi, c'est la presse qu'ils entendent mener avec poigne. Rodolphe Saadé n'a véritablement attiré le regard des médias qu'avec le rachat du quotidien régional *La Provence* pour 81 millions d'euros après un long bras de fer avec Xavier Niel, en 2022. «*Je ne voulais pas que La Provence aille entre les mains de Nice-Matin*», explique le tycoon. Il a compris aussi qu'en cas de difficultés l'Etat et les banques sont plus attentifs à un groupe qui possède des relais d'influence.

Après *La Provence*, Rodolphe Saadé, très attaché aux valeurs républicaines et inquiet de la montée des extrêmes, a également lancé *La Tribune Dimanche*, en octobre 2023, un hebdomadaire spécialement conçu pour concurrencer *Le Journal du dimanche*, tombé sous la houlette de Vincent Bolloré. Même raisonnement pour le rachat du groupe Altice, dont BFM-TV est le fer de lance, afin de tailler des croupières à la très conservatrice chaîne d'info en continu CNews. «*Il achète tout ce que Macron lui demande*», ironise un puissant homme d'affaires parisien.

Mais si l'armateur a investi dans les médias, c'est aussi pour «*développer un partenariat et offrir le plus de possibilités*» à ses enfants, confie-t-il. Les Saadé savent bien que le transport maritime et la logistique ne sont pas forcément des secteurs qui font rêver les jeunes. Ils savent aussi que leur progéniture n'a pas grandi avec les mêmes codes culturels qu'eux: l'obsession de transmettre à l'ainé des fils n'est plus de mise.

L'éducation, le goût du travail, la modération à l'égard de l'argent, voilà ce qui leur tient à cœur. «*C'est important de leur faire comprendre d'où l'on vient, que tout n'a pas été simple, qu'il y a des hauts et des bas et que tout peut s'arrêter*», observe Véronique Saadé. Afin de s'assurer que le message passe bien, son mari, Rodolphe, a fixé un nouveau rendez-vous aux cinq héritiers en septembre au sommet de la tour. ■

RAPHAËLLE BACQUÉ  
ET VANESSA SCHNEIDER

Prochain épisode Chez les Rothschild, le poids du nom





GIULIA D'ANNA LUPO

# L'ex haineux : « Je suis le réceptacle de sa colère »

**A nos amours – 3/6** – Le temps est un baume, paraît-il. Pourtant, il n’a parfois aucun effet sur certaines ruptures, où le sentiment amoureux se transforme en colère éternelle. Une situation qui peut virer à la condamnation à perpétuité

C'est presque un art de vivre. Un dimanche soir, à minuit et demi, le 9 novembre 2015, Valérie Trierweiler tweete une photo de son buste arborant un tee-shirt « *I'm too sexy for my ex* ». « Trop sexy pour [son] ex », qui n'est autre que le président de la République, François Hollande. Un an plus tôt, elle avait publié *Merci pour ce moment* (Les Arènes, 2014), un essai autobiographique sur la fin de sa relation avec le même François Hollande. Une histoire d'ex lue par des centaines de milliers de personnes dans une douzaine de pays, dans laquelle, entre autres, elle balance une petite phrase sur les « *sans-dents* » qui collera à jamais à la peau du socialiste. Et encore, deux ans plus tôt, celle qui était encore la compagne du président avait publié, sur Twitter, un message de soutien au candidat dissident Olivier Falorni, opposé aux élections législatives à Ségolène Royal – une autre histoire d'ex.

A chaque fois, Valérie Trierweiler a fait l'objet de critiques virulentes. Elle était l'ex haineuse, revancharde, aigrie. Avec, jamais très loin en surplomb, la figure de « l'ex folle », de « l'hystérique » – sexisme, quand tu nous tiens ! « *On se dit parfois qu'il y a des tweets qui valent toutes les expertises psychiatriques* », avait ainsi écrit l'écologiste Eric Falourd en réaction au tee-shirt à message. L'ancienne compagne de François Hollande, elle, a toujours nié avoir voulu lui nuire. « *Ce n'est pas une vengeance, ce n'est pas une revanche, a-t-elle déclaré à la BBC. Ce n'est pas pour le détruire, c'est pour me reconstruire moi.* » Avant de conclure : « *La majorité des gens m'ont dit : "Ce n'est pas du tout un règlement de comptes. C'est presque un livre d'amour."* Voilà, c'est ça mon livre. »

Un amour qui tourne à l'amer. Ils sont nombreux à l'avoir vécu à leurs dépens. Pour Jacques (prénom changé), 45 ans, cela fait dix ans que ça dure. Dix ans que son ancienne compagne et lui se sont dépécés et, dans une atmosphère très tendue, sont passés devant le juge aux affaires familiales pour la

garde de leurs deux enfants. Depuis, le pharmacien a emménagé dans une maison près de Blois avec sa nouvelle compagne ; ensemble, ils ont eu deux enfants. La garde alternée est toujours en place : ses aînés sont une semaine chez lui, une semaine chez leur mère. « *Quand j'emmène les enfants chez elle, j'ai le droit de déposer le sac de transfert à l'intérieur, mais pas d'entrer, qu'il pleuve ou qu'il neige. Je n'ai jamais franchi son paillason. Au bout du couloir, on aperçoit une cabane de jeu pour enfants. Un jour, ma fille [de sa deuxième union] a voulu aller y jouer avec ses sœurs aînées. Mon ex n'a pas voulu qu'elle entre.* »

## A jamais liés par les enfants

Jacques s'explique mal la persistance de la colère chez son ex. Il se souvient, bien sûr, que leur couple n'était pas heureux. « *Je me suis bercé d'illusions*, dit-il. *J'ai mis sous le tapis nos différends parce que c'était ma dernière chance pour avoir des enfants.* » A l'époque, ils se disputent beaucoup. Il vit comme des humiliations les engueulades publiques de sa compagne, elle passe une deuxième grossesse très difficile moralement, il est absent, elle doit se sentir délaissée. Après une énième dispute en public, ils se séparent.

Mais dix ans ont passé, répète-t-il, incrédule. Dix ans ! « *Je suis le réceptacle de sa colère. Je le vis très mal. J'aimerais pouvoir dire que je m'en fous, mais ce n'est pas vrai. Au début, je me disais que le temps arrangerait les choses. Maintenant, je n'ai plus cet espoir.* » Lui aussi est en colère. Il n'a pas pardonné à son ex le jour où elle est allée chercher précipitamment leur fille à l'école lorsqu'elle a compris que c'était la nouvelle compagne de Jacques qui devait la récupérer, parce qu'il avait un empêchement. « *Ça t'apprendra à prendre tes responsabilités* », lui a-t-elle lancé. Pas pardonné, non plus, qu'au début de leur séparation elle décide que les enfants n'iront plus passer les samedis chez leurs grands-parents paternels, comme ils en avaient l'habitude.

Jacques redoute tous les événements en commun, toutes les décisions parentales à prendre, d'autant qu'un fossé s'est creusé

entre leurs façons respectives de vivre. « *Ma compagne et moi vivons à la campagne, nous sommes très écolos. Cela fait au moins quatre ans que nous n'avons rien acheté de neuf. Pour l'entrée au collège de ma fille aînée, il a fallu lui acheter un portable, j'ai opté pour un reconditionné. Quand il est tombé en panne, mon ex m'a accusé et lui en a racheté un neuf, de marque chinoise. Tout est prétexte au conflit.* » A défaut d'espérer une résolution, Jacques se résout à vivre ainsi. Il en parle à son psychiatre régulièrement. « *Elle a besoin de m'engueuler tout le temps. C'est une manière d'entretenir le lien avec moi, quand bien même ce lien serait destructeur*, conclut-il. *J'y suis condamné.* »

Condamné, et même à perpète, puisque Jacques et son ex sont à jamais liés par leurs enfants. La parentalité a souvent un effet démultiplicateur sur les tensions entre ex-conjoints, dont les enfants sont les premières victimes, comme l'écrit la psychiatre et psychanalyste Marie-France Hirigoyen dans *Séparations avec enfants* (La Découverte, 224 pages, 20 euros). Son livre se penche plutôt sur les situations de violence et d'emprise ainsi que sur ce qu'elle nomme les « *conflits sévères de la séparation* », souvent lourdement judiciarisés, ce qui n'est le cas ni de Jacques ni celui des autres témoins rencontrés pour cet article.

## Détresse infinie

Mais elle évoque aussi les conflits ordinaires. Le tout-venant de la rancœur, de la petite pique, de l'agacement recuit. Lors d'une rupture, ces conflits sont inévitables, rappelle-t-elle. Au début, chacun réécrit en toute bonne foi sa version des faits. Chacun ses anecdotes et son storytelling, sa colère et sa tristesse, devant les copains ou la famille. Mais, le plus souvent, dans les deux ans qui suivent la séparation, les tensions s'apaisent. Parfois, dans 10 %, 15 %, voire 25 % des cas, selon les études, le conflit se poursuit après trois ans et se chronicise. Dans 5 % des cas, il se prolonge même au-delà d'une décennie.

Lorsque le ressentiment d'un ex perdure plusieurs années, c'est bien souvent le signe d'une vulnérabilité, écrit Marie-France Hiri-

goyen. « *Quand la vie de couple masquait une fragilité narcissique, la rupture peut provoquer un état dépressif. L'attachement envers l'ex-partenaire persiste d'ailleurs parfois longtemps après la séparation, surtout chez les personnes qui ont une faible estime d'elles-mêmes, et risque de se traduire par des comportements du registre amour-haine, qui viendront activer les conflits.* »

Je te déteste, moi non plus... A l'écran, récemment, c'est Sandra Choquet qui a le mieux incarné cette figure d'une ex fragile et bileuse dans la minisérie *Tout va bien*, réalisée par Camille de Castelnaud, sur Disney+. Dans le rôle de Caroline, elle interprète une femme qui mène un combat obstiné et très judiciaire pour la garde de sa fille contre son ex et la nouvelle compagne de celui-ci, Claire (Virginie Efira). Indifférente aux difficultés que traverse Claire, dont la petite-niece est hospitalisée pour une leucémie, elle sonne à la porte à chaque alternance de garde, droite comme la justice, et les accuse de tous les maux : leur dentifrice abîme les gencives de sa fille, ils lui ont donné des poux, son sommeil est perturbé par la leucémie de la petite-niece. « *Ce mélange subtil de bêtise et de méchanceté, s'emporte un jour Claire. C'est vraiment une connasse !* » Sauf que non, Caroline n'est pas (qu')une connasse. Elle est aussi une femme perdue, qui fond en larmes juste après avoir claqué la porte de son ex. Lui voit un bloc de colère, elle vit une détresse infinie.

C'est la face cachée de l'ex haineux. Que ressent-il au juste, quand les portes sont refermées, les enfants échangés ? Pourquoi m'envoie-t-il ce message hargneux à l'heure du dîner ? Qu'est-ce qui l'a énervé ? Face aux manifestations inopinées de l'autre, on en est réduit aux conjectures. Adèle (prénom changé), une cadre lyonnaise de 47 ans, a reçu pendant cinq ans des messages et des appels agressifs de son ex-mari. « *Il me reprochait d'être trop permissive avec les enfants, m'accusait de monter notre fils cadet contre lui, de nuire à sa femme...* » Puis, un jour de 2023, il l'a appelée pour rompre toute communication. « *Il m'a hurlé dessus, m'a dit que j'étais une mauvaise personne, et qu'il ne voulait plus que je lui parle.* » Depuis, Adèle est à la fois soulagée et affligée. « *On n'échange plus un mot. On a un fichier partagé pour la garde, et c'est tout. Pour Parcoursup, on ne s'est même pas parlé. C'est tellement décevant. Nos fils font l'intermédiaire entre nous ; s'il y a un problème de mutuelle ou des objets à aller chercher, ce sont eux qui s'en occupent parce qu'il ne veut pas me voir. Evidemment, ils en souffrent.* »

## Frissons d'horreur

Comment en sont-ils arrivés là ? Pourquoi lui en veut-il à ce point ? A défaut d'explication, Adèle a échafaudé sa propre théorie : « *C'est comme s'il voulait faire en sorte que je n'existe plus. Je l'incommode. Mon analyse, c'est que je lui rappelle sa culpabilité et sa faute.* » Après vingt ans de mariage, tandis qu'ils essayaient d'avoir un troisième enfant, l'époux d'Adèle lui a dit, un jour de 2018, qu'il ne l'aimait plus. Trois mois plus tard, elle a reçu un appel d'une femme se présentant comme l'ex-maîtresse de son mari qui, délaissée, prenait sa revanche sur lui en révélant la liaison. « *Là, il m'a expliqué que ça faisait dix ans qu'il me trompait*, raconte Adèle. *Depuis que notre cadet avait 2 ans. Avec de nombreuses femmes.* » De son propre aveu, Adèle est devenue « *très très chiantie, un peu harcelante* ». Pendant un an, dévorée par la colère et le chagrin, elle lui fait payer ses tromperies. « *J'ai mis du temps à m'en remettre. Mais, aujourd'hui, je suis passée à autre chose, lui non. J'ai fait une thérapie, lui non. Je pense qu'il s'en veut, mais qu'il est plus facile de m'en vouloir à moi.* »

La meilleure défense, surtout contre ses propres sentiments, c'est l'attaque. La série britannique *The Split*, sur Arte.tv, qui raconte les affres professionnelles et intimes d'une avocate en droit de la famille, Hannah Stern, en offre une illustration douloureuse. Tromperies, mensonges, vengeance, le tout est joliment emballé dans des *prenups*, des contrats de mariage qui préparent déjà le divorce... C'est un concentré de haine conjugale qui défile dans ce cabinet pour ultrariches. On regarde avec des frissons d'horreur le couple idéal d'Hannah se déliter. Ce couple à la fois drôle et tendre, qui a élevé trois enfants sur fond de câlins et d'humour british, ce couple d'autant plus aimable que l'on en perçoit les failles et les doutes, ce couple que tous leurs proches envient, finit par se cracher des horreurs, la bave aux lèvres, devant tout le monde. Et si nous étions tous comme eux ? Si nous hébergerions à notre insu des sentiments que nous ne soupçonnons même pas ? Le versant obscur de l'amour, prêt à se déverser en torrents de bile ? Il y a peut-être bien un ex haineux qui sommeille en chacun de nous. ■

CLARA GEORGES

Prochain épisode L'ex boomerang

« ON N'ÉCHANGE PLUS UN MOT. ON A UN FICHIER PARTAGÉ POUR LA GARDE, ET C'EST TOUT »

ADÈLE  
cadre divorcée



FAÇONS DE PARLER – 7/10



MAYEULE GUESPEREAU

Cœur avec les mots

Qui a dit que nous vivons dans un monde de brutes ? Empathie et joliesse débordent de nos expressions les plus banales. Le bon est devenu beau. Janvier est le mois où l’on se souhaite une « belle année » et, à la fin du JT, le présentateur glisse « belle soirée », alors qu’en rendant la monnaie le commerçant nous souhaite avec effusion une « belle journée ». Au restaurant, on a entendu un serveur lancer un « bel appétit » à la cantonade et un autre tenter une improbable « joyeuse continuation ». A quand le lancer de pétales de rose, le feu d’artifice ?

Pas question de se séparer sur un « à bientôt », beaucoup trop dépourvu de chaleur : « à très vite » apporte son surcroît d’intensité émotionnelle et désigne l’irrépressible besoin de se revoir. Et comment ferait-on sans l’indispensable « pas de souci », qui a supplanté le trop blafard « pas de problème » ? Cette vive sollicitude pour autrui passe également par l’irremplaçable « cool ». Un terme empreint de zénitude qui s’est imposé comme l’interjection capable de marquer l’attendssement autant que la bienveillance, valeur très bien cotée par les temps qui courent. Parfois jusqu’à l’absurde (« J’ai tellement mal au genou que j’ai décidé de me faire opérer — Ah, cool ! »).

Briller comme un sou neuf

« Le oui n’est plus suffisant pour signifier l’adhésion. Alors on l’a remplacé par une locution comptant plusieurs syllabes. A défaut, un “ouiiiiiii”, voire un “yessssss”, fera l’affaire », s’amuse Muriel Gilbert, correctrice émérite au Monde. La vigilante approbation du moindre propos tenu par son interlocuteur peut compter sur un vaste matériel lexical qui permettra de rythmer la plus banale des conversations. Pour briller comme un sou neuf, la formule d’acquiescement pourra naviguer des classiques « absolument » et « tout à fait » au sobre « c’est clair » en passant par le tonitruant « carrément ! », l’entendu « tu m’étonnes ! », l’admiratif « trop fort ! » ou le complice « mort de rire ! »

Attention, cette célébration insistante du vivre-ensemble, qui fait parfois ressembler le monde à une vaste cellule de soutien psychologique, peut en mettre quelques-uns de mauvais poil. Il se trouve toujours un mauvais coucheur pour juger ces égards aussi artificiels que nunuches, qui conclura sa diatribe par le fameux « on n’est pas chez les Bisounours ». Le cri de ralliement de ceux qui voient l’angélisme partout et se font les tenants d’une certaine distanciation sociale. Pas le genre à sourire en formant un cœur avec ses doigts...

Signe d’une intense (inquiète ?), recherche de consensus, si ce n’est de séduction, dans un monde où l’on se plaint régulièrement de l’inanité, voire de la rudesse, des rapports individuels, ces béquilles linguistiques contribuent à faire société. Même si elles peuvent paraître surjouées, ces visions un peu affectées d’une vie en rose bonbon mettent de l’huile dans les rouages du quotidien. Elles donnent à ce que les Anglo-Saxons appellent le *small talk*, soit le simple fait de papoter ou de faire causette, les lettres de noblesse qu’il mérite. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Prochain épisode La vie avec des pincettes

Le ramen, quel phénomène !

Influente cuisine japonaise – 3/6 – Au pays de la poule au pot, chacun désormais fait « slurp » en savourant les formes variées de ce bouillon totem de l’Archipel

TOKYO, JAPON – envoyé spécial

Dans son film *Tampopo* (1985), le réalisateur japonais Juzo Itami raconte l’histoire épique d’une cheffe tentant d’apprendre à cuisiner les meilleurs ramens de Tokyo. La comédie s’ouvre sur une scène de restaurant : un esthète ayant passé quarante ans à étudier les soupes de nouilles initie son disciple à l’art de la dégustation. Pour les apprécier, le vieil homme conseille de prendre le temps d’examiner son bol, les perles grasses surnageant à la surface du bouillon, la brillance des pousses de bambou, les algues nori, les oignons flottant fièrement et surtout, vedettes du plat, les magnifiques tranches de porc rôti. Puis, du bout des baguettes, il caresse amoureusement les ingrédients. Ce n’est qu’après plusieurs minutes de contemplation qu’il déguste les nouilles en fixant intensément la viande, comme pour lui signifier qu’il ne l’oublie pas.

Cette séquence illustre la passion dévorante des Japonais pour les ramens. La spécialité est si appréciée qu’elle a son parc d’attractions : le Musée du ramen, planté à Shin-Yokohama, à une heure de route au sud de Tokyo (imaginez un musée français consacré au jambon-beurre !). Le décor est une reconstitution bluffante des rues de la capitale nipponne en 1958, date d’invention des nouilles instantanées. Cet écrin vintage, enrichi d’affiches de cinéma, de jouets ou de véhicules d’époque, accueille quantité de vrais restaurants, mais aussi des espaces pédagogiques. On y apprend ainsi que la spécialité japonaise a des racines chinoises. Lorsque le pays a mis fin à une longue période d’isolement, en 1868, au début de l’ère Meiji, des plats étrangers se sont peu à peu mélangés à des mets japonais. Les nouilles de blé du voisin continental croisées avec des délices locaux, comme le dashi (bouillon clair) et le narutomaki (pâté de poisson de la forme d’un palet blanc incrusté d’une spirale rosée), ont donné naissance aux premières versions de ramens.

Aujourd’hui, il existe presque autant de types de soupes de nouilles que de villes japonaises. Si les ramens se composent tous d’un bouillon, de nouilles et d’une garniture, chacun de ces éléments peut varier. A Tokyo, la soupe, brune, salée, est généralement réalisée à partir de sauce soja. A Sapporo (au nord), elle est un peu plus claire, obtenue avec de la pâte miso (à base de soja fermenté). A Fukuoka (au sud), elle se révèle épaisse et crémeuse, des os de porc étant mis au préalable à bouillir longtemps dans le bouillon. D’une région à l’autre, les nouilles sont droites ou ourlées, d’épaisseurs variées. En guise de protéines animales, les tranches de porc, très courantes, peuvent être remplacées par du bœuf haché ou des fruits de mer.

Omniprésent chez « Naruto »

Signe des temps, des échoppes proposant des plats tout-terrain adaptés aux religions (ramens hallal) ou aux régimes alimentaires. Des déclinaisons véganes fleurissent, comme chez T’s Tantan, une minichaine misant sur le sésame, les haricots ou les champignons pour un résultat aussi savoureux que nourrissant. Le Peninsula Tokyo va plus loin : pour les ramens végé, le bouillon blanc à base de sauce soja est présenté à côté d’un coffret en bois. On ouvre un tiroir contenant, dans des compartiments, des champignons, des pickles de gingembre, de l’ail frit... et l’on compose son bol parfait.

L’omniprésence des ramens dans les mangas, notamment dans la série *Naruto* (plus de 250 millions d’exemplaires vendus dans le monde), assurait déjà leur popularité au-delà des frontières japonaises, mais leur adaptabilité est une autre clé de leur succès. En France, les cuisiniers composent avec



Le ramen chez Pantobaguette, à Paris (18<sup>e</sup>). Ici, le 11 octobre 2023. THOMAS JASPERS/STAFFMEAL

des ingrédients locaux. Antonin Girard, qui a travaillé sous la direction de Tetsuya Wakuda, un chef nippon installé en Australie, rapporte qu’il a mis presque dix ans à concevoir ses propres recettes. « J’ai d’abord dû digérer ce que j’ai appris en cuisine, l’utilisation des algues, des sauces... comprendre ce que j’achetais dans les épiceries spécialisées, pour enfin maturer mes idées et réussir à créer des plats équilibrés et locaux, confie-t-il. Mais, aujourd’hui, mes ramens sont 100 % français ! » On peut les déguster dans son restaurant branché, Pantobaguette (Paris, 18<sup>e</sup>), doté d’un long comptoir et d’une playlist affûtée. Antonin Girard utilise pour son bouillon du miso, concocté en Bourgogne, du tofu (lait de soja caillé) parisien, et il fabrique lui-même ses nouilles à partir d’un pâton à base de farine de blé, de sel et d’eau. Ce chef propose des ramens végétariens, avec des légumes de saison (feuille de radis en tempura, navets lacto-fermentés...), mais c’est la version à la viande, à base de porc laid-neux de race mangalitza, qui se révèle la plus redoutable. On lape jusqu’à la dernière goutte le bouillon généreux, opulent, réalisé à partir du jus de viande mêlé à du dashi, de la sauce d’huître et de la sauce soja fumée.

Toute déclinaison des ramens n’est pas forcément un succès. Le grand chef étoilé Guy Savoy s’y est cassé les dents. Ses cantines parisiennes Supu Ramen, qui misaient sur du porc francilien et de la charcuterie lyonnaise, ont fermé au bout de quelques années. L’alchimie du plat est complexe et ne fait pas tout. « C’est une spécialité simple en apparence, qui se révèle très subtile à concocter, confirme Sedrik Allani, qui a appris à la préparer dans une école japonaise (Rajuku), avant de lancer les restaurants Neko Ramen à Paris. On cherche à travailler sur des textures différentes, avec des chips de racine de lotus, croquantes, ou en faisant braiser la viande de porc au chalumeau pour lui donner du croustillant. Mais n’oublions pas que ce plat est devenu populaire parce qu’il est complet et pas cher ! »

Porc au chalumeau

L’attrait du prix se vérifie dans l’un des multiples restaurants spécialisés au Japon (dont plus de trois mille rien qu’à Tokyo). Dans les antennes de la chaîne Yokohama Iekei Ramen, les premiers bols sont facturés 800 yens (près de 5 euros) pour un plat servi à table, à accommoder d’une des sauces à disposition (ail, gingembre, pâte de haricots

pimentée...). Etudiants rigolards lâchant de grands « slurp » ou personnes âgées, tous sont reçus avec la même chaleur bruyante par les cuistots qui se démènent derrière le comptoir en bois. On a beau se régaler, le bol est si large, le bouillon à base de sauce de soja si épais, qu’on ne peut pas finir ! Une partie non négligeable du plaisir est là, dans ce réconfort du gras, du trop-plein, et la bonhomie joyeuse des serveurs.

En France, c’est sur cette décontraction que parie Anthony Nguyen, qui a ouvert trois restaurants Ramen Ya, à Rennes et Nantes. Chez lui, on est accueilli par des exclamations de bienvenue. Et l’on peut déguster son plat (à base de bouillon de porc breton et de nouilles de farine de blé bio locale) au comptoir, tout en observant les cuisiniers cuire au chalumeau les tranches de cochon. Au bout d’une trentaine de minutes, les clients, plutôt jeunes, repartent repus. Vite fait, bien fait.

Grâce au ramen, vendu jusque dans les supermarchés, la soupe redevient tendance en France. Certains gourmands sont prêts à attendre plus d’une heure devant la porte des établissements les plus en vue de l’Hexagone, par exemple Kodawari Ramen, qui dispose de deux adresses à Paris aux décors s’inspirant de ruelles traditionnelles et d’un marché aux poissons. En novembre 2023, les Français de Kodawari ont fait sensation au Tokyo Ramen Festa, le plus grand festival en plein air consacré à la spécialité : le public leur a acheté 7700 ramens en quatre jours, plus qu’aux stands concurrents nippons. Un vrai plébiscite ! ■

LÉO PAJON

Prochain épisode Le saké

« C’EST UNE SPÉCIALITÉ SIMPLE EN APPARENCE, QUI SE RÉVÈLE TRÈS SUBTILE À CONCOCTER »

SEDRİK ALLANI

chef et patron des restaurants Neko Ramen, à Paris



# Martin Videlaine

## La politique de réindustrialisation n'a pas encore fait de miracle

Le consultant fait un bilan nuancé des initiatives lancées depuis sept ans par Emmanuel Macron pour le secteur industriel

Le président de la République avait, dès 2017, fait le pari d'une relance de l'activité économique de la France. Comme aucun pays n'est économiquement fort sans une industrie forte et un fort secteur technologique – la France n'avait ni l'une ni l'autre –, Emmanuel Macron a tenté de relancer notre industrie, parallèlement à ses ambitions pour la « start-up nation ». Quel bilan tirer de ces sept années ?

La part de l'industrie manufacturière hors énergie dans le produit intérieur brut (PIB) français n'a pas vraiment varié depuis 2017. Elle se stabilise autour de 11 %, selon les chiffres de l'OCDE. C'est faible, mais c'est en fait une bonne nouvelle, car ce chiffre marque la fin de la décroissance de l'industrie dans notre économie. Avant de croître, il faut bien passer par un moment où la décroissance cesse. Nous y sommes.

L'emploi confirme cette tendance. L'industrie a gagné quelque 130 000 emplois entre 2017 et 2023, selon l'Insee. Le nombre d'usines sur notre territoire est également en hausse. Selon le cabinet d'études économiques Trendeo, la France a perdu 700 sites industriels entre 2009 et 2016, mais en a gagné 316 entre 2017 et 2023. Symbole de cette renaissance, quatre « gigafactories » de batteries ont vu le jour ou sont en construction dans les Hauts-de-France.

En bref, la France a fini son cycle de désindustrialisation et commence, espérons-le, un nouveau cycle de réindustrialisation.

**Bonnes et mauvaises nouvelles**  
Il n'y a ici pas de miracle. Le président de la République a lancé de multiples initiatives. Les plans France relance et France 2030, dont les moyens se comptent en dizaine de milliards d'euros, ont tous deux placé l'industrie au cœur de leurs objectifs. L'Etat s'est doté d'un outil créé en 2012 sous l'ère Hollande, la Banque publique d'investissement (BPI). Il n'est plus une usine cherchant à naître, grandir ou se transformer dont le dossier ne passe sur les bureaux de la BPI.

Sur le plan législatif, la loi Industrie verte a été votée en octobre 2023 sans grand débat à l'Assemblée nationale, ce qui démontre le caractère consensuel de cette politique en faveur de l'industrie. Les impôts de production ont diminué. Ils sont encore très au-dessus de la moyenne de l'Union européenne, mais la dynamique va dans le bon sens. Enfin, tous les acteurs publics se sont mis à travailler pour redonner une image positive de l'industrie. Tous, en particulier les

**Martin Videlaine**, ancien consultant chez Roland Berger, dirige BlueBirds, cabinet de management de transition et plate-forme de prestations de consultants indépendants. Il anime depuis 2021 le podcast « Histoires d'entreprises »

“  
**NOUS AVONS OUBLIÉ QUE NOTRE PAYS VIT SUR UN MODÈLE SOCIAL BÂTI, APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE, AVEC ET SUR L'INDUSTRIE. C'EST L'OUVRIER QUI FINANÇAIT NOTRE MODÈLE**

élus locaux, veulent plus d'industrie sur notre sol. Voilà pour les bonnes nouvelles. Il en est de moins glorieuses.

Les usines en grande difficulté fleurissent encore malheureusement sur le territoire : Duralex, MetEx, Ascometal pour ne citer qu'elles. Car les conditions d'un retour massif de l'industrie en France ne sont pas réunies. Et les sujets qui fâchent sont nombreux et structurels : le coût de l'énergie, le tsunami des normes françaises et européennes, l'absence de financement privé en capital...

Mais, surtout, nous avons oublié que notre pays vit sur un modèle social bâti, après la seconde guerre mondiale, avec et sur l'industrie. C'est l'ouvrier qui finançait notre modèle. Or l'ouvrier est parti, ne soyons donc pas surpris que notre modèle ne se finance plus. Pour que notre PIB croisse de 0,9 % en moyenne entre 2017 et 2023, notre dette a crû de 900 milliards d'euros. C'est insoutenable dans la durée. Nous voici sous l'injonction de Bruxelles de rééquilibrer nos comptes.

Il va nous falloir reconstruire un modèle social qui fasse fi des ressources que nous apportaient les ouvriers et des dépenses qu'ils occasionnaient. Nous n'y avons jamais réfléchi. Pourquoi ? Peut-être parce que « jusqu'ici, tout va bien ».

Mais la lente montée de notre réindustrialisation et de notre secteur technologique ne compense pas notre appauvrissement. Le pouvoir d'achat est au sommet des attentes des Français. A force de ne plus nous demander collectivement comment nous enrichir, même un peu, nous réclamons dans le secret de l'isolement d'être moins pauvres, individuellement. La France insoumise et le Rassemblement national grandissent à la même vitesse que nous nous appauvrissons.

Le problème, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage. Il nous faut un nouveau pacte social. Le président et ses ministres de l'économie et de l'industrie n'y ont jamais songé, parce qu'ils n'en veulent pas. Et puis, c'est invendable politiquement. Mais, d'ici à 2027, l'industrie de notre pays n'aura pas connu le rebond que les Français attendent. ■

RETOUR  
GAGNANT  
DE MOSCOU  
EN AFRIQUE

ÉDITORIAL M

C'est l'un des basculements géostratégiques les plus spectaculaires de la décennie passée et c'est pourtant celui auquel les Occidentaux, accaparés par l'Europe et l'Asie, ont prêté le moins attention. En dix ans, la Russie a réussi à s'implanter, militairement et diplomatiquement, sur le continent africain, au point de chasser les forces françaises et américaines d'une partie du Sahel.

L'enquête du *Monde*, en trois volets, dont le premier est publié dans cette édition, montre comment ce processus, lancé par Moscou dans la foulée de l'annexion de la Crimée et du début de l'intervention russe dans l'est de l'Ukraine en 2014, a été pensé et organisé par le Kremlin, qui a su mettre à profit l'héritage soviétique de la guerre

froide, l'aveuglement français et le repli américain consécutif au fiasco de la guerre d'Irak.

L'intervention russe en Ukraine est suivie en 2015 de l'envoi de troupes et de l'aviation russes en Syrie pour sauver le régime Assad, que les Etats-Unis ont renoncé à combattre. C'est au Soudan en 2017, puis en République centrafricaine, que Moscou commence à mettre en œuvre sa stratégie africaine. L'effort se poursuit à partir de 2020 dans les pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger), secoués par une série de coups d'Etat, tandis que la Russie consolide son emprise sur l'est de la Libye et s'introduit au Tchad. Cette stratégie repose sur deux instruments essentiels : des campagnes d'influence qui font monter contre l'Occident le ressentiment postcolonial des élites et d'une partie de la population africaines et, dans le domaine sécuritaire, les mercenaires de la milice Wagner.

En vingt-quatre ans de règne, Vladimir Poutine ne s'est rendu que trois fois sur le continent africain – et toujours en Afrique du Sud –, mais il y a orchestré le retour de la Russie, après une longue absence due à l'effondrement du bloc soviétique. Fort des liens tissés avec les futures élites africaines au temps de l'URSS, qui a formé des dizaines de milliers d'étudiants subsahariens, et jouant sur la solidarité de l'ancienne puissance soviétique avec les mouvements de

libération, le président russe n'a pas besoin de se déplacer ; les nouveaux dirigeants africains font régulièrement le voyage à Moscou ou à Sotchi.

Après la rupture entre Vladimir Poutine et Evgueni Prigojine, le chef de Wagner, qui disparaît dans l'« accident » de son avion le 23 août 2023, deux mois après avoir tenté une mutinerie contre le Kremlin, Moscou réorganise son bras militaire en Afrique, remplace Wagner par une nouvelle organisation, l'Africa Corps, et affecte un vice-ministre de la défense à la gestion exclusive de la politique de sécurité en Afrique. La Russie ne sous-traite plus ; elle agit désormais à visage découvert. Parallèlement, les troupes françaises déployées dans le Sahel depuis 2013, à la demande du gouvernement malien de l'époque, sont priées de partir par les nouvelles juntes au pouvoir ; le dispositif américain installé au Niger, lui aussi chassé, se replie piteusement sur la Côte d'Ivoire.

Autre leçon de l'aveuglement occidental sur les ambitions de la Russie de Poutine, la France a gravement sous-estimé les dynamiques à l'œuvre. Les régimes africains sous l'influence de Moscou pensent avoir recouvré leur souveraineté. Dénuée de toute velléité d'aide au développement économique, la Russie, elle, se maintient comme premier fournisseur d'armes de l'Afrique, y récolte des contrats miniers et y installe un autre front contre l'Occident. ■

# Le parlementarisme authentique suppose de rompre avec la confusion des rôles

La V<sup>e</sup> République peut fonctionner de façon parlementaire, à la condition de distinguer chef d'Etat et chef de gouvernement, affirment les juristes **Pierre Brunet**, **Arnaud Le Pillouer** et **Michel Troper**

Le but de la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée le 9 juin par Emmanuel Macron continuera longtemps d'échapper tant aux constitutionnalistes qu'à l'ensemble des citoyens. Depuis, les médias bruissent de leçons de parlementarisme au pays du présidentielisme et de multiples comparaisons avec nos voisins européens.

Les partisans du parlementarisme ne peuvent que se réjouir d'entendre que la Constitution de la V<sup>e</sup> République est suffisamment « plastique » pour s'adapter à la situation inédite que nous connaissons et que nombre de ses dispositions feront probablement l'objet de nouvelles interprétations. Si ce système peut fonctionner – et fonctionne effectivement – de façon parlementaire, cette pratique est nécessairement faussée en raison du rôle particulier que joue le président, notamment du fait de son élection au suffrage universel.

D'un côté, il fonctionne de façon parlementaire, car le pouvoir du président provient moins de ses prérogatives constitutionnelles – ses compétences propres sont limitées – que de l'existence d'une majorité dont il est le chef. Celle-ci soutient le président par docilité, et le gouvernement par fidélité envers ce même président. Que cette majorité ait un autre chef et c'est lui qui exercera l'essentiel du pouvoir, comme on l'a vu pendant les cohabitations.

D'un autre côté, l'élection du président au suffrage universel vient fausser ce fonctionnement parlementaire. Certes, nombre d'Etats européens connaissent une telle élection qui ne confère pourtant pas la même prééminence au

président et il n'y aurait donc rien d'intrinsèquement vicieux dans cette élection. Que ce soit en Autriche ou en Finlande, le président n'est pas pensé comme un organe puissant ni son élection justifiée par la nature des pouvoirs qui lui sont conférés. Dans ces deux systèmes, même si le président dispose du pouvoir de sanctionner la loi ou de dissoudre le Parlement, il a en réalité été pensé avant tout comme un chef d'Etat aux compétences modestes et non comme un chef de gouvernement, encore moins comme un colégislateur.

De fait, ses attributions sont en pratique très limitées, de sorte que son élection répond non à une nécessité institutionnelle, mais à une nécessité symbolique. Au Portugal, le chef de l'Etat est lui aussi élu au suffrage universel, il dispose de pouvoirs équivalents à ceux du président français, mais les partis politiques ont toujours refusé d'en faire un chef politique et son élection n'obéit nullement à une logique partisane.

### Cumul des pouvoirs

Autrement dit, dans ces trois pays, les candidats à la présidence ne sont pas des chefs de parti. Le président élu ne domine pas la majorité parlementaire car il n'a pas contribué à la faire élire. En France, au contraire, l'élection présidentielle a été pensée comme l'élection d'un homme susceptible d'incarner l'unité nationale et la volonté générale.

Quant à l'élection législative, sa véritable fonction depuis 1958, et encore plus depuis 1962, a été de fournir au président une majorité qui lui permettra de gouverner en soutenant le gouvernement qu'il a désigné et en votant les projets de loi qu'il a préparés et qu'il fait présenter au Parlement. Les cohabitations passées ont été perçues comme des anomalies, auxquelles il était urgent de remédier. Encore aujourd'hui, élu au suffrage universel, le président doit donc mener la campagne des législatives en vue de persuader les électeurs d'envoyer au Parlement une majorité, sans laquelle il ne pourrait pas réaliser son programme.

S'il y réussit, il saura se réclamer d'une légitimité politique supérieure à celle des députés en se présentant comme l'élu de la nation, quand les députés ne seraient que les élus de leur circonscription. Surtout, il aura entre les mains non seulement le pouvoir exécutif résultant

à la fois de ses compétences propres et de celles du gouvernement, mais aussi le pouvoir législatif et ce, sans que sa responsabilité politique ne puisse jamais être mise en cause par le Parlement.

Ce cumul des pouvoirs lui permet d'agir au gré de ses envies et de ses caprices (ce qui est la définition même du despotisme au sens de Montesquieu). En revanche, s'il ne réussit pas à obtenir la majorité dont il a besoin, il n'est pas en mesure, parce qu'il est un chef de parti, de jouer un rôle d'arbitre. Son intérêt n'est alors pas de faciliter la formation d'une coalition, mais bien plutôt de diviser ses adversaires – ainsi qu'on a pu le constater depuis 2022.

Le parlementarisme authentique suppose de rompre pour de bon non seulement avec cette confusion des rôles (chef d'Etat/chef de gouvernement), mais surtout avec cette concurrence des légitimités. Le seul moyen d'y parvenir est que les partis et les formations politiques qui ont, par le passé, accordé à cette élection une signification et une importance démesurées s'accordent pour faire de la désignation du chef de l'Etat ce qu'elle peut encore redevenir : le choix non d'une personne providentielle qui viendrait gouverner au travers d'un premier ministre inévitablement transformé en collaborateur, mais d'un simple garant des institutions, un modérateur, dont les prérogatives n'ont d'autre finalité que d'incarner l'Etat sans le gouverner.

Si l'on veut que l'expérience parlementariste vive au-delà de l'année qui vient, voire au-delà de la fin du mandat de M. Macron, la meilleure solution est de mettre fin à l'élection du président au suffrage universel car c'est elle qui, en France, lui donne la tentation et les moyens de se procurer une majorité parlementaire soumise. ■

**Pierre Brunet** est professeur de droit public à l'Ecole de droit de la Sorbonne, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne ; **Arnaud Le Pillouer** est professeur de droit public à l'université Paris-Nanterre ; **Michel Troper** est professeur émérite de droit public à l'université Paris-Nanterre